

LE MONDE

Le monde alphabétique, numéro 18, printemps 2006 : Ensemble pour un monde plus juste - R.G.P.A.Q.

ALPHABÉTIQUE

18

PRINTEMPS 2006

REGROUPEMENT DES GROUPES POPULAIRES EN ALPHABÉTISATION DU QUÉBEC

Ensemble pour un monde plus juste



La revue *Le Monde alphabétique* est publiée par le Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec (RGPAQ) ; elle se veut le reflet de l'alphabétisation populaire et entend en faire la promotion. Elle s'adresse d'abord aux intervenantes et aux intervenants des groupes populaires en alphabétisation afin d'alimenter leur réflexion et leurs pratiques. Les articles publiés dans *Le Monde alphabétique* n'engagent que leurs auteures et leurs auteurs.

Responsable de la revue: Christian Pelletier

Rédactrice en chef: Christiane Tremblay

Comité de lecture:

Martine Fillion (formatrice, Atelier des lettres), Clode Lamarre (formatrice, La Jarnigoine), Christian Pelletier (coordonnateur, RGPAQ), Fabienne Prentout-Buché (formatrice, Lis-moi tout Limoilou), Christiane Tremblay, Stéphanie Valiquette (formatrice, A.B.C. des manoirs).

Ont collaboré au présent numéro:

Eric Abitbol, Françoise Boucher, Alain Cyr Élise De Coster, Yanick Descheneaux, Marcel Desjardins, Mélissa Felx-Séguin, Martine Fillion, Line Gélinas, Sharon Hackett, François Labbé, Gilles Landry, Nathalie Larocque, Richard Latendresse, Caroline Meunier Monique Olivier, Lise Pelletier, Rachel Pointel, Ginette Richard, Patrice Rocheleau, Lucille Roy, Solange Tougas, Christian Vaillant, Stéphanie Valiquette, Louise Whitmore, Dominique Zalitis et la plupart des groupes membres.

Designer graphiste: Eric Villeneuve

Illustratrice: Cristine Berthiaume

Réviseur: Serge Leroux

Correctrices et correcteurs d'épreuves:

Serge Leroux, Caroline Meunier, Rachel Pointel.

L'édition de la revue est financée par le Secrétariat national à l'alphabétisation, Ressources humaines et Développement social Canada. Le tirage est de 400 exemplaires. Les textes sont soumis au Comité de lecture, auquel revient la décision de leur publication dans la revue,.

Prix: 10\$

Correspondance:

Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec
2120, rue Sherbrooke Est, bureau 302
Montréal (Québec) H2K 1C3
N° de téléphone: (514) 523-7762
N° de télécopieur: (514) 523-7741
Courriel: revue@rgpaq.qc.ca
Site Internet: www.rgpaq.qc.ca

Dépôt légal: Bibliothèque et Archives nationales du Québec et Bibliothèque et Archives Canada

ISSN: I 183-515X

Imprimé sur papier recyclé



Editorial1

Flash sur les pratiques

David contre Goliath ou comment détenir un pouvoir sur sa vie .. .2
La Fourmière : mettre en commun besoins et forces. 7



Échos et réflexions

Pour provoquer une véritable lutte contre l'analphabétisme. 10
Faire de l'éducation populaire en conversant dans les cafés. 15



Enjeux

Québec a-t-il respecté les engagements pris à Hambourg?. 22



Dossier

Ensemble pour un monde plus juste. 29
Le Regroupement se définit-il de la même façon
25 ans plus tard?. 30
Le politique — Les stratégies d'intervention et de sensibilisation
du RGPAQ sont-elles toujours appropriées?. 36
Le pédagogique — Y a-t-il encore des différences entre
ce qui se fait dans les commissions scolaires et ce qui se fait
dans les groupes populaires en alphabétisation?. 43
Quel rôle peuvent jouer les adultes qui fréquentent
nos groupes populaires? Que souhaitent-ils? Leur réalité a-t-elle
beaucoup changé en 25 ans?. 53
Comment la société québécoise perçoit-elle
l'analphabétisme en 2006?. 68
L'alphabétisation populaire a-t-elle un avenir?. 72
Conclusion. 80



Humour

Apprendre à lire entre les lignes. 81



D'ailleurs

Mondialiser la solidarité. 85



Profil de groupe

L'expérience de la cohérence ou l'anatomie
d'un groupe en transformation. 89



Groupes membres93

Un **M**ouvement fort

Christian Pelletier,
coordonnateur, Regroupement des groupes populaires
en alphabétisation du Québec

Le Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec fête cette année son 25^e anniversaire. Deux décennies et demie de travail des groupes à sensibiliser la société québécoise aux causes et aux conséquences de l'analphabétisme, à faire connaître des pratiques visant la transformation sociale et à dénoncer le manque de volonté politique des différents gouvernements pour combattre l'analphabétisme. Après un quart de siècle, devrions-nous réajuster le tir?

Pour répondre à cette question, nous avons sollicité les personnes qui vivent quotidiennement dans nos groupes (aussi bien les membres d'une équipe de travail que les participantes et les participants), selon nous les mieux placées pour amorcer une réflexion. Elles se sont prêtées au jeu du dialogue, elles ont parlé entre elles d'aspects importants de notre réalité. Le dossier rapporte les propos échangés notamment sur notre action politique, sur nos interventions pédagogiques et sur le rôle que devraient jouer les participantes et les participants dans les groupes.

Dans ce numéro 18, vous pourrez aussi suivre la croisade entreprise par certains adultes des groupes populaires d'alphabétisation montréalais contre le manque d'accessibilité du transport en commun, une situation que vit un nombre considérable de personnes peu alphabétisées à travers le Québec.

Vous en saurez plus sur le système d'échange de biens et de services ayant amélioré la vie des participantes et des participants du groupe La Marée des mots, à Beauport.

Québec fait-il tout en son pouvoir pour favoriser une éducation tout au long de la vie? Les mesures entreprises en ce sens par le gouvernement sont exposées dans la chronique Enjeux.

Que dire des scores – parmi les plus bas au Canada – obtenus par des Québécoises et des Québécois à des tests évaluant leur degré de littératie? Pourquoi le gouvernement reste-t-il silencieux devant la gravité de la situation? se demande-t-on dans la chronique Échos et réflexions.

Sommes-nous en mesure de décoder les messages qui nous bombardent à cœur de jour? Pouvons-nous facilement distinguer le vrai du faux? Grâce à un nouvel appareil, il semble maintenant possible de connaître la vérité...

Redéfinir le monde attablé dans un café, voir appliquer les principes d'alphabétisation populaire de Paolo Freire par des organismes sénégalais ou inciter des parents à exercer leur plein pouvoir de citoyens et de premiers éducateurs de leurs enfants sont d'autres thèmes abordés par les articles du présent numéro.

Un numéro où nous nous interrogeons sur la solidité de nos convictions et sur le sens de nos actions. Où nous constatons une chose fondamentale: que nous formons, ensemble, un mouvement fort!



SOIX
ET UNE
PIASTRES,
C'EST
TROP
CHER.

JE SUIS
TANNÉE
DE
MARCHER!

PASSE
REDUITE OU
ON RESTE SUR
LES
MÉDICAMENTS
ENTENDEZ-
NOUS!



David contre Goliath

ou comment détenir un pouvoir sur sa vie

Un nombre impressionnant d'adultes des groupes d'alphabétisation populaire montréalais doivent limiter leurs déplacements en raison du coût élevé des transports en commun. Devant cette triste réalité, certains d'entre eux se sont mobilisés, avec l'aide de formatrices et de formateurs, pour revendiquer un tarif alpha.

Christian Vaillant,
formateur, Centre de lecture et d'écriture
(Montréal)

Décembre 2004. Le Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec (RGPAQ) organise une rencontre régionale avec des organismes membres de Montréal. Le but est de discuter de nos pratiques quotidiennes. L'ambiance est sympathique, on parle des participantes et des participants, de leurs difficultés, de leurs petites victoires et de leurs grandes réussites.

Des formatrices et des formateurs parlent des augmentations successives du tarif du transport en commun: *24% en 18 mois, c'est trop*, dit l'une. *Comment les personnes qui fréquentent nos groupes peuvent-elles payer un abonnement mensuel à 61 \$?*, avance un autre. Chacune, chacun évalue les répercussions sur les membres de son groupe. Il faut faire quelque chose! Depuis trop longtemps, les groupes d'alphabétisation populaire de Montréal tiennent de beaux discours sur les luttes à mener sans manifester la volonté ou l'énergie de dépasser le propos et de tenir une action collective.

Quelqu'un propose de former un comité. Un comité d'action? de coordination? Personne ne sait vraiment... et puis vient une question importante: *Ai-je véritablement le temps de m'investir? Je n'ai déjà pas le temps de donner mes ateliers! C'est vrai que c'est un problème, mais les participantes et les participants de mon groupe ne sont pas très mobilisés, alors...*

On sent plein d'hésitations (dites ou non dites) dans la salle. Les plus téméraires finissent par lever la main, et cinq formatrices et formateurs se disent prêts à s'engager¹: le comité existe. Rapidement, on le baptise afin qu'il ne disparaisse pas dans les limbes. Le Comité urbain de lutte (CUL), c'est son nom, n'a plus qu'à relever ses manches, car il a beaucoup de pain sur la planche.

Pour vivre, le Comité doit se nourrir de celles et ceux qui sont au cœur du débat, du combat: les participantes et les participants des groupes d'alphabétisation populaire de Montréal. Il doit chercher à la source ce qui alimentera la réflexion et l'argumentation, ce qui déterminera les stratégies à entreprendre. Le mot d'ordre est donné: consulter les participantes et les participants, non seulement pour vérifier les perceptions, mais aussi pour que cette bataille soit vraiment la leur.

Mettre en mots ses revendications

Première réunion du Comité. On collige les renseignements des groupes. La réalité dépasse les suppositions: depuis longtemps, les participantes et les participants n'utilisent plus les

transports en commun; dans le cas contraire, ils achètent un ou deux billets par semaine ou partagent une carte mensuelle avec les autres membres de leur famille. Les participantes et les participants sont donc très motivés à livrer un combat.

Mais comment amorcer une lutte d'une telle importance tout en maintenant des ateliers de lecture et d'écriture, comment rallier le plus grand nombre de groupes? Une proposition est finalement formulée: les formatrices et les formateurs pourraient inciter les participantes et les participants à rédiger en atelier des lettres pour Claude Dauphin, alors président de la Société de transport de Montréal (STM). Conçues sous forme de témoignages, elles exprimeraient ce que représente pour les adultes des groupes l'augmentation du tarif de transport.

Plus de 70 lettres, toutes émouvantes et évoquant parfois la colère ou la tristesse de ne pas pouvoir se rendre dans son groupe d'alphabétisation, chez un ami ou un parent, sont écrites et envoyées à des dirigeantes et à des dirigeants politiques (à l'échelle locale, municipale, régionale, provinciale ou fédérale). En retour, certains élus envoient des messages d'appui, qui sont lus en groupe.

Pour en arriver à ce résultat, il a fallu beaucoup de travail. Première étape, la rédaction des lettres collectives. Toutes et tous ont d'abord émis des idées qui, parfois, portaient dans tous les sens. Les formatrices et les formateurs ont réussi ensuite à obtenir un consensus. Enfin, un travail de correction et de reformulation a été effectué. D'autres

adultes plus avancés ont écrit des lettres individuelles. Deuxième étape, les réponses des députés. Elles ont été lues dans les ateliers. Bien des termes utilisés, pas toujours simples, ont dû être expliqués.

Ainsi, les participantes et les participants ont parlé au nom de leur groupe ou en leur nom à des personnes publiques – néanmoins des inconnus – pour manifester leurs difficultés. Certains de ces gens de pouvoir les ont encouragés. Ils n'étaient plus seuls.

(Cela étant, Christian, l'auteur de ces lignes, se désole un peu: les participantes et les participants de son groupe ne semblent pas très motivés. Ils ont bien écrit des lettres, mais parce que le «professeur» l'avait demandé. Certes, quelques-uns sont touchés par la lutte, mais dans l'ensemble, ils ne sont pas très préoccupés par le transport en commun, car ils viennent au centre en voiture, à bicyclette ou à pied s'ils habitent à côté.)

Se faire connaître

En parallèle avec le travail effectué dans les ateliers, le Comité urbain de lutte mène une campagne de visibilité et de sensibilisation. Pour ce faire, il envoie d'abord des communiqués de presse aux médias électroniques et écrits². Ces derniers s'intéressent au manque d'accès aux groupes d'alphabétisation, à l'analphabétisme ou à l'importance de revendiquer une tarification sociale.

Ensuite, pour être certain d'avoir un impact, le Comité s'emploie à attirer l'attention du monde politique et décide de se rendre dans les endroits

¹ Les courageuses, les courageux, mais surtout les inconscientes, les inconscients, qui ont levé la main proviennent du Tour de lire, du Centre d'éducation aux adultes de la Petite-Bourgogne et de Saint-Henri (CEDA), de La Jarrigoine, de L'Atelier des lettres et du Centre de lecture et d'écriture.

² *Arrondissement.com, Le Devoir, Journal du plateau, Nouvelles de l'est, La Presse, Progrès de Villeray, Radio Centre-ville, Tour d'y voir et Voix populaire.*

décisionnels. Le premier bastion est le Conseil municipal de la Ville de Montréal.

Depuis plus de deux ans, les cols bleus sont en conflit avec le maire, et le Conseil municipal est leur lieu de revendication. Pour simplement avoir l'occasion de s'exprimer, deux membres du Comité doivent faire la queue pendant six heures. L'atmosphère est lourde, les cols bleus, agressifs, les élus, tendus. Prendre la parole dans ces conditions se révèle ardu. Les deux délégués ont l'impression de faire partie des jeux du cirque romain: les lions leur tourment autour et les tribuns les regardent du haut de leur piédestal. Mais ils interviennent quand même, témoignent des difficultés des participantes et des participants, et se font connaître des élus.

Aller au front

Le Comité urbain de lutte contre la STM, c'est un peu David contre Goliath: un «méchant» combat! Quelles actions mener pour obtenir gain de cause? Quelles stratégies utiliser?

Le Comité décide d'organiser une assemblée des participantes et des participants des groupes. Le 11 avril, ils sont plus de 70. La glace est brisée et l'isolement aussi. Ils sont invités à témoigner de leurs problèmes, puis à définir des actions et des moyens pour mener la lutte. Il leur faut notamment décider de ce qu'ils veulent réclamer à Claude Dauphin: un tarif particulier ou la gratuité pour le transport en commun. Les discussions sont animées, chacune, chacun y va de ses arguments. Enfin, c'est le suffrage: les participantes

et les participants, à l'instar des étudiantes et des étudiants, votent pour un tarif alpha. De plus, ils décident de manifester au grand jour leur mécontentement.

Dès lors, le Comité urbain de lutte met en place des moyens pour faciliter le passage à l'action, pour accompagner les participantes et les participants dans leur revendication, et pour s'assurer d'une bonne communication entre les groupes.

Par ailleurs, il doit être prêt à agir en fonction de l'actualité, car le transport en commun fait souvent la une des journaux montréalais. Il doit réfléchir vite, tout en tenant compte des directives des participantes et des participants, puisque ce sont eux les patrons. Le Comité urbain de lutte n'est que la courroie de transmission entre leur énergie et l'inertie des pouvoirs publics. Il apprend son métier au fur et à mesure et, dans ce contexte, il lui est parfois difficile de garder en mémoire les objectifs et les souhaits des participantes et des participants.

Une évidence toutefois s'impose: le Comité manque de munitions. Certes, sa revendication est claire, mais il ne sait pas comment fonctionne l'ennemi, quelle est sa tactique, quelles sont ses armes. Pire encore, il ne connaît pas son langage. Trois membres se procurent *Le plan d'action stratégique 2004-2013* de la STM et le décortiquent pour établir une solide argumentation.

La lutte s'intensifie! On prépare la manifestation. Dans les ateliers, les participantes et les participants trouvent des slogans, répètent une

chanson et préparent des témoignages. En mai, plus de 90 personnes représentant 8 groupes populaires d'alphabétisation de Montréal³ investissent la station de métro Berri-UQAM et la rebaptisent Station solidarité. Des formules-chocs sont scandées: «Dauphin, montre-nous que tu es fin!», «Rendez le transport populaire!», «Pas d'argent, pas de passe d'autobus, pas de cours d'alpha!». Et sur l'air de *Si j'avais un char* de Steve Faulkner, le chanteur québécois, nos 90 choristes entonnent le refrain suivant:

«Si j'avais une passe,
Ça changerait ma vie
J'irais m'promener su'l bord
De mon centre d'alpha.»

Les participantes et les participants interpellent les usagères et les usagers du métro pour leur distribuer des prospectus, leur parler de leurs

Le Comité urbain de lutte n'est que la courroie de transmission entre l'énergie des participantes, des participants et l'inertie des pouvoirs publics.

3 Carrefour d'éducation populaire de Pointe Saint-Charles, Centre d'éducation aux adultes de la Petite-Bourgogne et de Saint-Henri (CEDA), Centre de lecture et d'écriture, La Jarnigoine, Atelier des lettres, Lettres en main, Tour de lire et Centre N A Rive.

difficultés et de leur revendication. Des badauds s'arrêtent pour les interroger sur la manifestation.

Un encouragement supplémentaire vient fouetter leur moral. Le Comité urbain de lutte est récompensé par le prix Roma-Lavoie remis à un projet visant une plus grande justice sociale. C'est aux participantes et aux participants que revient ce prix, sans lesquels rien n'aurait été possible.

Ils se sont affirmés sans honte.

(Pendant ce temps, notre formateur se morfond toujours un peu : son groupe, ce jour-là, n'a que deux participants ! Je ne dois pas savoir m'y prendre. Je me suis embarqué dans une action qui n'intéresse pas «mes» participantes et participants. Tant d'interrogations qui le taraudent et le font se remettre en question.)

Se battre avec ardeur

Le dépôt du prochain budget de la STM est prévu le 6 décembre et des élections municipales ont lieu en novembre. Le Comité urbain de lutte doit maintenir la pression.

Le 8 septembre, lors de la Journée internationale de l'alphabétisation, le Comité rassemble au Centre d'éducation aux adultes de la Petite-Bourgogne et de Saint-Henri plus de 100 participantes et participants⁴. Il faut absolument définir le tarif alpha.

En petits groupes, avec les formatrices et les formateurs, ça discute fort. Mais il demeure difficile de s'entendre sur un tarif. Entre 10\$ et 32,50\$, tous les prix sont annoncés. Finalement, on retient la moyenne : 22,25\$. Le Comité aura donc le mandat de revendiquer un tarif



alpha à 22,25\$. Pour l'appuyer dans sa tâche, les participantes et les participants décident de faire circuler une pétition qui sera déposée le 6 décembre.

Lors de l'assemblée générale du RGPAQ, en octobre, la lutte prend une autre dimension. Chaque groupe membre repart avec des documents... De toute la province, des pétitions nous parviendront ainsi que des lettres d'appui.

Le Comité multiplie les interventions dans divers lieux de décision : le conseil d'administration de la STM, les forums citoyens, les conseils d'arrondissement. Dans certains cas, des participantes et des participants témoignent.

Lors d'une autre assemblée organisée par le Comité, la décision est prise

de tenir une conférence de presse le 3 novembre. Le temps presse, car le 6 décembre approche... On en profitera pour faire signer la pétition.

La veille de l'événement, Jacques Demers, l'ancien entraîneur du Canadien de Montréal, annonce aux médias qu'il est analphabète ! Rien de mieux pour sensibiliser la population. Les participantes et les participants demandent allègrement une signature aux passantes et aux passants près du métro Mont-Royal. Résultat : 1600 personnes soutiennent le tarif alpha.

Plus de 110 participantes et participants sollicitent la population, parlent des obstacles qu'ils doivent surmonter quotidiennement. Encore une fois, ils sont au centre de l'action.

4 Le Centre Alpha-Sourd de Montréal et le Centre Alpha-Sourd Rive-Sud ainsi que le Centre de liaison pour l'éducation et les ressources culturelles (CLERC) sont maintenant dans la lutte.

(Dans son coin, notre formateur est enfin satisfait: les participantes et les participants de son groupe se sont mobilisés et ont recueilli plus de 250 signatures en un mois. Il comprend enfin que l'important est de trouver les bons outils pour les bonnes personnes. Chacune, chacun à son niveau, dans son milieu, est prêt à s'engager s'il peut s'appropriier des mécanismes ou des moyens et les utiliser en fonction de sa réalité.)

Perdre une bataille mais non la guerre

5064! C'est le nombre total de signatures obtenues depuis septembre. Les participantes et les participants ont rencontré 5064 personnes pour leur parler de leur démarche. C'est toute une force en mouvement que plus rien ne peut arrêter! Ils sont une soixantaine à se rendre au conseil d'administration de la STM, le 6 décembre. Certains témoignent: «J'ai un fils de 15 ans, c'est important qu'il aille à l'école, alors je lui paye sa passe. Mais moi, je ne peux pas me la payer, donc je vais à pied à mon centre d'alpha.»

En entonnant leur fameux refrain sur l'air de *Si j'avais un char*, les participantes et les participants répartissent les nombreuses signatures de la pétition à l'intérieur de bas usés qu'ils déposent dans une grande boîte sur laquelle on peut lire: «Le droit d'apprendre... et de s'y rendre.»

Le lendemain, la STM annonce une hausse de 2\$! Notre colère n'a d'égale que son obstination.

Un soutien inattendu

Le jour de notre intervention à la STM, nous recevons une réponse positive à notre demande de financement de la part de la Fondation Béati⁵. La lettre est des plus encourageantes: «Le projet [...] tient compte des besoins et de la réalité vécue par les personnes analphabètes avec lesquelles il se réalisera. Le comité (de sélection) a aussi accueilli avec joie la volonté des groupes d'alpha d'entreprendre une action commune.»

Le soutien de la Fondation Béati nous fait chaud au cœur: non seulement elle vient appuyer les participantes et les participants dans leur combat, mais aussi elle contribue à la reconnaissance du travail effectué par le Comité urbain de lutte. Pour que la lutte des participantes et des participants prenne corps, elle doit d'abord exister aux yeux des autres (médias, groupes communautaires...).

La vraie victoire

Allons-nous obtenir un tarif alpha? Que cela se réalise ou non, la vraie victoire restera celle des participantes et des participants: ils ont dénoncé une injustice dont ils sont victimes, ils se sont tenus debout face au pouvoir public et ils se sont engagés dans une démarche qui les concerne, sans oublier de faire la fête à chaque gain.

Le vrai Goliath n'est peut-être pas la STM, au fond, mais les peurs et les angoisses des participantes et des participants à combattre les préjugés et à témoigner de leurs difficultés à prendre leur place dans notre société. Peut-être est-ce aussi le système dans toute sa complexité qui craint les démarches collectives. En tout cas, David, c'est incontestablement les participantes et les participants, qui ont su se mobiliser, écrire des lettres, trouver des slogans, des actions et revendiquer une plus grande justice sociale. «Nous ne savions pas que c'était impossible, alors nous l'avons réalisé ensemble⁶!»

La vraie victoire restera celle des participantes et des participants: ils ont dénoncé une injustice dont ils sont victimes, ils se sont tenus debout face au pouvoir public et ils se sont engagés dans une démarche qui les concerne, sans oublier de faire la fête à chaque gain.

5 Fondation privée, active depuis plus de 15 ans au Québec, qui soutient des projets favorisant le renouvellement des pratiques sociales et pastorales. Pour la Fondation, un monde juste et solidaire se bâtit avec les personnes et les communautés exclues, dans des communautés humaines et inclusives, tant au sein des organisations communautaires qu'au sein de l'Église, où ces personnes et ces communautés apprennent à exercer leur pleine citoyenneté. Tiré de son site Internet : www.fondationbeati.org.

6 Devise du Centre de services communautaires du Monastère.



La Fourmilière :

mettre en commun besoins et forces

Désir de compagnie? Pas de problème! La cuisinière ne fonctionne plus? Ça peut s'arranger. Envie d'une lasagne maison? Elle sera livrée dans une heure. Il suffit d'appeler une Fourmi.

Photo: La Marée des Mots

Dominique Zalitis,
formatrice, La Marée des Mots
(Beauport)

Comment un groupe d'alphabétisation populaire peut-il en arriver à créer un réseau d'entraide tout en répondant à sa mission? À La Marée des Mots, la détérioration des conditions de vie des participantes et des participants préoccupait de plus en plus l'équipe de travail. Différents besoins avaient été observés. Premier constat, plusieurs ne réussissaient plus à payer le laissez-passer pour le transport en commun. Même si une certaine solidarité existait (celle ou celui qui possédait une voiture offrait un transport à celle ou celui qui n'en avait pas), les services rendus ne donnaient lieu à aucune compensation financière. Et celle ou celui qui recevait le service était mal à l'aise de ne pas pouvoir

dédommager qui que ce soit. Comme pour toute personne qui se respecte, la fierté du demandeur en prenait un coup. Deuxième constat, la pauvreté avait des répercussions sur les habitudes alimentaires. Certaines, certains cuisinaient peu, et la plupart ne parvenaient pas à se procurer des produits essentiels comme le fromage, le yogourt et la viande. Troisième constat, le réseau social des participantes et des participants restait limité. Très peu d'entre eux entretenaient des relations de proximité avec des amis ou leur famille et avaient l'occasion de socialiser. La plupart avaient comme seule activité les ateliers d'alphabétisation.

Un élément déclencheur poussa l'équipe de travail à agir pour remédier à la situation. Un jour, un participant raconta que sa santé ne lui avait pas permis d'enlever ses décorations de Noël avant le mois d'avril. À nos yeux, une situation simple comme celle-là pouvait se résoudre facilement: il suffisait d'utiliser le pouvoir du groupe. Le manque de contacts ou d'argent, le besoin d'aide ne concernaient pas exclusivement ce participant. Nous pensions qu'en réunissant des personnes dans la même situation, nous

pourrions les inciter à mettre en commun leurs forces et à les mobiliser pour offrir un soutien.

Créer une solution sur mesure

Nous avons proposé aux participantes et aux participants une journée de consultation afin qu'ils puissent exprimer leur réalité, définir leurs besoins et trouver ensemble des réponses. Cette journée a eu lieu en mai 2003. Elle a permis de tracer un portrait de la situation des gens qui fréquentent La Marée des Mots. Elle a également permis de mettre en relief leurs forces et leurs talents. À la fin de la rencontre, plusieurs manifestèrent le désir de poursuivre la réflexion. À cette étape, aucune solution n'avait encore été trouvée.

À l'automne, un comité de quatre participantes et participants, d'une bénévole et d'une animatrice s'est formé pour explorer différentes pistes de solutions. Il a visité des endroits où s'organisaient diverses formes d'entraide, tels que des services d'échange locaux (SEL), des entreprises d'économie sociale et des réseaux d'échange. Le comité cherchait à comprendre le fonctionnement de ces organisations en vue de trouver ce qui pourrait le mieux satisfaire les besoins des membres. À la lumière des structures étudiées, il devenait évident que la création d'un réseau d'échange de biens et de services allait répondre à ces besoins.

Le comité a travaillé sans relâche pendant près d'une année et demie à la création du réseau. Les membres se sont rencontrés à chaque semaine. Tout était à construire: définir les règlements, adopter une structure

démocratique, déterminer comment le réseau allait être géré, choisir l'unité d'échange et le jargon à employer pour désigner le tout. En analysant le fonctionnement des réseaux d'échange existants, le comité a choisi ce qui lui convenait le mieux. Les membres étaient unanimes: ils voulaient une structure égalitaire de sorte que les personnes peu alphabétisées puissent siéger au Comité de gestion. Et, surtout, ils souhaitaient que leur opinion soit respectée, ce qui a été libellé clairement dans les règlements. Il y avait aussi du matériel¹ à créer: des outils promotionnels, un carnet pour noter les échanges, des reçus qui expliquent les transactions, des fiches d'inscription, un bottin des services offerts et demandés, etc. Le réseau a été prêt à fonctionner en novembre 2004.

Les membres étaient unanimes: ils voulaient une structure égalitaire de sorte que les personnes peu alphabétisées puissent siéger au Comité de gestion.

Un réseau d'échange de biens et de services

Notre réseau, qui s'appelle la Fourmilière, permet d'obtenir des biens et des services sans l'intermédiaire de l'argent. Les membres sont des Fourmis et l'unité d'échange choisie est le grain de sable. Pour fixer le prix d'un bien à échanger, on peut faire la conversion suivante: un grain de sable égale un dollar. Si une montre usagée vaut cinq dollars, on demandera à la Fourmi intéressée cinq grains de sable. Quant aux services à échanger, on évalue le temps que cela prendra et on le convertit de la façon suivante: une heure égale 10 grains de sable. Si une heure et demie est nécessaire pour aider quelqu'un à faire des courses, on lui demandera 15 grains de sable. Les Fourmis s'entendent entre elles pour déterminer le coût du bien ou du service à donner: La Fourmi demandeuse peut aussi marchander si elle considère le prix trop élevé.

Une Fourmi qui a un besoin particulier cherche dans le bottin si une autre Fourmi pourrait le satisfaire. Puis, elle prend contact avec la personne et se met d'accord pour l'échange (l'endroit, le moment où il s'effectuera et le prix à payer). Si le numéro de téléphone d'une Fourmi offrant un service est secret, on doit communiquer avec le Comité de gestion qui fera le lien entre les deux membres. Si personne n'offre le service recherché, on peut faire appel à toutes et à tous au moyen d'un babillard qui sert d'outil de communication aux usagères et aux usagers.

Lors de la première année d'expérimentation, seuls les membres de La Marée des Mots pouvaient faire partie du réseau: les participantes et les

¹ Il est disponible au Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine (CDEACF). Nous avons quelques copies de documents pour les groupes intéressés à démarrer un réseau d'échange dans leur milieu.

participants, les bénévoles ainsi que les animatrices. La deuxième année, en considérant que plus le réseau compte d'individus, plus il augmente sa richesse, d'autres personnes ont été acceptées. Elles devaient toutefois répondre aux critères suivants : être peu alphabétisées ou défavorisées économiquement, ou encore militer pour la défense des droits des personnes analphabètes ou défavorisées économiquement. De cette façon, nous avons multiplié les offres pour le réseau et aussi, indirectement, recruté d'autres participantes et participants.

Dans le réseau d'échange, on peut se procurer des plats cuisinés, obtenir de l'aide pour rédiger un *curriculum vitae*, pour composer des lettres, pour effectuer des démarches officielles en vue, par exemple, d'avoir un logement à prix modique. D'autres Fourmis offrent du transport, du gardiennage ou de l'accompagnement pour les courses. Les offres et les demandes sont très variées. La dernière année, 291 échanges ont eu lieu entre 25 fidèles Fourmis. Si l'on traduisait en argent, cela représenterait 4 345 \$.

Des retombées bénéfiques sur plusieurs plans

Bien qu'abstrait, le fonctionnement demeure clair pour les participantes et les participants, car ils ont été partie prenante de toutes les étapes de la démarche. Ils ont ainsi pu développer différentes habiletés comme prendre la parole dans un groupe, faire valoir leur point de vue ou respecter les idées des autres. L'équipe de travail s'est toujours préoccupée de la place que les participantes et les participants peuvent occuper dans un groupe

populaire d'alphabétisation. Nous croyons que pour assurer la réussite d'un projet qui s'adresse à eux, ils doivent être engagés dans le processus. Ces types de projets connaîtront forcément du succès, puisqu'ils répondent aux besoins réels des personnes concernées.

Les participantes et les participants ont ainsi pu développer différentes habiletés comme prendre la parole dans un groupe, faire valoir leur point de vue ou respecter les idées des autres.

Par ailleurs, la Fourmilière a permis aux personnes peu alphabétisées de lire, écrire et compter dans un autre contexte que celui des ateliers. Ainsi, plusieurs apprentissages ont été appliqués dans la vie quotidienne : se servir d'un livret de caisse, négocier un prix, trouver un terrain d'entente qui satisfera les deux parties, établir ses limites, refuser ce qu'on ne veut pas vraiment, etc.

Enfin, on peut constater que La Fourmilière contribue à améliorer les conditions de vie des gens. Pour venir aux ateliers, les participantes et les participants sans voiture ne sont plus obligés d'acheter un laissez-passer d'autobus. Ils se sentent à l'aise de demander à une Fourmi un transport parce qu'ils peuvent offrir des grains de

sable en retour. Celles et ceux qui se nourrissent moins bien peuvent acheter des plats cuisinés ou se procurer des produits de base lors de foires organisées à La Marée des Mots. Une activité sociale a lieu à chaque mois (un bingo, un cinéma...) : c'est l'occasion pour les Fourmis de briser leur isolement, d'avoir du plaisir entre elles et de créer des liens, ce qui génère souvent d'autres échanges.

Au-delà de l'alphabétisation

Le réseau d'échange répond vraisemblablement à plusieurs besoins. Notre mission comme groupe populaire est d'alphabétiser, mais aussi d'améliorer les conditions de vie des personnes analphabètes tout en favorisant leur autonomie. Les participantes et les participants acquièrent ainsi des outils et développent des habiletés qui peuvent être utilisées dans leur vie quotidienne. De plus, la solidarité vécue entre les membres démontre qu'il est possible de vivre dans une société plus juste et plus équitable. Notre réseau est un exemple de moyen *alternatif* pour pallier les maux de la société de consommation.

Si vous avez des questions ou des commentaires, communiquez avec nous :

La Marée des Mots
3365, chemin Royal, 2^e étage
Beauport (Québec)
GIE IWI
(418) 667-1985
Courriel :
lamareedesmots@oricom.ca



Pour

Provoker une véritable lutte contre l'analphabétisme

Photo : Christiane Tremblay

Selon les données d'une récente étude, 55% des adultes québécois éprouvent de la difficulté avec la lecture et l'écriture, et 59%, avec les chiffres. Or, si certaines personnes ont manifesté leur inquiétude, aucune mesure n'a encore été prise par le gouvernement pour redresser la situation.

Alain Cyr,
coordonnateur, Groupe Alpha Laval

La moitié des adultes vivant au Québec arrivent mal à comprendre et à utiliser des textes suivis dans leur quotidien. C'est ce que révèle *L'Enquête internationale sur l'alphabétisation et les compétences des adultes* (EIACA) dont les résultats ont été publiés à l'automne 2005. Les données seraient sensiblement les mêmes pour le Canada. De tels chiffres sont alarmants! Et ce qui l'est plus encore, c'est l'inaction des gouvernements. Comment les groupes populaires en alphabétisation peuvent-ils se servir de l'enquête pour briser cette inertie incompréhensible et forcer les dirigeants politiques à agir? De quelle façon peuvent-ils sonner l'alarme pour réveiller les élus et les fonctionnaires?

Une autre façon d'aborder l'analphabétisme

En 2003, Statistique Canada s'associait avec le US National Center for Education Statistics (NCES) et l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) pour entreprendre une nouvelle étude internationale basée sur celle ayant eu lieu en 1994¹ dont le but était « d'élaborer

¹ *L'Enquête internationale sur l'alphabétisation des adultes (EIAA)*, menée en 1994, à laquelle collaborèrent le Canada, l'Irlande, l'Allemagne, les Pays-Bas, la Pologne, la Suède, la Suisse et les États-Unis, démontra que « les capacités de lecture de chaque citoyen constituent de puissants facteurs qui déterminent la capacité d'innovation et d'adaptation d'un pays ». *Lire l'avenir: un portrait de l'analphabétisme au Canada. Document de base sur l'Enquête internationale sur l'alphabétisation des adultes (EIAA)*, gouvernement du Canada, 1996, p. 2.

des échelles pour comparer le rendement en lecture parmi des personnes dont les capacités varient considérablement, et pour comparer les capacités de lecture d'une culture et d'une langue à l'autre». Évaluer les capacités des adultes 10 ans plus tard permettait de suivre l'évolution des niveaux de littératie. Six pays et un État y participèrent, le Canada, les Bermudes, l'Italie, la Norvège, la Suisse, les États-Unis et l'État mexicain du Nuevo Leon. La composante canadienne de ce projet d'envergure internationale, *L'Enquête internationale sur l'alphabétisation et les compétences des adultes* (EIACA), permet de comparer les résultats des 10 provinces et des 3 territoires du Canada. Les données furent rendues publiques en novembre 2005.

Un total de 23 000 Canadiennes et Canadiens, dont 4 166 Québécoises et Québécois, ont fait partie de cette étude en réalisant des tâches regroupées selon quatre domaines: les textes suivis, les textes schématiques, la numératie et la résolution de problèmes². Les épreuves avaient lieu dans l'une des deux langues officielles (le français et l'anglais).

Les compétences des répondantes et des répondants ont été évaluées suivant cinq niveaux, le niveau 3 étant reconnu comme le seuil minimal pour bien fonctionner avec l'écrit dans notre société. D'ailleurs, l'enquête définit l'alphabétisme ainsi: «la capacité d'une personne de comprendre et d'utiliser

des imprimés et des écrits nécessaires pour fonctionner dans la vie de tous les jours, à la maison, au travail et dans la collectivité, pour atteindre ses objectifs, parfaire ses connaissances et accroître son potentiel³». L'enquête ne visait pas à mesurer l'absence de compétences, mais plutôt à évaluer les connaissances dans les quatre domaines définis, à partir d'une gamme de capacités⁴.

Cette vision des choses est intéressante. En éliminant la notion d'«analphabète» dans le sens de personne qui ne sait ni lire ni écrire, elle nous amène à nous pencher sur les compétences des adultes, qui possèdent certaines habiletés en lecture et en écriture, mais pas suffisamment pour bien fonctionner dans notre société. Selon mon expérience de sensibilisation, lorsqu'on demande à des intervenantes et à des intervenants de divers organismes s'ils comptent des personnes analphabètes dans leur groupe, la réponse est souvent non. Par contre, dès qu'on nuance la notion d'analphabétisme, ils commencent à penser à quelques personnes.

En outre, avec une définition plus large, où l'on parle de capacité à «utiliser des imprimés et des écrits nécessaires pour fonctionner dans la vie de tous les jours», on en vient à constater que la situation a beaucoup évolué au fil des ans. En effet, les exigences de la société sur le plan de l'écrit sont plus grandes maintenant qu'il y a 50 ans. À

titre d'exemple, pour obtenir un renseignement, la citoyenne, le citoyen doit nécessairement passer par l'écrit dans un contexte d'informatisation à outrance (guichet automatique, services en ligne, Internet, etc.), et affronter toute une série d'obstacles qui peuvent l'empêcher d'«atteindre ses objectifs, parfaire ses connaissances et accroître son potentiel».

Des statistiques pour montrer l'ampleur de l'analphabétisme

Comment convaincre la population et les gouvernements du fait que beaucoup de gens, encore en 2006, éprouvent des difficultés avec la lecture et l'écriture, malgré l'école obligatoire jusqu'à 16 ans?

En éliminant la notion d'«analphabète» dans le sens de personne qui ne sait ni lire ni écrire, l'enquête nous amène à nous pencher sur les compétences des adultes, qui possèdent certaines habiletés en lecture et en écriture, mais pas suffisamment pour bien fonctionner dans notre société.

Les statistiques soulignent souvent l'ampleur d'un phénomène, d'un problème. Concernant l'analphabétisme, deux sources sont fréquemment utilisées. Le niveau de scolarité, mesuré

2 En 1994, il y avait seulement trois catégories: textes suivis, textes schématiques et textes au contenu quantitatif. La dernière catégorie a été modifiée pour devenir numératie et la catégorie résolution de problèmes a été ajoutée.

3 *Lire l'avenir: un portrait de l'analphabétisme au Canada. Document de base sur l'Enquête internationale sur l'alphabétisation des adultes (EIAA)*, gouvernement du Canada, 1996, p. 2.

4 STATISTIQUE CANADA. *Le Quotidien*, «Enquête internationale sur l'alphabétisation et les compétences des adultes 2003», mercredi 9 novembre 2005, p. 6 (www.statcan.ca).

Comment convaincre la population et les gouvernements du fait que beaucoup de gens, encore en 2006, éprouvent des difficultés avec la lecture et l'écriture, malgré l'école obligatoire jusqu'à 16 ans?

par le recensement dans une ville, une région ou la province, nous indique le pourcentage de la population ayant moins de 9 ans de scolarité ou n'ayant aucun diplôme d'études secondaires (selon le recensement de 2001, l'Institut de la statistique du Québec estime que 31,7%⁶ de la population âgée de 15 ans et plus n'a pas de diplôme d'études secondaires). Ensuite, les données de *L'Enquête internationale sur l'alphabétisation et les compétences des adultes* nous apprennent que, au Québec, sur la population âgée de plus de 16 ans, 55% des gens n'ont pas suffisamment de compétences pour bien fonctionner dans la société actuelle en ce qui concerne les textes suivis et 59% d'entre eux sont dans le même cas à propos de la numérotation⁷. Sur quelles sources se baser?

Il est pratique d'utiliser le niveau de scolarité, puisqu'il s'agit de données reconnues et que nous avons peu d'explications à fournir lorsque nous les présentons à la population. Par contre, elles nous incitent à nuancer nos propos, car certaines personnes possèdent moins de neuf ans de scolarité et n'éprouvent pas nécessairement de difficultés avec la lecture, alors que c'est le cas pour d'autres même

avec plus de neuf ans d'études. Cela nous amène forcément à établir des distinctions entre personne analphabète et personne peu scolarisée. De plus, le niveau de scolarité nous renseigne peu sur la façon dont les personnes se servent de l'écrit au quotidien. Nous pouvons simplement dire que ces données nous portent à croire que certaines personnes éprouvent des difficultés ou qu'elles risquent d'en éprouver. Non seulement elles ne nous donnent pas l'heure juste, mais aussi elles peuvent nous conduire à sous-estimer le nombre de personnes pour lesquelles lire et écrire demeurent un fardeau. D'ailleurs, depuis le recensement de 2001, les statistiques concernent uniquement les gens de plus de 20 ans comparativement aux années précédentes où l'on comptait les personnes âgées de 15 ans et plus. Utile si l'on veut faire croire que le taux d'analphabétisme a diminué!

Les données les plus intéressantes demeurent celles de *L'Enquête internationale sur l'alphabétisation et les compétences des adultes*, car elles s'appuient sur les résultats d'épreuves réelles concernant la manière dont les gens utilisent l'information écrite et elles éliminent la notion de marginalité attachée au problème: l'analphabétisme ne touche plus qu'une minorité, mais un grand nombre de personnes. Devant l'ampleur des résultats, il devient plus facile d'estimer les conséquences de l'analphabétisme sur une population et sur la société en général. Même si l'enquête précise qu'elle n'évalue pas l'absence de compétences (l'analphabétisme), elle

nous donne tout de même de bons indicateurs pour mesurer cette réalité (elle fait bien ressortir les exigences actuelles de la société quant à l'écrit par ses cinq niveaux de mesure des compétences et par ses quatre domaines – textes suivis, textes schématiques, numérotation et résolution de problèmes – de même que le degré de difficulté d'une grande partie de la population devant des tâches à accomplir en lien avec l'écrit). L'enquête fournit également du matériel aux groupes populaires en alphabétisation en ce qui concerne leurs actions courantes (sensibilisation, concertation, etc.), parce qu'on y trouve des données sur le sexe, l'âge, les sous-groupes de population (autochtones, personnes immigrantes, etc.). Enfin, comme les gouvernements canadien et québécois ont investi de l'argent pour la réalisation de cette étude, nous pouvons supposer, à juste titre, qu'ils croient au sérieux et à l'objectivité des résultats.

Les personnes immigrantes sont-elles comptées dans ces chiffres? Voyons brièvement ce que dit l'enquête sur le sujet: peu importe la langue maternelle, elles ont obtenu des scores inférieurs à la moyenne de la population née au Canada; elles ont tendance à être plus scolarisées que par le passé (considérons ici que les premières catégories de personnes immigrantes venaient au pays dans le but d'investir dans des entreprises ou d'exercer des métiers aux prises avec des pénuries de main-d'œuvre); de plus en plus de personnes immigrantes viennent de pays où l'on ne parle ni le français ni l'anglais (bien entendu, celles

6 STATISTIQUE CANADA. *Recensement du Canada*, 2001, compilation et traitement: Institut de la statistique du Québec, 2003 (www.statcan.ca).

7 STATISTIQUE CANADA. *Le Quotidien*, «Enquête internationale sur l'alphabétisation et les compétences des adultes 2003», mercredi 9 novembre 2005 (www.statcan.ca).

et ceux dont la langue maternelle est le français ou l'anglais ont eu des scores plus élevés que les autres).

Nous touchons ici à une faiblesse de l'enquête. De quelle façon a-t-on pu mesurer les compétences en littératie des populations vivant au pays et ne parlant aucune des deux langues officielles, comme les personnes immigrantes ou celles habitant le Nunavut⁸? On devra se pencher sérieusement sur cette question lors de la prochaine enquête pour obtenir des données plus justes.

La pauvreté

Selon l'enquête, «les résultats en littératie chez les anglophones sont meilleurs» alors qu'ils «sont plus faibles chez les Autochtones». «Terre-Neuve-et-Labrador, le Nouveau-Brunswick, le Québec et le Nunavut obtiennent des résultats plus faibles que la moyenne nationale en littératie.» Par ailleurs, «plus les compétences en littératie sont élevées, plus les gains des travailleurs le sont aussi». Enfin, «les personnes âgées de 16 à 65 ans ayant déclaré une mauvaise santé physique affichaient des résultats inférieurs».

On ne s'en sort pas: dès qu'on parle d'analphabétisme, on parle de pauvreté. Qu'on aborde les causes sous n'importe quel angle, on revient toujours à ce lien.

Bien qu'il existe des milieux de pauvreté chez les anglophones du Canada, on associe davantage, à tort ou à raison, les anglophones à des milieux financièrement à l'aise.

L'enquête nous apprend que leurs résultats sont meilleurs! Encore à tort ou à raison, c'est habituellement l'opinion contraire que nous avons au sujet des autochtones. On les associe plus souvent, et de façon générale, à des milieux de pauvreté. L'enquête nous apprend que leurs compétences sont plus faibles!

Dès qu'on parle d'analphabétisme, on parle de pauvreté.

Par ailleurs, les provinces de l'Ouest sont souvent jugées plus riches que celles de l'Est. «En 2004, l'activité économique a été en plein essor dans l'Ouest du Canada, tandis que la croissance a été inférieure à la moyenne nationale dans toutes les provinces à l'est de la Saskatchewan, selon les données révisées des comptes économiques provinciaux et territoriaux⁹.» L'enquête nous apprend que le Québec et certaines provinces de l'Est présentent des résultats plus faibles que la moyenne! Si les revenus d'emploi restent supérieurs chez les personnes dont les compétences en littératie sont élevées, l'inverse est aussi vrai: moins les gains des travailleuses et des travailleurs sont élevés, plus les personnes possèdent de faibles compétences en littératie.

De nombreux liens s'établissent également entre un mauvais état de santé et les milieux de pauvreté. Selon Statistique Canada, «chez les adultes d'âge mûr (âgés de 45 à 64 ans), les caractéristiques socio-économiques comme le niveau de scolarité et le revenu du ménage sont des déterminants plus importants du vieillissement en bonne santé que les bonnes habitudes de vie¹⁰». L'enquête nous apprend que les gens ayant déclaré une mauvaise santé physique obtiennent de moins bons résultats!

S'attaquer à l'analphabétisme

Selon l'enquête, peu d'améliorations ont été constatées depuis 1994: on l'a dit, concernant les textes suivis, 48% des personnes vivant au Canada et 55% de celles vivant au Québec n'ont pas le niveau de compétences souhaité pour bien fonctionner dans la société; quant à la numératie, c'est le cas de 55% des personnes vivant au Canada et de 59% de celles vivant au Québec. Sur les 10 provinces et les 3 territoires, le Québec se situe au 10^e rang pour les textes suivis et au 9^e rang pour la numératie.

Avec de tels chiffres, il est étonnant que les gouvernements, autant le provincial que le fédéral, se prononcent si peu sur la question.

Comment comprendre qu'on réserve si peu de ressources pour l'alphabétisation, comme c'est le cas au Québec malgré la politique québécoise sur l'éducation des adultes et la formation continue? De quelle façon expliquer le sous-financement perpétuel des

8 Rappelons ici que les gens devaient choisir de passer les épreuves en français ou en anglais, et ce, peu importe leur langue maternelle et leur connaissance de l'une des deux langues officielles.

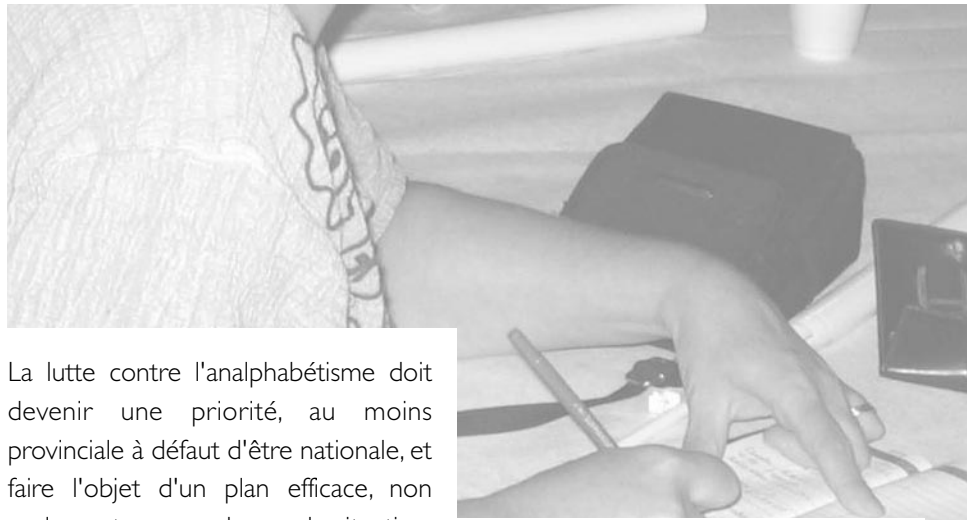
9 STATISTIQUE CANADA. *Le Quotidien*, «Produit intérieur brut par province et territoire», mardi 8 novembre 2005 (www.statcan.ca).

10 STATISTIQUE CANADA. *Le Quotidien*, «Enquête nationale sur la santé de la population», lundi 9 mai 2005 (www.statcan.ca).

groupes populaires d'alphabétisation, considérant un besoin si grand? Comment comprendre le peu de financement alloué à la prévention pour éviter que d'autres générations connaissent la même réalité?

Sur les 10 provinces et les 3 territoires, le Québec se situe au 10^e rang pour les textes suivis et au 9^e rang pour la numérotation.

Bien sûr, il est fait mention dans la politique québécoise de la volonté d'augmenter l'accessibilité à la formation. Pour ce faire, on a mis en place une semaine des adultes en formation afin de faire valoir l'importance d'apprendre continuellement et d'encourager les personnes à entreprendre des projets en ce sens. C'est bien, mais c'est peu! De quelle manière réduire l'écart entre la volonté écrite du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport de remédier au problème de l'analphabétisme et son manque de soutien quant aux actions sur le terrain? Et pourtant, les actrices, les acteurs sont prêts à se mobiliser. Pensons à l'Institut de coopération sur l'éducation des adultes (ICEA) qui a réuni à l'automne 2005 près de 300 personnes désireuses de trouver des solutions pour rendre plus accessible la formation continue.



La lutte contre l'analphabétisme doit devenir une priorité, au moins provinciale à défaut d'être nationale, et faire l'objet d'un plan efficace, non seulement pour redresser la situation, mais également pour préserver les générations futures. Un tel plan de lutte pourrait être gouvernemental, mais sous la responsabilité du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport. Il devrait viser l'élimination de certaines incohérences comme celles caractérisant le projet actuel du gouvernement du Québec, «le gouvernement en ligne», chapeauté par le ministère des Services gouvernementaux, où la citoyenne, le citoyen sera encouragé à chercher sur Internet ce dont elle ou il a besoin (information, formulaires, etc.), même si 55% de gens éprouveront très certainement des difficultés à consulter ce type de ressource. Et il serait intéressant d'appliquer cet exercice à d'autres ministères!

N'attendons pas que les gouvernements bougent, allons de l'avant et utilisons les données de l'enquête pour appuyer nos actions, qu'elles soient de sensibilisation, de revendication ou de dénonciation. Cette étude, malgré quelques faiblesses, nous fournit des renseignements crédibles, d'abord parce qu'elle s'est appuyée sur des épreuves et ensuite parce qu'elle a été conduite par des organismes de renom¹¹!

La lutte contre l'analphabétisme doit devenir une priorité et faire l'objet d'un plan efficace, non seulement pour redresser la situation, mais également pour préserver les générations futures.

Nous avons la responsabilité, en tant que groupes populaires d'alphabétisation, de diffuser les résultats de l'enquête à l'échelle locale et régionale, auprès des organismes du milieu, des institutions, des décideurs publics, des députés, etc. Plus nous utiliserons ces données, plus nous forcerons le ministre de l'Éducation à prendre position. Peut-être pourrions-nous l'aider à changer sa façon de comprendre, de lire et de dire la réalité? Peut-être arriverons-nous à inciter le gouvernement à agir, à adopter un véritable plan de lutte provincial contre l'analphabétisme? Peut-être en viendra-t-il à considérer l'alphabétisation comme une priorité, ainsi que nous le lui soufflons à l'oreille depuis si longtemps?



L'Université autrement : Dans les cafés



Faire de l'



ducation

populaire en conversant dans les cafés

Contactez-nous

Le monde appartient aux individus qui le définissent. À une époque où la loi du plus fort semble tenir lieu d'idéal, comment parvenir à créer une société à nous ?

Eric Abitbol,
 coordonnateur, L'Université autrement :
 Dans les cafés, Institut de développement
 communautaire, Centre de l'éducation
 permanente, Université Concordia

Imaginez que vous êtes assise, assis dans un café de quartier en train d'avoir une conversation publique avec des amies, des amis et d'autres personnes que vous venez tout juste de rencontrer; vous échangez des idées, un peu de sagesse, des ressources et, en règle générale, vous vous adonnez, dans un esprit de camaraderie, à une réflexion originale et créatrice portant sur des enjeux cruciaux.

Pourquoi de l'éducation populaire dans les cafés ?

Les invités de L'Université autrement : Dans les cafés, en ce soir d'ouverture du 5 mai 2003 au populaire Café Sarajevo, à Montréal, sont les membres de la troupe de théâtre politique *Pretty, Porky and Pissed Off*¹. Avec force et humour, la troupe exprime sa frustration à l'égard d'une société qui fait généralement sentir aux personnes «grosses» qu'elles sont inférieures. «Les magazines abondent de photos de mannequins gelés sur la cocaïne, décharnés et visiblement sous-alimentés», dit quelqu'un. Une jeune femme, souffrant manifestement «d'embon-

¹ *Pretty, Porky and Pissed Off* est un collectif de femmes qui souhaite provoquer une prise de conscience du public à propos de certains enjeux quelque peu grassouillets. Qu'on le veuille ou non, on trouve des gens de toute taille : des joflous, des sveltes, certains qui prennent beaucoup de place, d'autres qui font figure d'échalotes. Que l'on ait affaire à des corps de taille XXL ou *Super Size*, nous voulons faire savoir que tout corps, quel que soit son enveloppe, est un bon corps. (Traduit d'un texte original en anglais.)

point» a du mal à trouver les mots pour exprimer les sentiments douloureux qui l'étreignent. Elle est en colère contre une société qui s'est approprié son corps, s'est arrogé le droit insondable de la critiquer, de la juger et qui s'est ingérée dans un domaine des plus privés. «L'image corporelle n'est-elle pas une construction culturelle et historique?», entonne quelqu'un d'autre. La modératrice Robyn Diner, chargée de cours à l'Institut Simone de Beauvoir de l'Université Concordia, jongle avec les propos, les idées et les histoires pendant que le groupe continue de réfléchir, stimulé par la question suivante: *Féminisme et image corporelle: pourquoi couper dans le gras?*

Depuis ce temps, à toutes les semaines ou presque, l'Institut de développement communautaire (Centre de l'éducation permanente de l'Université Concordia) organise des entretiens publics dans des cafés et autres lieux de Montréal grâce à son projet d'éducation populaire, L'Université autrement: Dans les cafés. En compagnie d'une modératrice ou d'un modérateur et de personnes invitées, des citoyennes et des citoyens explorent pendant quelques heures une question sociale qui les intéresse. *Comment la mondialisation transforme-t-elle le monde? Est-ce que l'art peut obliger la grande entreprise à rendre des comptes? Quelles sont les possibilités et les limites du militantisme et de l'action communautaire en ligne? Consacre-t-on assez de temps à jouir de la vie et à la célébrer ensemble?* En moyenne, 25 personnes échangent leurs réflexions et expériences en français et en anglais, franchissant ainsi les nombreuses

frontières qui ont façonné un monde de solitudes. Chaque rencontre se veut une occasion de favoriser les convergences à une époque où l'espace public se rétrécit sans cesse.

Les personnes qui participent à ces entretiens publics s'attardent aux problèmes et défis avec lesquels notre société est aux prises. Nous entendons souvent dire que l'exclusion et l'insécurité sont des caractéristiques dominantes de la société occidentale, notamment dans nos vastes villes tentaculaires. Nous constatons un certain cynisme si nous faisons remarquer que l'enthousiasme et les idées des jeunes sont régulièrement balayés du revers de la main par les autorités, plus soucieuses d'ordre que de justice, et ce, en dépit de consultations plus nombreuses menées auprès des jeunes et du discours en plein essor entourant les droits des enfants.

Par ailleurs, beaucoup de gens conviennent que notre société ne prône pas le bonheur: «Mieux vaut travailler pour un fabricant d'armes que de rester avachi sur son divan», a déclaré récemment un participant à une conversation publique. Et il existe peu de lieux dans la société où des personnes d'origines, de cultures, d'expériences et d'âges variés peuvent ainsi se rencontrer et discuter d'une question sociétale fondamentale sans se sentir obligées de détenir une certaine «expertise» avant d'entrer dans la pièce.

Issue d'une longue tradition originaires de l'Amérique latine, vibrante durant la lutte antiapartheid en Afrique du Sud, l'éducation populaire se fait au départ avec les gens en relation avec leur société et en relation entre eux. Elle

Il existe peu de lieux dans la société où des personnes d'origines, de cultures, d'expériences et d'âges variés peuvent ainsi se rencontrer et discuter d'une question sociétale fondamentale sans se sentir obligées de détenir une certaine « expertise ».

part du principe que nous formons un tout, comme le souligne le populaire proverbe ivoirien: *On est ensemble*. Ensemble, nous avons beaucoup d'opinions sur la façon dont notre société change ou sur les raisons pour lesquelles elle ne change pas. Ensemble, nous pouvons apprendre les uns des autres, ne pas être d'accord les uns avec les autres, imaginer ce que nous pourrions faire en sortant d'une rencontre, débordants de nouvelles idées, de questionnements et d'espoir. Nous devenons parties prenantes à un mouvement qui vise le changement juste. *Mais qu'est-ce que je peux faire, moi?* Vous êtes présente et présent dans une salle avec d'autres personnes, partageant généreusement votre expérience ainsi que votre sagesse avec l'autre, l'étranger, le voisin. Qui que vous soyez, vous appartenez à un groupe le temps d'une rencontre dans un espace donné. Votre acte de présence aide la société à s'imaginer autrement et à progresser.

L'éducation populaire se fait au départ avec les gens en relation avec leur société et en relation entre eux.

Des décisions peuvent être prises et des actions en découler. Acheter une tasse de café est un geste politique. *Mais qu'est-ce que je peux faire, moi?* Se servir des transports en commun au lieu de prendre sa voiture pour aller acheter du jus d'orange à ses enfants est un geste politique. Se rendre compte que les tomates consommées ont probablement fait le trajet depuis l'Imperial Valley en Californie et décider dorénavant d'encourager un producteur local est un geste politique. *Quelle différence cela fait-il d'en parler?* De cette manière, nous pouvons apprendre et agir conformément à ce que nos valeurs nous dictent de faire et de ne pas faire. Plutôt que de *faire* des choix, nous *créons* nos propres choix². Notre présence fera une différence, individuellement, mais aussi collectivement, en solidarité avec nos voisins ainsi qu'avec les paysans qui produisent du café au Costa Rica ou en Éthiopie, par exemple. Un processus de changement s'amorce grâce aux moyens innovateurs et souvent collectifs employés pour décrier l'exclusion dans une société qui engendre l'isolationnisme individuel et culturel.

Naviguer à travers les frontières

L'exclusion implique qu'il existe des frontières, des délimitations, des marques distinguant celles et ceux qui font partie du cercle des privilégiés d'avec les autres, à l'extérieur des murs. Il est tragique de constater que de tels murs existent dans toutes les sociétés et pas uniquement dans le Berlin de la guerre froide, en Israël aujourd'hui ou à la frontière entre les États-Unis et le Mexique. Pour instituer un véritable changement social, il faut comprendre le pourquoi de ces frontières et intervenir afin de pallier les injustices qu'elles perpétuent.

L'Université autrement: Dans les cafés tente de relever ce défi dans le modeste contexte montréalais; elle propose des conversations publiques aux abords des frontières physiques, psychiques, économiques et culturelles, très souvent des lieux, des domaines de grande fragilité, des aspects de notre société qui nous rendent mal à l'aise. Et, parfois, qui portent à réagir avec colère, comme ce fut le cas pour des manifestantes et des manifestants à

Un processus de changement s'amorce grâce aux moyens innovateurs et souvent collectifs employés pour décrier l'exclusion dans une société qui engendre l'isolationnisme individuel et culturel.

Québec en 2001 lors du Sommet des Amériques, en réaction à l'érection, sur 3,7 km, d'une clôture censée «protéger» les chefs d'État des citoyennes et des citoyens alors qu'ils prenaient des décisions qui les concernaient mais sans *leur apport*. N'y a-t-il pas quelque chose de profondément injuste lorsqu'un système aliène les voix citoyennes et les empêche de s'exprimer sur des aspects fondamentaux de la politique sociale et du changement dans un contexte où changement est synonyme de mondialisation et où la mondialisation nous englobe tous?

Les conversations deviennent alors des lignes de jonction (*seamlines* pour emprunter au discours israélo-palestinien en référence à la Ligne verte de 1967). Ces lignes pénètrent le discours, elles sont «exprimées» sous forme de questions réunissant les personnes plutôt que les divisant. Les frontières se transforment en lieu où les gens se rencontrent, où les valeurs se confrontent, où sens et espoir sont discutés, négociés, imaginés et exprimés, et ce, il va sans dire, dans une atmosphère chargée d'opinions divergentes. Lorsque nous cherchons à créer ces lignes de jonction, nous participons, en fait, à la transformation de notre société. Cela vient appuyer l'idée de Benedict Anderson et d'Arjun Appadurai³ selon laquelle le pouvoir d'agir réside d'abord dans l'imagination. La façon dont nous imaginons le monde révèle la manière dont nous naviguons à travers ses complexités, engendrons des choix pour nous-

² Jim Rough, qui propose aux organisations et aux individus des méthodes pour se transformer, a dit un jour que les personnes doivent faire partie de ce qu'il appelle le conseil des sages, dont les racines se trouvent dans la Boule de la Grèce antique.

³ Benedict ANDERSON. *Imagined Communities: Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*, New York, Verso, révisé en 1991. Aussi, Arjun APPADURAI. *Modernity at Large: Cultural Dimensions of Globalization*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1996.



mêmes et les autres, et agissons en fonction des décisions conscientes que nous prenons relativement à de nombreux aspects de nos vies. Lors d'entretiens publics, l'imagination se nourrit des pensées et des expériences de divers groupes et personnes dans un environnement dynamique et interactif plutôt qu'au moyen de l'expérience statique et linéaire que seraient, par exemple, la télévision ou même des milieux d'apprentissage classiques.

Pour beaucoup de personnes, la participation à des conversations publiques est en quelque sorte une porte d'entrée dans différents mouvements sociaux plus larges, des mouvements qui visent, par exemple, à empêcher la commercialisation de l'eau, à inciter les gens à acheter des aliments biologiques, conscients qu'ils sont des complexités et des subtilités du système alimentaire mondial, ou à favoriser la compréhension mutuelle entre des groupes de la diaspora en conflit les uns avec les autres.

Les conversations sont ouvertes aux opinions diverses, à toute personne qui souhaite participer et faire part de ses expériences à d'autres. Il n'y a pas de préalables pour participer à L'Université autrement: Dans les cafés, si ce n'est une «volonté d'écouter les autres» comme le précise la publicité. Les grands mouvements sociaux, dont le propre est d'être axés sur l'action, sont expliqués aux participantes et aux participants dont plusieurs n'ont jamais été perçus comme des «activistes», des «militants» ou des «praticiens», voire des citoyens «engagés». L'Université autrement: Dans les cafés, en tant qu'espace de conversation

Les frontières se transforment en lieu où les gens se rencontrent, où les valeurs se confrontent, où sens et espoir sont discutés, négociés, imaginés et exprimés dans une atmosphère chargée d'opinions divergentes.

publique et d'éducation populaire, demeure un véhicule non menaçant pour beaucoup de personnes et de groupes, et leur permet éventuellement de se joindre à des mouvements sociaux plus larges.

L'exclusion et la marginalisation viennent à définir nos sociétés qui font leur proie de la volonté des gens, qui les forcent à abdiquer régulièrement la base même de leur citoyenneté, à savoir l'engagement. L'Université autrement: Dans les cafés sert peut-être de pont entre la stagnation sociétale et l'investissement dynamique individuel. Dans la tradition de l'éducation populaire, elle invite quiconque et tout le monde à se faire entendre, même en silence, mais par leur présence.

L'Université autrement: Dans les cafés constitue un espace pour analyser le discours et se projeter dans l'avenir, se voir engagé plus directement dans une lutte militante spécifique. En ce sens, elle est partie prenante à des mouvements sociaux sans pour autant chercher à en guider aucun. Il s'agit d'un lieu de rencontre pour voir la société, l'évaluer, comprendre ses valeurs, reconnaître ses pratiques, connaître ses divergences et, peut-être même, inventer des voies viables. Et l'espace est informel, dynamique, libre, en évolution et adaptable.

Innover en matière de conversation publique

Nous avons lancé notre première saison en 2003 avec 16 conversations qui se sont déroulées sur 4 mois. Leur fréquence s'est accrue à mesure que les gens, le financement et d'autres ressources affluaient. Aujourd'hui, nous animons approximativement 60 entretiens par année et nous travaillons avec quelque 20 modératrices et modérateurs dans une douzaine de lieux différents. Les modératrices et les modérateurs jouent un rôle déterminant dans la définition des thèmes et des questions à la base des

L'exclusion et la marginalisation viennent à définir nos sociétés qui font leur proie de la volonté des gens, qui les forcent à abdiquer régulièrement la base même de leur citoyenneté, à savoir l'engagement.



Photo: Site Internet

conversations. Parfois, ils procèdent seuls en discutant avec le coordonnateur du programme ou mènent une consultation populaire pour définir et étayer une problématique. En règle générale, ils sollicitent des invités pour prendre part aux conversations, donnant ainsi de la visibilité à des personnes, des actions et des pratiques extraordinaires qui sont souvent connues uniquement de certains milieux.

Dans le passé, nous produisions des petites circulaires et des affiches simples en noir et blanc pour informer les citoyennes et les citoyens de nos activités. Aujourd'hui, un groupe diversifié d'artistes crée une documentation colorée et inspirante qui reflète et interpelle les nombreuses communautés. Sous le soleil ou la neige, des cyclistes sillonnent un circuit de notre cru et posent des affiches par toute la ville dans des cafés, des salons de coiffure, des restaurants, et

n'hésitent pas à engager la conversation avec une personne qui manifeste sa curiosité. Quelque 25 personnes en moyenne échangent leurs histoires et leurs analyses durant nos conversations publiques, quoique des entretiens aient pu regrouper à divers moments de 4 à 130 personnes!

Chaque entretien est différent et doit l'être. Il peut avoir lieu dans des cafés, notamment au sympathique Café Pharmacie Esperanza sur le Plateau ou au Café L'Utopik de la rue Sainte-Catherine, dans des centres communautaires ou d'intégration immigrante comme La Corbeille dans le quartier Bordeaux-Cartierville ou dans les jardins sur les toits d'Alternatives-Santropol. Il peut également prendre place lors de visites à pied effectuées dans les ruelles et les parcs de la ville ou lors de promenades en vélo à travers Griffintown, dans le sud-ouest de la ville. Une rencontre s'est déjà déroulée à la galerie-café-théâtre Montréal Arts interculturels (MAI) et plusieurs à la Coop La Maison Verte.

Nous avons aussi organisé des conversations publiques dans le cadre des Journées d'études alternatives, du festival d'arts Artivistic, de la fête de rue Les nuits blanches sur tableaux noirs, de la Journée internationale des médias démocratiques et de l'Institut du nouveau monde, pour ne nommer que ces événements. Parfois, elles sont le résultat du travail de quelques personnes seulement et d'autres fois d'une collaboration entre différentes organisations. L'Université autrement: Dans les cafés collabore régulièrement avec l'Association des anciens de l'Université Concordia et l'Association des anciens de McGill pour inciter

les membres, étudiantes, étudiants, Montréalaises, Montréalais, à prendre part aux conversations publiques. Certaines rencontres ont lieu en soirée, d'autres le dimanche après-midi, L'Université autrement: Dans les cafés étant une formule adaptable qui s'appuie sur la disponibilité, la créativité et l'investissement des modératrices, des modérateurs et autres personnes engagées.

Dans un esprit de formation et d'innovation, nous avons organisé un Cercle d'apprentissage sur les conversations publiques en 2005. Pendant 2 journées, 27 personnes se sont réunies pour explorer la formule de L'Université autrement: Dans les cafés et pour voir si elle pouvait convenir à leurs besoins. Au départ, nous cherchions à lancer une discussion autour du changement et de la justice, à aider les participantes et les participants à cheminer à partir de leur analyse de L'Université autrement: Dans les cafés. Après avoir parlé d'éducation populaire, d'intervention et de résolution de conflits, de leadership et de mouvements sociaux, une conversation publique a été animée. Ensemble, nous avons cherché des façons d'adapter les conversations publiques afin qu'elles soutiennent les mouvements sociaux auxquels appartiennent les participantes et les participants. Nous avons échangé des idées sur l'évaluation de ce type d'intervention, de sa mise en œuvre jusqu'au moment de ses retombées sur la société. Certaines personnes, dans la foulée de l'activité, ont ensuite animé des conversations publiques au sein de leur propre communauté. Elles les ont ancrées dans leur discours familier sur

imagination
analyse critique et créativité

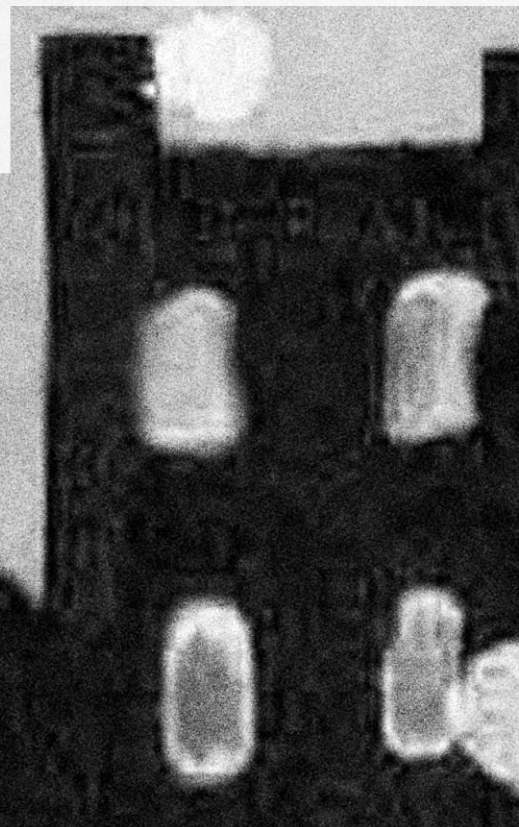
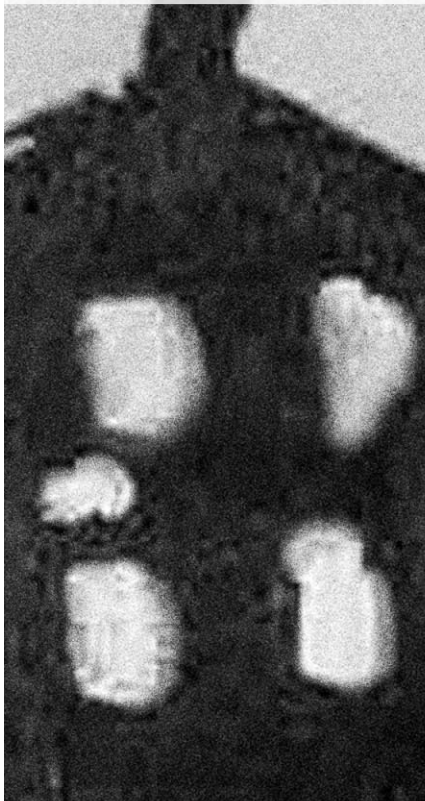
le changement et la justice tout en les inscrivant dans le contexte des mouvements sociaux plus larges dont elles font partie.

À l'invitation d'une participante du Cercle d'apprentissage, des modératrices et des modérateurs de L'Université autrement: Dans les cafés ainsi que des participantes et des participants aux entretiens ont été invités, en octobre 2005, à la Conférence canadienne sur le dialogue et la délibération⁴ pour présenter notre méthode et notre expérience en matière de conversations publiques. Il existe au Canada et à l'échelle internationale une importante communauté, en pleine expansion, fondée sur le dialogue, et L'Université autrement: Dans les cafés est au nombre de ces nombreuses initiatives qui veulent introduire localement des changements innovateurs et justes.

Réussite en cours

Bien qu'il soit presque impossible d'évaluer le changement social avec un quelconque degré de précision et d'objectivité, on peut néanmoins apprécier les mérites d'un programme et quelques-uns de ses bienfaits. Étant donné le caractère permanent des conversations publiques, nous pouvons amorcer cette réflexion sur une note positive: les gens continuent de participer aux rencontres organisées dans le cadre de L'Université autrement: Dans les cafés et, en période d'inactivité, ils s'informent régulièrement du prochain calendrier. Il arrive souvent que des personnes, des groupes et des organismes communautaires nous sollicitent pour organiser à l'échelle locale, nationale ou internationale des conversations publiques ou pour obtenir du soutien dans leur démarche. À cet égard, le programme connaît un franc succès. Il a capté l'imagination d'un vaste éventail de personnes et de groupes qui reconnaissent également notre capacité à offrir, sous le couvert d'entretiens publics, une forme adaptable d'éducation populaire.

À un autre niveau, on peut juger du mérite du programme dans la volonté exprimée des personnes, des organisations et des communautés de s'inspirer de notre méthode et d'en faire un élément de leur «coffre à outils» pour le changement. Après avoir animé quelque 150 conversations publiques et accueilli 3 500 personnes aux rencontres de L'Université autrement: Dans les cafés, l'Institut a décidé de répondre aux multiples demandes de soutien de personnes et de groupes désireux de lancer des entretiens publics dans leurs collectivités. Beaucoup de ces appels nous sont parvenus de Montréal ou d'ailleurs au Canada. Nous avons même reçu des demandes d'aussi loin que San Francisco, la France et la Russie. Nous ne souhaitons pas «exporter le modèle», mais il reste que nous appuyons actuellement des personnes, des communautés et des organisations qui adaptent la formule de L'Université autrement: Dans les



cafés à leur situation propre et à leurs problèmes particuliers, à l'instar de ce que nous avons fait nous-mêmes. L'Institut s'est appuyé sur son expérience en matière de développement de programmes pour soutenir le volet participatif du processus de développement de L'Université autrement: Dans les cafés, et cette expérience sert également aux personnes désireuses d'élaborer un programme similaire.

Si l'on entend par succès soutenir l'expression de voix marginalisées, L'Université autrement: Dans les cafés satisfait grandement à cet objectif. Des participantes et des participants peuvent partager leur expérience avec d'autres personnes qui prennent des risques elles aussi, énoncer publiquement leurs vérités, apprendre et enseigner, et cela, avec ou sans formation officielle ou diplômes universitaires. Ensemble, ils peuvent façonner la culture de notre société, repousser les murs et reconfigurer les frontières qui, traditionnellement, n'accordent de valeur qu'à des notions d'expertise classiques et hiérarchiques.

Si l'on entend par succès créer de nouveaux espaces où les gens peuvent

partager leurs expériences et stimuler leur imagination, l'initiative frappe dans le mille. Enfin, si l'on entend par succès fournir des occasions nouvelles aux gens de s'informer et de participer à des mouvements sociaux qui, à une certaine époque, leur semblaient bien loin d'eux, L'Université autrement: Dans les cafés a atteint un certain nombre de ses buts.

En tant qu'intervenant en transformation de conflits, j'ai moi-même accepté de contribuer au développement de L'Université autrement: Dans les cafés, depuis sa création jusqu'aux étapes de mise en œuvre actuelles, parce que je croyais – et je crois toujours – que l'idée d'un tel programme était très prometteuse et pouvait servir à éliminer certaines frontières physiques, psychiques et culturelles. Je persiste à croire qu'il doit nous être possible d'intervenir dans la société en fonction de nos valeurs et que l'on doit nous reconnaître un pouvoir d'agir.

Après trois années de fonctionnement, il est manifeste que L'Université autrement: Dans les cafés aide à la transformation de la culture et encourage la participation, voire l'engagement individuel. Il s'agit d'une initiative qui pose comme valeurs

fondamentales de changement social le dialogue et l'espoir. L'Université autrement: Dans les cafés vise à soutenir des personnes qui, non seulement cheminent ensemble, mais sont également conscientes de leur démarche et, par conséquent, prêtes à partager un destin qui fait appel à leur imagination, à leurs actions et à leur solidarité, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des frontières.

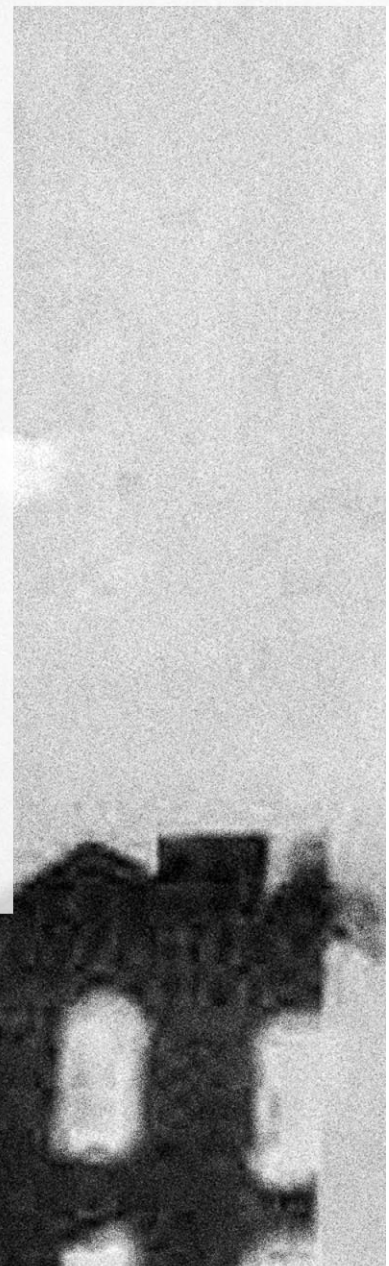


Photo : Site Internet



Québec

a-t-il respecté les engagements pris à Hambourg ?

Lors de la dernière Conférence internationale sur l'éducation des adultes, le Québec prenait un certain nombre de résolutions. A-t-il véritablement tenu ses promesses à l'égard des laissés-pour-compte de notre société, en particulier les personnes peu alphabétisées ?

Caroline Meunier,
responsable des dossiers politiques, Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec

Neuf ans après la cinquième Conférence internationale sur l'éducation des adultes (CONFINTEAV), quel bilan peut-on faire des actions entreprises par le gouvernement québécois pour respecter les engagements pris sur la scène internationale auprès de ses homologues ? Que lui reste-t-il à accomplir d'ici 2009, année choisie pour la sixième conférence internationale ?

Hambourg 1997 : l'établissement d'un consensus à l'échelle internationale

En juillet 1997 se tient à Hambourg (Allemagne) la cinquième Conférence internationale sur l'éducation des adultes. Sous la responsabilité de l'UNESCO, des États membres et des organisations de la société civile¹ débattent afin d'en arriver à une vision globale et intégrée de

¹ Une délégation québécoise, avec à sa tête madame Pauline Marois, alors ministre de l'Éducation, participe à cette conférence et contribue grandement aux conclusions de celle-ci. Le Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec (RGPAQ) y est représenté par Nicole Lachapelle, coordonnatrice du RGPAQ, et Solange Tougas, du groupe populaire Déclit et membre du comité Stratégies.

l'éducation des adultes dans une perspective d'éducation tout au long de la vie.

Cette conférence donne lieu à l'adoption de la *Déclaration de Hambourg sur l'éducation des adultes* et de l'*Agenda pour l'avenir* comprenant un ensemble de recommandations dans 10 domaines, dont celui de l'alphabétisation et de l'éducation de base. La *Déclaration* présente l'esprit dans lequel les participantes, les participants envisagent l'éducation des adultes et les grands principes qui doivent guider les États dans la mise en œuvre des engagements pris lors de la Conférence, tandis que l'*Agenda* définit de manière détaillée ces nouveaux engagements en faveur du développement de l'éducation des adultes préconisés par la *Déclaration*.

La conférence souligne l'importance de l'éducation des adultes dans le développement de toute société. Les participantes et les participants y adoptent une vision de l'éducation des adultes grandement inspirée du rapport Delors² paru l'année précédente, en 1996. Selon celui-ci, le concept d'éducation tout au long de la vie doit être considéré comme un passeport pour accéder au XXI^e siècle. Cette vision des choses est d'ailleurs clairement reprise dans la *Déclaration de Hambourg sur l'éducation des adultes*: «l'éducation des adultes devient donc plus qu'un droit, elle est une clé pour le XXI^e siècle. Elle est à la fois la conséquence d'une citoyenneté active et la

condition d'une pleine et entière participation à la vie de la société³».

C'est donc en s'inspirant du rapport Delors, de sa réflexion, de ses constats et de ses recommandations que les participantes et les participants à la conférence réaffirment que «seuls un développement axé sur l'être humain et une société à caractère participatif fondée sur le plein respect des droits de l'homme permettront un développement durable et équitable⁴». Ils rappellent aussi que «la contribution potentielle de l'éducation des adultes et de l'éducation permanente à l'émergence de citoyens informés et tolérants, au développement économique et social, aux progrès de l'alphabétisation, à l'atténuation de la pauvreté et à la préservation de l'environnement est énorme⁵ et convient donc les États à en tirer partie.

Le concept d'éducation tout au long de la vie doit être considéré comme un passeport pour accéder au XXI^e siècle.

Les 10 domaines mis à l'étude sont en fait différents angles sous lesquels on peut aborder l'éducation des adultes: par exemple, les liens entre l'éducation des adultes et la transformation du monde du travail ou les médias et les nouvelles technologies de l'information. À cela s'ajoutent, bien sûr, les aspects économiques de l'éducation des adultes. Rappelons enfin qu'un des 10 domaines concerne le droit à l'alphabétisation et à l'éducation de base, thème sur lequel nous nous attardons un peu plus dans la section qui suit.

Garantir le droit universel à l'alphabétisation et à l'éducation de base

La *Déclaration de Hambourg sur l'éducation des adultes* réserve une place importante à l'alphabétisation des adultes et à l'éducation de base pour toutes et tous. L'alphabétisation y est vue «comme l'acquisition des connaissances et compétences de base dont chacun a besoin dans un monde en rapide évolution» et est qualifiée de «droit fondamental de la personne humaine». Les participantes et les participants à la conférence s'engagent en priorité à ce que tout le monde, «y compris les laissés-pour-compte et les exclus», ait la possibilité d'acquérir une éducation de base et d'entretenir cet acquis⁶.

En adoptant l'*Agenda pour l'avenir*, les États présents, et par le fait même le Québec, s'engagent à mettre en œuvre les recommandations formu-

2 Rapport issu de la Commission internationale sur l'éducation pour le XXI^e siècle présidée par Jacques Delors. Cette commission avait reçu de l'UNESCO le mandat de réfléchir sur l'éducation au XXI^e siècle.

3 UNESCO. *Déclaration de Hambourg sur l'éducation des adultes*, 1997, section 2.

4 *Ibid.*, section 1.

5 *Ibid.*, section 4.

6 *Ibid.*, section 11, pour les trois citations.

lées. Ainsi, en ce qui concerne l'alphabétisation, ils proposent de «faire en sorte que l'alphabétisation réponde au désir de promotion sociale, culturelle et économique des apprenants [...] en substituant à la vision étroite de l'alphabétisation celle d'une éducation qui réponde aux besoins sociaux, économiques et politiques et permette l'expression d'une nouvelle forme de citoyenneté⁷».

Les États s'engagent également à améliorer la qualité des programmes d'alphabétisation. Pour ce faire, ils expriment notamment leur volonté de mobiliser des ressources financières et humaines suffisantes grâce à un vigoureux engagement financier en faveur de l'avancement de l'alphabétisation, et ce, en provenance, entre autres, des autorités publiques nationales. Ils décident également de prêter plus attention aux obstacles à l'alphabétisation⁸.

Une première évaluation à l'échelle internationale

En septembre 2003, une réunion a lieu à Bangkok en Thaïlande. L'objectif consiste à faire un bilan de mi-parcours et à redynamiser les engagements pris à Hambourg en vue de la prochaine conférence internationale de 2009.

Ce bilan fait état, entre autres choses, des réalisations accomplies par les pays signataires et soulève les difficultés rencontrées au cours des six dernières années. On y dresse des constats intéressants comme celui de la différence entre le travail accompli dans les pays dits industrialisés et celui effectué dans les pays en déve-

loppement. Les premiers, dont le Québec fait partie, sont plus préoccupés par les impératifs d'une société du savoir et l'éducation tout au long de la vie devient une façon d'en atteindre les objectifs. Leurs priorités se situent sur le plan de l'utilisation des technologies de l'information et de la communication ainsi que de la formation de la main-d'œuvre. Dans les pays en développement, l'accent est plutôt mis sur l'éducation de base pour toutes et pour tous, particulièrement l'alphabétisation⁹. On constate enfin que très peu de pays réussissent à élaborer des politiques qui reflètent réellement l'esprit de la *Déclaration de Hambourg sur l'éducation des adultes*.

Pendant ce temps sur la scène québécoise

Au printemps 2002, le gouvernement du Québec rend enfin publics sa *Politique gouvernementale d'éducation des adultes et de formation continue* et

son *Plan d'action en matière d'éducation des adultes et de formation continue*. Du même coup, il consacre à la mise en œuvre du plan d'action un investissement de 20 millions de dollars annuellement pendant 5 ans. C'est dans ces documents que l'on trouve l'essentiel des intentions du gouvernement au regard de l'éducation des adultes au Québec et, par le fait même, de la façon dont il entend respecter les engagements pris à Hambourg.

Il faut se rappeler que le Québec a commencé en 1995 un grand questionnement en mettant en place les États généraux sur l'éducation qui donnèrent lieu à la réforme de notre système d'éducation, avec laquelle nous devons composer aujourd'hui, et aux orientations d'une politique en éducation des adultes. Cette dernière se réclame clairement de Hambourg et affirme que ses «fondements [...] s'inscrivent dans la lignée de la Déclaration de la 5^e Conférence

Les pays dits industrialisés, dont le Québec fait partie, sont plus préoccupés par les impératifs d'une société du savoir, et l'éducation tout au long de la vie devient une façon d'en atteindre les objectifs. Dans les pays en développement, l'accent est plutôt mis sur l'éducation de base pour toutes et pour tous, particulièrement l'alphabétisation.

7 UNESCO. *Agenda pour l'avenir*, 1997, section 25.

8 *Ibid.*, section 26.

9 UNESCO. *Recommitting to Adult Education and Learning : Synthesis Report of The CONFITEA V Midterm Review Meeting*, Bangkok, UNESCO, 2003, p. 9.

internationale sur l'éducation des adultes de l'UNESCO à laquelle le Québec a adhéré¹⁰».

Quoique gouvernementale, la politique interpelle plus particulièrement les deux ministères signataires, le ministère de l'Éducation et celui de l'Emploi. La présence marquée du ministère de l'Emploi laisse par ailleurs présager le pire! On peut craindre en effet la promotion d'une vision un peu trop utilitariste de l'éducation des adultes et de la formation continue, centrée sur l'employabilité et le rehaussement des compétences professionnelles des adultes, par exemple, plutôt que sur une éducation riche et plurielle telle que prônée par le rapport Delors et la *Déclaration de Hambourg sur l'éducation des adultes*.

On constate cela encore plus à la lecture du *Plan d'action en matière d'éducation des adultes et de formation continue* qui présente une série de cibles et de mesures. Des deux documents, le plan d'action est en fait celui qui traduit concrètement les intentions de Québec par rapport à l'éducation des adultes. Il est construit autour de quatre volets: la formation de base, la formation continue liée à l'emploi, la reconnaissance des acquis et des compétences et le partage des responsabilités du financement de la formation¹¹.

Quatre années de mise en œuvre... Et alors?

La mise en œuvre du *Plan d'action en matière d'éducation des adultes et de formation continue* a été prévue sur cinq ans, de 2002 à 2007. Quatre ans plus tard, quel bilan peut-on faire des réalisations québécoises en la matière? Les intentions de départ se sont-elles concrétisées? La réponse: de façon inégale.

C'est dans le premier volet du plan d'action, la formation de base, que nous trouvons les engagements pris envers l'alphabétisation. On y indique qu'il faudra mener en priorité des actions très vigoureuses en alphabétisation: «L'ampleur du retard à rattraper et les conséquences importantes de cette problématique sur le développement du Québec justifient un engagement clair de l'État à élaborer et à mettre en place des stratégies et des moyens adaptés à la réalité des personnes concernées et à la nature de leurs besoins¹².» Malheureusement, le ministère de l'Éducation n'a pas manifesté la vigueur promise. Il est notamment demeuré presque muet, et par conséquent inactif, devant le portrait statistique peu réjouissant brossé en 2003 par l'*Enquête internationale sur l'alphabétisation et les compétences des adultes* (EIACA)¹³. En effet, selon ces données,

1,3 million d'adultes québécois éprouvent de sérieuses difficultés avec la lecture et l'écriture. Une annonce qui aurait dû donner lieu à des déclarations et à des engagements précis.

C'est aussi dans le premier volet que l'on reconnaît l'ensemble des groupes d'alphabétisation populaire comme l'un des deux réseaux¹⁴ offrant des services d'alphabétisation et que l'on s'engage à appuyer leur travail au moyen de mesures concrètes. Toutefois, la promesse de reconnaître légalement les organismes d'action communautaire autonome d'éducation n'a toujours pas été remplie. Par ailleurs, il y a trois ans, un nouveau programme de financement¹⁵ a été créé, mais aucun investissement majeur n'a été consenti depuis dans la lutte contre l'analphabétisme et, plus spécifiquement, au sein du réseau de l'alphabétisation populaire. Doit-on rappeler que le manque d'argent est criant pour le réseau des groupes d'alphabétisation populaire et que, pis encore, il voit ses ressources matérielles et financières se dégrader d'année en année?

L'un des premiers engagements pris par les États à Hambourg avait pourtant été de «favoriser une reconnaissance, une participation et une responsabilité accrues des

10 MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION. *Politique gouvernementale d'éducation des adultes et de formation continue*, gouvernement du Québec, 2002, p. 2.

11 MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION. *Plan d'action en matière d'éducation des adultes et de formation continue*, gouvernement du Québec, 2002, p. 1.

12 *Ibid.*, p. 4.

13 Paru à l'automne 2005, le rapport final de l'Enquête internationale sur l'alphabétisation et les compétences des adultes menée par Statistique Canada révèle que les résultats moyens des Canadiennes et des Canadiens en lecture et en écriture ne se sont pas vraiment améliorés depuis 1994, année de la précédente enquête.

14 L'autre étant celui des commissions scolaires.

15 Le Programme d'action communautaire sur le terrain de l'éducation (PACTE) est venu remplacer les programmes PSAPA et PSEPA. Entré en vigueur en 2003-2004, il soutient financièrement la mission globale des organismes d'action communautaire autonome rattachés au ministère de l'Éducation, dont les groupes d'alphabétisation populaire.

organisations non gouvernementales et des groupes communautaires locaux en reconnaissant (notamment) le rôle de plus en plus important de ces derniers qui offrent des possibilités d'éducation aux adultes dans tous les secteurs, atteignent les plus démunis et dynamisent la société civile, et en apportant à ces organisations et groupes le soutien financier voulu¹⁶». Avec le peu de moyens investis par le gouvernement libéral, nous pouvons être pessimistes quant à l'atteinte des objectifs de l'éducation pour toutes et pour tous, et à la diminution de l'analphabétisme.

En outre, on l'a vu plus haut, une des conclusions de Bangkok est que les pays dits «développés» ont mis l'accent sur la consolidation d'une société du savoir. C'est aussi le cas au Québec où l'on constate une concentration des efforts sur la formation continue liée à l'emploi (2^e volet du plan d'action) et un engagement plutôt vigoureux du ministère de l'Emploi dans la mise en œuvre du plan d'action.

Avec le peu de moyens investis par le gouvernement libéral, nous pouvons être pessimistes quant à l'atteinte des objectifs de l'éducation pour toutes et pour tous, et à la diminution de l'analphabétisme.

Enfin, la politique québécoise accorde une grande importance à la reconnaissance des acquis et des compétences (3^e volet du plan d'action). Toutefois, les avancées en cette matière bénéficient à une trop petite portion de la population. Ce sont en effet plutôt les acquis et les compétences des adultes «qualifiés» et scolarisés que l'on tente de reconnaître, par exemple de professionnels ayant acquis leur diplôme dans un autre pays, et qui ne serait actuellement pas reconnu au Québec. Bien que cette situation – déplorable puisqu'elle ne permet pas de pratiquer une profession ici – mérite très certainement qu'on s'y attarde, il ne faut pas passer sous silence le fait que, encore une fois, les grands oubliés sont les personnes peu alphabétisées et peu scolarisées. En effet, très peu d'efforts sont consacrés à la reconnaissance de leurs acquis et de leurs compétences, par exemple à titre de parents ou de citoyens engagés. Dans un monde où le diplôme constitue une carte d'accès à l'emploi et à une certaine reconnaissance sociale, les personnes qui n'en possèdent pas sont très souvent exclues, alors qu'elles ont une expérience qui pourrait profiter à la société.

En signant la *Déclaration de Hambourg sur l'éducation des adultes* et l'*Agenda pour l'avenir*, le Québec s'engageait du même coup à promouvoir les principes de ces documents et à investir les ressources nécessaires à leur réalisation. Comme le dit la *Déclaration*, «l'État demeure le rouage essentiel s'agissant de garantir le droit à l'éducation pour tous, notamment pour les groupes sociaux les plus

vulnérables [...] et de définir les grandes lignes de la politique éducative» et «il est essentiel que la reconnaissance du droit à l'éducation tout au long de la vie se traduise par la mise en place des conditions d'exercice de ce droit¹⁷».

Le Québec a fait des choix, d'une part en axant sa politique sur quatre volets et, d'autre part, dans la répartition des ressources dont il dispose pour mettre en œuvre son plan d'action. Les montants accordés sont nettement insuffisants. De plus, on peut critiquer non seulement les priorités de Québec dans l'ensemble des mesures annoncées mais, aussi, le fait qu'il a consacré beaucoup d'énergie à la formation continue liée à l'emploi et à la reconnaissance des acquis et des compétences de certaines personnes... Aurait-on mis davantage sur ce qui est le plus payant à court terme?

Dans un monde où le diplôme constitue une carte d'accès à l'emploi et à une certaine reconnaissance sociale, les personnes qui n'en possèdent pas sont très souvent exclues, alors qu'elles ont une expérience qui pourrait profiter à la société.

À Hambourg, on a beaucoup insisté sur l'accès à l'éducation pour les populations les plus vulnérables. Or, les gestes posés par le gouvernement du Québec ne vont pas toujours en ce sens. Pensons aux nombreux

16 UNESCO. *Agenda pour l'avenir*, 1997, section 14.

17 UNESCO. *Déclaration de Hambourg sur l'éducation des adultes*, 1997, sections 8 et 9, pour les deux citations.

obstacles¹⁸ qui perdurent et auxquels font face les personnes peu alphabétisées dans leur volonté d'entreprendre ou de poursuivre une démarche d'alphabétisation, notamment dans un groupe populaire. Le gouvernement pourrait mieux soutenir ces adultes dans leur démarche en leur offrant une aide financière, entre autres choses. Par ailleurs, plusieurs adultes sont très souvent découragés par leur agent d'aide sociale dans leur volonté de se former; par exemple, on les pousse à quitter leur groupe d'alphabétisation populaire pour se trouver un emploi ou se former à un emploi.

En octobre 2005, des apprenantes et des apprenants ainsi que des intervenantes et des intervenants québécois engagés dans différents domaines de l'éducation et de la formation des adultes ont été conviés à un grand rassemblement par l'Institut de coopération pour l'éducation des adultes (ICEA). L'objectif était de faire le point sur l'éducation des adultes au Québec, et ce, à la lumière des engagements pris à Hambourg. La rencontre a permis de poser un regard sur l'avenir plutôt que d'évaluer les actions accomplies par Québec jusqu'à présent. Les participantes et les participants ont alors tenté de trouver des solutions pour lever les obstacles qui empêchent encore et toujours les adultes de s'investir dans une formation, quelle qu'elle soit.

En faisant des obstacles à la participation des adultes aux diverses

activités de formation le principal thème de ce suivi de Hambourg, on soulignait ainsi que l'objectif de la *Politique* d'instaurer une culture de formation continue au Québec n'est pas encore atteint. Pour installer une véritable culture de l'éducation tout au long de la vie, il importe de s'attaquer aux barrières empêchant les adultes d'aller dans cette direction.

L'*Agenda pour l'avenir* insiste enfin sur le fait que l'éducation des adultes doit être vue de façon «holistique, de manière à couvrir tous les aspects de la vie, et transsectorielle, de manière à englober tous les domaines de l'activité culturelle, sociale et économique¹⁹». Toutefois, peu d'indices démontrent l'engagement de l'ensemble des ministères québécois. On peut alors se poser la question suivante: comment bâtir une réelle culture de la formation continue au Québec, volonté manifestée dans la *Politique*, si l'État lui-même ne s'engage dans les faits que partiellement?

Que nous réserve l'avenir?

Avec sa *Politique d'éducation des adultes et de formation continue*, le gouvernement du Québec entend s'orienter vers le développement d'une culture de formation continue. Il marque ainsi sa volonté «de faire en sorte que les Québécoises et les Québécois continuent d'*apprendre tout au long de leur vie*²⁰». Cependant, cette volonté demeurera à l'état de principe pour une partie importante de la population si le gouvernement ne

prend pas les mesures vigoureuses auxquelles nous sommes en droit de nous attendre.

La *Déclaration de Hambourg sur l'éducation des adultes* et l'*Agenda pour l'avenir* constituent des instruments normatifs ayant force juridique contraignante étant donné qu'ils ont été adoptés et ratifiés par les États membres. En d'autres mots, le Québec en tant que signataire desdits documents *doit* poser des gestes concrets permettant l'application des principes avancés à Hambourg et garantissant l'éducation pour toutes et tous tout au long de la vie. Il s'est engagé sur la scène internationale à respecter ses engagements et il devra répondre de ses actes en 2009.

La vision de l'éducation des adultes prônée à l'issue de CONFINTEAV se rapproche à bien des égards de celle appliquée par le mouvement de l'alphabétisation populaire. Cette vision est en partie reflétée dans cet extrait tiré de la *Déclaration de Hambourg sur l'éducation des adultes*: «l'éducation des jeunes et des adultes, considérée comme un processus qui dure toute la vie, a pour objectif [...] de permettre aux individus et aux communautés de prendre leur sort et celui de la société en main pour pouvoir relever les défis de l'avenir²¹». Si l'on veut que Québec se tourne vers cette direction, il n'appartient qu'à nous de le relancer sur ses engagements. Et nous gagnerions à appuyer notre action sur ces textes internationaux d'une grande valeur.

18 Obstacles liés à leurs conditions matérielles précaires, à l'éloignement géographique des lieux de formation, aux impératifs familiaux, pour ne nommer que ceux-là. Pour en savoir plus sur cette question, voir: N. LAVOIE, J.-Y. LÉVESQUE, S. AUBINHORTH, L. ROY et S. ROY. *Obstacles à la participation des adultes peu scolarisés à des activités de formation dans un cadre d'éducation formel et non formel*, Rimouski, Université du Québec à Rimouski, 2004, 316 p.

19 UNESCO. *Agenda pour l'avenir*, 1997, section 50.

20 MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION. *Politique gouvernementale d'éducation des adultes et de formation continue*, gouvernement du Québec, 2002, p. VI.

21 UNESCO. *Déclaration de Hambourg sur l'éducation des adultes*, 1997, section 5.



Ensemble pour un monde plus juste

Après 25 ans d'existence, de luttes, d'analyses, de débats et de pratiques nouvelles pour combattre l'analphabétisme, où en est notre mouvement? Le rôle des groupes populaires en alphabétisation est-il toujours le même? Devrions-nous le transformer? Nos actions sont-elles encore liées aux principes fondateurs de l'alphabétisation et de l'éducation populaires? Le pouvoir que détiennent les participantes et les participants sur leur apprentissage a-t-il évolué?

Pour faire le point sur ces questions, nous avons eu l'idée d'organiser une sorte de forum virtuel. Vous trouverez dans les pages qui suivent le fruit des discussions engagées à deux ou à plusieurs sur des sujets parfois épineux.

D'analogies en digressions, des contours se dessinent, des visions se côtoient. Certaines personnes disent vouloir, par leurs interventions, faciliter l'intégration de leurs participantes et de leurs participants à la société, d'autres forcer un remaniement complet du système scolaire, d'autres encore s'attaquer avant tout aux fondements d'une organisation sociale basée sur l'iniquité des chances. Au fil des répliques, des moyens sont proposés afin de mieux atteindre ces objectifs. L'un prône une plus grande cohérence entre nos valeurs et nos pratiques, un autre estime déterminant de ne pas perdre de vue le sens de notre mission en tant que mouvement, une troisième croit qu'il est urgent d'unir nos forces aux autres groupes soucieux de transformer la société.

Voici donc des échanges d'opinions – comme si vous y étiez – sur un sujet passionnant: notre mouvement.



Le Regroupement se définit-il de la même façon 25 ans plus tard (son rôle, ses priorités, sa composition)?

Discussion entre François Labbé, agent de recherche et de liaison au Regroupement des Auberges du cœur du Québec, membre des conseils d'administration et militant au Centre d'éducation des adultes de la Petite-Bourgogne et de Saint-Henri et à La Jarnigoine de Villeray (Montréal), et Martine Fillion, formatrice, Atelier des lettres (Montréal)

Billet de François Labbé

Le RGPAQ doit choisir son avenir... maintenant!

Les personnes au cœur de notre mission s'appauvrissent et leur misère s'accroît. Les groupes populaires et communautaires qui luttent pour un changement des conditions de vie de leurs membres peuvent bien se vanter de quelques batailles victorieuses, notamment pour leur reconnaissance, leur autonomie et leur financement, mais ces gains ne peuvent masquer le fait qu'ils perdent toutes les guerres en ce qui concerne l'amélioration de la situation des participantes et des participants. Difficile à accepter lorsque plus de 800 groupes sont reconnus au Québec pour faire de l'éducation populaire, dont les groupes d'alphabétisation populaire. Éducation populaire dont le projet fondamental est l'amélioration des conditions de vie des classes populaires au moyen de luttes collectives menées par et pour elles-mêmes. Il y a sûrement un problème «pédagogique».

Le Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec (RGPAQ)¹ est l'un des plus importants acteurs de l'éducation populaire au Québec, voire le plus important avec ses 80 membres à travers la province. Sa *Déclaration de principes* démontre, sans aucun doute possible, qu'il s'enracine profondément dans un mouvement de lutte collective par et pour les classes populaires. Par sa réputation, il a su attirer dans ses rangs des groupes ayant un cœur «populaire» et d'autres une logique «d'alphabétisation». Et cela, avec l'espoir plus ou moins avoué qu'ils deviennent tous, par l'entremise d'une vie associative stimulante, de cœur comme de raison, des groupes «d'alphabétisation populaire», c'est-à-dire des groupes inspirés principalement par l'approche ainsi que par les méthodes de Paulo Freire² et de quelques activistes engagés dans la lutte pour l'amélioration des conditions de vie des

1 Dans ce texte, j'entends par RGPAQ le « nous » collectif qui se définit au moyen des structures de participation (effectif, équipe permanente, assemblée générale, conseil d'administration, comités, groupes membres, formations, revue, etc.) et des actions communes.

2 Paulo Freire (1921-1997) est l'un des plus influents pédagogues du XX^e siècle. Son approche d'éducation populaire, surnommée « conscientisation », s'appuie sur un processus continu de réflexion critique et d'actions collectives. Réflexion critique par et pour les opprimés afin de mieux comprendre les liens entre eux et le monde dans lequel ils vivent, la place qu'ils y occupent, de manière à déterminer les défis posés par l'oppression puis, enfin, de les résoudre dans l'action. Pour lui et ses nombreux disciples, l'éducation populaire est un acte conscient de transformation de la société par et pour les opprimés eux-mêmes. Il s'agit donc d'un acte essentiellement politique. Freire a accordé une grande place à l'alphabétisation des classes populaires dans ses travaux, d'où son influence sur l'alphabétisation populaire. Son œuvre la plus connue s'intitule *Pédagogie des opprimés*. La *Déclaration de principes* du RGPAQ s'inspire explicitement de cette vision de l'éducation populaire.

3 Les autres grandes influences furent celles de Saul Alinsky et de sa vision de l'organisation des pauvres des milieux urbains, de Ralph Nader et du mouvement des consommateurs, de Martin Luther King et du mouvement non violent, ainsi que des idées et des méthodes élaborées par les éducatrices et les éducateurs militants des syndicats ouvriers (en France) et de la théologie de la libération (Amérique latine).

plus pauvres et la réalisation des idéaux démocratiques (justice, égalité, liberté, fraternité, paix)³. Mais cet espoir a été déçu. Un effectif de plus en plus réticent à l'égard de l'approche d'éducation populaire oblige aujourd'hui le RGPAQ à faire un choix risqué, mais crucial pour son avenir: radicaliser l'approche d'éducation populaire dans ses rangs ou participer à sa faillite.

L'éducation populaire se porte mal. Écouter les groupes et les individus qui s'en réclament ouvertement décrire leurs pratiques me donne chaque fois des sueurs froides. Peu en connaissent les fondements et les appliquent vraiment. Moins encore ont suffisamment d'intérêt pour combler leur ignorance ou simplement dissiper leur doute. Résultat? Elle ne se pratique plus là où l'on prétend le faire. Le plus souvent, on la confond avec toute activité adressée à une «clientèle» pauvre ou encore avec des actions destinées à informer un «public cible» (exemple: sensibiliser les élus municipaux à la réalité des adultes analphabètes). Un pareil gâchis s'explique. Nombre de groupes et d'individus ayant une longue tradition d'éducation populaire ont perdu le projet initial de vue. Comment pourraient-ils en transmettre la pédagogie aux nouveaux venus? Cela est-il moins pire que les dégâts causés par la nouvelle classe d'éducatrices et d'éducateurs qui ne propagent dans les groupes populaires que les méthodes psychopédagogiques (métacognition, actualisation du potentiel intellectuel, enseignement stratégique...) et les théories psychologisantes (apprendre à lire, c'est apprendre à s'aimer...), qui médicalisent les rapports aux participantes et aux participants avec leur vision clinique de l'éducation (apprendre à lire, c'est bon pour la santé mentale; les participantes et les participants sont trop fragiles, leur santé trop précaire pour qu'ils descendent dans la rue...)? Je ne suis pas sûr de la réponse. Pour renverser cette tendance, dès aujourd'hui et pour l'avenir, le RGPAQ devrait prendre le risque d'adopter une approche radicale d'éducation populaire dans toutes ses pratiques. Qu'est-ce que cela signifierait? Principalement ceci: l'élargissement de son effectif vers les personnes dont il prétend défendre les droits, une nouvelle façon de

déterminer ses priorités d'action et ses stratégies, et enfin la transformation de ses structures décisionnelles.

Par où commencer? Par un événement fondateur, une assemblée générale qui réunirait toutes les participantes, tous les participants des groupes membres, animée avec souplesse, dans un langage clair, accessible et émotif, par celles et ceux qui, parmi nous, font déjà l'expérience de la mobilisation populaire dans leurs groupes. Elle accorderait aux participantes et aux participants le temps nécessaire, deux ou trois jours, pour déterminer les luttes collectives prioritaires des prochaines années. Remettre cette responsabilité aux participantes et aux participants serait leur redonner une partie du pouvoir de faire des choix et d'agir pour s'émanciper de l'oppression qui les conditionne. Ce serait être cohérent avec tous nos principes.

Les participantes et les participants ne détermineraient pas seulement les luttes à mener, mais évalueraient aussi les limites des stratégies et des tactiques pour accroître les chances de gagner. Trop souvent, dans les groupes populaires et communautaires, il y a un divorce très net entre les objectifs fixés et les stratégies adoptées pour les atteindre. Nous sommes beaucoup plus enclins à exprimer de bonnes résolutions qu'à fournir des efforts et prendre les risques nécessaires à leur réalisation. Les participantes et les participants réfléchiraient ensemble et ouvertement sur les stratégies et les actions qui aident à remporter des luttes collectives. Chaque lutte inscrite à l'ordre du jour (la fin) serait associée à une ultime stratégie d'action (les moyens). Le consensus serait crucial. Les participantes et les participants s'entendraient alors sur les moyens à prendre pour chacune des priorités établies. Si la moitié des gens se disaient prêts à passer à l'action directe, par exemple en vue de l'établissement d'un revenu minimum d'aide sociale couvrant les besoins essentiels, il faudrait en débattre jusqu'à ce qu'il y ait une majorité claire. On voterait ainsi sur la fin et sur les moyens pour l'atteindre. Cela éviterait les situations aberrantes où des assemblées adoptent à l'unanimité des moyens que la moitié des votants s'abstiennent de soutenir le temps venu de passer à l'action.

Le choix des luttes et des stratégies se ferait dans le respect des principes de l'éducation populaire. Par conséquent, il appartiendrait aux formatrices et aux formateurs de transformer la parole des participantes et des participants en problèmes à résoudre, de présenter les stratégies envisagées et leurs limites (lobbying, sensibilisation, action indirecte, action directe, désobéissance civile, etc.), d'inspirer le désir, le courage et la volonté de lutter jusqu'au bout. Notre rôle est d'éduquer. Oui: éduquer. Ensemble, nous pouvons apprendre à organiser les luttes, à nous mobiliser, à prendre le rôle de leader, à établir des stratégies, à planifier et à conduire des actions, à négocier des ententes lorsque l'adversaire plie les genoux, à gérer le pouvoir créé par et pour nous-mêmes. Tout ce processus d'éducation populaire exige un travail... d'éducation populaire par des femmes et des hommes animés par une vision radicale de leur rôle et de leur responsabilité.

Je crois qu'une organisation nouvelle, plus forte, plus proche d'un véritable mouvement social émergerait de cette transformation. Je crois aussi que les participantes et les

participants inscrieraient dans les priorités des luttes précises contre la pauvreté avant celles pour l'autonomie des groupes populaires, leur reconnaissance et leur financement. Oui, et alors? La lecture, l'écriture, le développement d'une pensée critique, l'aide aux devoirs continueraient de se faire dans les groupes. Pour établir le contenu des ateliers, nous pourrions nous inspirer, comme il se doit, de la réalité des participantes et des participants, c'est-à-dire de leurs luttes. C'est encore possible aujourd'hui au Québec: l'exemple du Comité urbain de lutte (CUL) le prouve⁴. Si le RGPAQ ne peut revitaliser l'éducation populaire dans ses rangs, certains groupes s'en écarteront pour expérimenter dans des espaces plus ouverts une véritable pédagogie des opprimés. ■

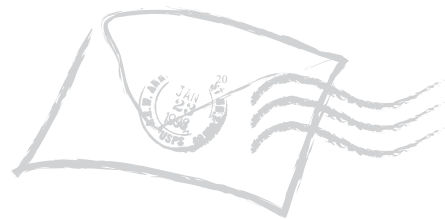


Photo: Christiane Tremblay

4 Depuis un an, le CUL exige un tarif réduit de transport en commun (surnommé « tarif alpha ») pour les participantes et les participants des groupes d'alphabétisation populaire desservis par la Société de transport de Montréal (STM). Le comité s'articule autour du CEDA, de La Jarnigoine, du Centre de lecture et d'écriture, du Tour de lire, de l'Atelier des lettres, du Carrefour d'éducation populaire de Pointe Saint-Charles et d'un nombre grandissant de groupes d'alphabétisation populaire de l'île de Montréal. Les participantes et les participants des groupes ont défini le problème et choisi les stratégies d'action. Celles-là vont du lobbying aux actions directes non violentes. Par exemple, le mardi 6 décembre 2005, environ 60 participantes et participants ont fait irruption à la réunion du conseil d'administration de la STM pour déposer des pétitions dans des bas troués et scander des slogans militants devant des élus et des élus ahuris.



Commentaire de Martine Fillion en réaction au billet de François

À bien des égards, je suis d'accord avec toi, François. Pour moi également, il est pertinent de donner ici et maintenant un sérieux coup de barre (et tant qu'à faire, pourquoi pas vers la gauche...) à notre mouvement d'alphabétisation populaire.

Là où je tique, et peut-être suis-je tout simplement en train de faire un exercice de sémantique (voire de m'*enfarger* dans les fleurs du tapis), c'est quand on parle de «radicaliser» l'approche d'éducation populaire. Bien sûr, quand on pense à l'alphabétisation et à l'éducation populaires, on ne peut que constater à quel point le volet transformation sociale s'est étiolé au fil des ans. On sent bien aujourd'hui que l'action se résume plus souvent qu'autrement à aider les participantes et les participants à mieux fonctionner dans cette société qui les laisse en marge.

Je serais plutôt portée à penser que ce n'est pas tant de radicaliser l'approche qui importe, mais bien de renouer avec nos racines en menant un travail qui nous permettrait de remettre à l'ordre du jour cet objectif de lutte (dangereusement en voie de disparition si rien n'est fait) reliée à la transformation sociale. En effet, pour différentes raisons (des bonnes et des mauvaises), certaines personnes œuvrant au sein du mouvement ne semblent pas être au clair sur le rôle dicté par l'approche populaire. Mais n'y a-t-il pas un bon nombre d'entre elles qui sont toujours à la recherche d'*outils concrets* pour appliquer les théories des penseurs dans leur quotidien en alphabétisation? Si c'est dans l'action qu'on apprend vraiment, la tâche ne leur a peut-être pas été facilitée pendant ces années où, à la suite de notre croissance subite, nous nous sommes passablement cherchés et reconstruits, mettant du coup en attente l'aspect action de notre travail.

Aussi, je me dis qu'une étape incontournable, qui a cruellement manqué, serait de multiplier les lieux d'échange de savoir-faire entre les groupes d'alphabétisation, mais également d'éducation populaire. Échanges avec des groupes qui mobilisent les participantes, les participants et favorisent des actions menant à la transformation sociale. Échanges qui, en plus de mettre en relief les bons coups, démontreraient concrètement comment on peut procéder selon les contextes et les milieux respectifs. Apprendre mutuellement et surtout... continuellement!

J'aime particulièrement ton idée d'un événement réunissant les participantes et les participants (qui me rappelle la Grande Rencontre organisée par le RGPAQ en 1985). Je mettrais quand même un léger bémol, non pas en ce qui concerne le fond mais la forme. J'ai l'impression qu'on évacue ici l'importance du rôle joué par les formatrices et les formateurs pour qu'un tel rassemblement porte fruits. Ne vise-t-on pas une collaboration significative de toutes les participantes et tous les participants?

S'exprimer dans le cadre d'un grand rassemblement ne se fait pas tout seul. Si nous, formatrices, formateurs souhaitons que cet exercice en soit un de prise de parole réelle pour le plus grand nombre de participantes et de participants possible, il est important que nous réunissions les conditions afin que cette parole puisse émerger. Comme au Comité urbain de lutte, dans lequel notre organisme est activement engagé. À chaque fois que nous n'avons pas pris suffisamment le temps de préparer une des actions avec nos participantes et nos participants, leur collaboration a chuté à un tiers, et nous parlons ici d'une lutte où ils se sont engagés avec cœur depuis le début. C'est pourquoi je me dis que tout événement, action, lutte (qui plus est s'il est d'envergure) doit faire l'objet d'une attention particulière si nous souhaitons que les adultes de nos groupes se les approprient.

Mais avant de jeter les bases de tout projet de mobilisation ou de cadre d'intervention pour déterminer une lutte avec les participantes et les participants, pourquoi ne pas nous tourner d'abord vers notre Comité des participantes et des participants, *instance si chèrement acquise au RGPAQ*, afin de commencer cette réflexion et cette démarche AVEC lui? ■



Réplique de François à Martine

Martine, tes observations touchent les bonnes cibles et m'amènent à clarifier certains aspects de ma « proposition » de radicaliser les pratiques d'éducation populaire au sein du RGPAQ.

Tout d'abord, j'entends bel et bien par « radicaliser l'éducation populaire » renouer avec les fondements, avec les racines de ses pratiques, c'est-à-dire apprendre ensemble, comprendre ensemble, agir ensemble, dans un objectif politique explicite, idéaliste, de lutte pour la transformation sociale par et pour les classes populaires. Le projet d'éducation populaire dont nous nous réclamons au Québec s'inspirait à l'origine d'un tel projet de révolution non violente menée par les classes populaires, une révolution respectueuse des idéaux démocratiques (n'ayons aucune crainte à ce sujet). C'est plus difficile que d'appliquer un projet de « formation de base » du ministère de l'Éducation ou de tenir des pauvres et des exclus occupés de 3 à 15 heures par semaine. Oui. C'est aussi plus efficace et surtout beaucoup plus légitime comme moyen d'accomplir notre mission. Et, Martine, les outils concrets de mobilisation des classes populaires existent. Ils sont nés dans la pratique réelle et s'actualisent constamment. Si bien que la mobilisation n'a jamais été aussi simple à accomplir.

Tu me demandes si, avant de lancer ce processus de radicalisation du RGPAQ, nous ne devrions pas nous tourner d'abord vers son Comité des participantes et des participants. Par exemple, pour initier une réflexion sur la mobilisation. Non. J'y vois plusieurs pièges, dont celui de remettre l'entière responsabilité de la lutte collective sur les épaules de quelques participantes et participants, et de s'en laver les mains s'ils se prononcent contre. Une radicalisation des pratiques d'éducation populaire au sein du RGPAQ impliquerait que nous ayons déjà fait le choix de l'action collective et de l'organisation des classes populaires. Une large assemblée de participantes et de participants

déciderait des luttes et des stratégies pour les gagner. Nécessairement, le rôle et la composition des comités changeraient. Par exemple, je verrais bien un comité composé de participantes et de participants valider la clarté des écrits ainsi que les différents moyens employés pour animer les assemblées et communiquer avec les adultes peu alphabétisés. Pour tous les autres comités qui naîtraient, j'ose espérer une composition en lien avec les capacités des membres, qu'ils soient formatrices, formateurs, coordonnatrices, coordonnateurs, participantes, participants.

Tu me questionnes également sur le rôle des formatrices et des formateurs dans cette démarche de radicalisation, dont l'une des étapes serait de rassembler les participantes et les participants. Tu as raison : j'ai raté l'occasion de dire combien ce rôle est essentiel. Je me reprends : elles et ils sont la clé de tout. Au risque de provoquer toute une gamme de réactions émotives chez des formatrices et des formateurs, je leur dis : « Vous êtes celles et ceux par qui tout est possible et sans qui rien n'est possible. » Vous êtes celles et ceux qui avez le rôle d'éduquer, d'organiser, de diriger, de prendre les premiers risques, d'agir comme des citoyens libres et émancipés. J'insiste : éduquer, organiser, diriger. Pas jusqu'à la fin des temps, pas sans respect des idéaux démocratiques, pas sans former des leaders issus des classes populaires, mais aussi longtemps que l'exigeront les luttes. L'étude des mouvements sociaux nous apprend qu'aucune injustice, même largement vécue et durement ressentie par la population, ne deviendra une lutte collective sans leader pour mobiliser les personnes touchées. C'est de nous qu'on parle !

Paulo Freire nous appelait des « transfuges », nous, les éducatrices et les éducateurs populaires. Transfuges parce que, dans le projet initial, il nous fallait quitter la classe des oppresseurs pour rejoindre celle des opprimés, décidés à « nous éduquer et à nous libérer ensemble ». Aujourd'hui, on cherche à tout prix à se tenir à distance des opprimés. Attitude inspirée par les interventions de type psychosocial qui exigent que le thérapeute n'entretienne que des liens professionnels avec le patient, au risque de dévoyer toute la relation thérapeutique. Pas étonnant que, en l'absence d'un engagement moral ferme, authentique et sensible à la cause des classes populaires, plusieurs se réfugient derrière un code d'éthique.

Cette réserve émise, je suis d'accord avec ta proposition de multiplier les espaces où discuter de nos pratiques d'action collective, mais aussi de nos résistances à la mobilisation. Il nous faudrait alors faire preuve de beaucoup de maturité. Lorsque nous parlons de mobilisation et d'action collective, nous devenons toujours émotifs. Beaucoup se sentent dénigrés, d'autres se mobilisent, d'autres encore accusent... Cette émotivité masque un conflit latent. J'ai voulu croire pendant quelques années que nous avons simplement tous perdu de vue le projet d'éducation populaire. Je ne pourrais l'affirmer aujourd'hui sans ressentir un grand malaise. Non. Certains groupes, travailleuses et travailleurs l'ont perdu de vue, mais d'autres l'ont abandonné par dépit, d'autres encore l'ont détourné par ignorance ou intérêt⁵, d'autres enfin ne savent pas de quoi nous débattons. Faut-il espérer que toutes ces personnes, tous ces groupes finiront par se réapproprier le projet d'éducation populaire et radicaliser leurs pratiques? Non. Des groupes s'engageront dans cette voie, d'autres lutteront pour l'empêcher, certains attendront les résultats des premières luttes avant de faire leur choix, d'autres encore continueront «comme si de rien n'était». J'utilise le futur, mais c'est déjà ainsi que cela se passe. Le défi du RGPAQ, celui pour lequel je l'incite à engager son avenir, serait de rassembler le plus grand nombre de membres sur la voie de la radicalisation. De le faire en sachant qu'il perdrait des membres, mais aussi qu'il participerait aux luttes collectives... et à leur victoire... ■

Cette timidité ou cette rigidité idéologique qui nous empêche d'assumer notre rôle n'existe pas dans le projet d'éducation populaire. Sinon, on dirait «animation populaire», «réadaptation populaire» ou encore «divertissement populaire». Tu as raison, Martine, de dire que nous nous cherchons depuis quelques années. Il est dramatique que, dans un contexte où les classes populaires ont un urgent besoin de leaders – bousculées qu'elles sont par un État idéologiquement à droite –, nous, historiquement payés pour l'être, cherchons à fuir ce rôle. J'ai assisté aux débats portant sur les distinctions entre animation et formation au RGPAQ (dans les salles et les corridors). Totalement stériles. Nous sommes très à l'aise avec le langage, alors nous parlons, nous discutons, nous écoutons, nous rédigeons, nous reformulons... À la fin, tout était comme au début, mais dit autrement... Nous sommes trop forts à ce jeu-là. Il faut arrêter de le jouer.

Photo : Caroline Meunier

5 Détourné principalement vers des activités d'intégration sociale et de réadaptation d'une clientèle toujours jugée «à risque»: des projets scolaires, des activités d'information, de prévention, de sensibilisation, de loisir... Ce détournement prend parfois sa source dans la méconnaissance de l'éducation populaire, parfois dans la volonté d'obtenir des subventions «par projet».

LE POLITIQUE

Les stratégies d'intervention et de sensibilisation du RGPAQ sont-elles toujours appropriées ?

Billet de Solange Tougas

Discussion entre Solange Tougas, coordonnatrice, Déclit (Berthierville), et Ginette Richard, responsable de la formation et du développement des pratiques, Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec

Misons sur nos forces

Si nous voulons regarder vers l'avant et nous armer de stratégies porteuses de succès, il faut analyser le passé et le présent pour mieux voir l'avenir, pour déterminer clairement nos visées et, surtout, les moyens à prendre pour les atteindre.

En scrutant de plus près notre cheminement sur le plan stratégique, je dirais qu'une de nos particularités est la créativité momentanée. Je m'explique : à un moment donné, entre novembre et avril par exemple, nous avons une bonne idée, un bon filon à exploiter. Nous élaborons ensuite une action en souhaitant que les groupes y participent et que cela porte des fruits. La plupart du temps, nous évaluons peu les résultats, ou les raisons pour lesquelles il n'y en a pas, et nous nous tournons vers d'autres sujets importants... jusqu'à l'autre poussée créative. Non seulement nous manquons de persévérance, de constance, mais aussi nous changeons souvent de cap. Pourquoi? L'une des raisons réside peut-être dans notre mode de fonctionnement.

Lors de l'assemblée générale annuelle, nous élisons des personnes pour un mandat de deux ans. Ces dernières, qu'elles sachent ou non comment s'y prendre, doivent rapidement définir un plan d'action stratégique, car il y a longtemps que nous n'avons pas eu de résultats satisfaisants. Cela nous amène vers un sujet tabou dans le communautaire, celui des compétences des individus. Se demander qui est en mesure d'assumer une tâche ne se fait pas : tout le monde peut apporter quelque chose et d'ailleurs les lieux d'engagement sont aussi formateurs. D'accord, mais ne devient pas stratège qui veut. Et les

actions, malheureusement, ne s'inscrivent pas toujours dans un plan stratégique. Il y a des raisons pour lesquelles nous n'obtenons pas de résultats, et ce n'est pas toujours la faute du gouvernement. C'est trop facile à dire et cela restreint l'analyse critique qui, très souvent d'ailleurs, prend plutôt la forme de critique que d'analyse.

Notre mode de fonctionnement nous incite à avoir une vision électoraliste de la stratégie : nous devons agir en peu de temps, être efficaces et, bien sûr, obtenir des résultats. De plus, parce que les membres des comités ne sont élus que pour deux ans, nous reprenons fréquemment les choses. Diverses visions d'une problématique ou différentes attentes par rapport à une action s'affrontent alors. Enfin, nous consacrons peu de temps à nous former, à analyser nos tactiques, à faire des choix d'actions et à définir une stratégie d'intervention à long terme. Les travailleuses et les travailleurs de l'équipe permanente du Regroupement doivent, de leur côté, apprendre à fonctionner avec de nouvelles personnes, à composer avec des expériences diverses tout en poursuivant les autres tâches reliées à leur poste.

Par ailleurs, si l'équipe permanente apporte de la stabilité, elle ne peut à elle seule représenter la vigueur de notre Regroupement. Quand le même individu répète sans cesse aux fonctionnaires que les groupes nécessitent d'autres ressources financières, plus personne n'y prend garde. Le pouvoir des groupes réunis – cette force collective – doit être constamment présent si l'on veut influencer de façon significative les décisions gouvernementales.

Nous avons également une énorme propension à théoriser. Nous tombons très facilement dans l'abstrait, le philosophique, le principe qui sous-tend l'approche, l'orientation, la réorientation, la réorganisation... bien que nous prétendions, après 25 ans, ne pas avoir de discours! Oui, nous tenons un discours théorique, mais qui n'exprime peut-être pas la réalité des groupes, ou la façon dont ils font de l'alphabétisation populaire en 2006. Par exemple, nous nous entêtons à parler d'adultes «analphabètes» quand ces mêmes adultes ne veulent pas de cette étiquette. Nous parlons de changement social, sans avoir nécessairement mesuré l'impact de nos actions depuis 25 ans. Nous faisons de la conscientisation, mais nous n'avons pas encore réussi à «conscientiser» les élus et la population, à les amener à reconnaître l'existence et les causes de l'analphabétisme de même que les solutions qui doivent s'y rattacher. Nous suivons le chemin du communautaire philosophique, alors que nous devrions emprunter celui du communautaire pratique...

En outre, le fait que notre discours est livré par différentes personnes rend les prises de parole moins marquantes, le fait que les idées sont dites d'une façon qui varie d'une fois à l'autre dilue peut-être la portée du message. Notre crédibilité se construit en lien avec nos actions, mais aussi en lien avec la teneur de notre discours et la conviction qui nous anime.

Les choix que nous faisons ont un impact certain sur notre crédibilité. Par exemple, avoir comme porte-parole Super Alpha ne constitue pas nécessairement une manière très efficace de redevenir un acteur incontournable en éducation. La création d'un personnage fictif peut faciliter l'expression d'un discours sur les conséquences de l'analphabétisme, mais pas forcément sa compréhension. De plus, un porte-parole doit être représentatif des personnes au nom desquelles il s'exprime: plusieurs participantes et participants de notre région ont clairement affirmé ne pas s'identifier à Super Alpha, entre autres parce que c'est un personnage à connotation enfantine, un peu rigolo qui ne parle pas véritablement de leur réalité.

Peut-être devrions-nous embaucher une ou un responsable des communications qui serait à l'affût de l'actualité et qui ferait en sorte que le Regroupement soit présent dans divers médias, tant nationaux que régionaux et locaux. Peut-être devrions-nous avoir un porte-parole connaissant les principes de base de la communication (public cible, choix de l'information, éléments-chocs en lien avec la conjoncture...) qui élaborerait une solide argumentation martelant le même message, issu de notre discours dépoussiéré, rafraîchi et adapté à nos divers interlocuteurs.

Et quand allons-nous mettre à profit l'expertise des groupes, dont plusieurs sont reconnus dans leur milieu? Le Regroupement aurait intérêt à explorer les stratégies qui ont été efficaces (comme les démarches de concertation entre partenaires), à créer des groupements régionaux pour être présent partout et mettre à contribution les multiples alliances établies par les organismes d'alphabétisation populaire.

Les 25 ans du Regroupement ont engendré des forces : une grande capacité de mobilisation et la volonté de faire une alphabétisation populaire répondant véritablement aux besoins des adultes, pour n'en nommer que deux. Notre avenir doit s'appuyer sur notre vitalité collective si nous voulons défricher de nouveaux chemins.

Nous avons pour nous la force du nombre (80 groupes membres), une expertise riche sur le plan des pratiques, une grande capacité à innover ainsi qu'à faire les choses de façon originale. Alors, qu'attendons-nous pour être heureux? ■



Commentaire de Ginette Richard en réaction au billet de Solange

Nous sommes souvent bien durs et bien exigeants envers nous-mêmes, passant trop facilement par-dessus nos bons coups et négligeant nos forces. Nous sommes loin d'être parfaits, mais nous avons quand même fait du chemin en 25 ans.

De retour au sein de l'équipe du RGPAQ depuis presque 2 années, après une absence de 10 ans, je jette sur les choses un regard un peu différent. De plus, je donne une formation sur le Regroupement, sur son histoire et sur ce qu'il est aujourd'hui. À chaque fois, avec les formatrices et les formateurs présents, c'est l'occasion de constater que nous avons obtenu plusieurs gains et que le Regroupement ainsi que le mouvement de l'alphabétisation populaire au Québec ont évolué depuis leur début. En survolant l'histoire, nous observons que le Regroupement a dès le départ déployé tous ses efforts pour être reconnu comme un interlocuteur de premier plan, pour sensibiliser la population aux conséquences de l'analphabétisme et pour faire en sorte que l'alphabétisation devienne une priorité aux yeux du ministère de l'Éducation (dès 1984), qu'un programme distinct soit créé (en 1990) et que nous participions aux États généraux sur l'éducation (en 1996). Au fil des ans, nos actions ont porté fruits, et les groupes ont vu une amélioration de leur situation financière, même si elle demeure encore précaire: des 19 groupes qui, en 1981, recevaient au total 276 000\$, pour une moyenne de 14 526\$, nous sommes passés à 131 groupes disposant d'un budget global d'environ 11 000 000\$, soit un peu plus de 80 000\$ par groupe.

En refaisant notre parcours, nous constatons aussi que reviennent souvent certains questionnements sur les pratiques, sur ce qui nous rassemble au RGPAQ, sur la recherche constante de moyens afin de mieux répondre à notre mission et nous assurer d'une compréhension partagée de nos principes. Notre histoire nous montre jusqu'à quel point nous avons le souci de la démocratie au Regroupement, nous encourageons la participation des

groupes membres aux débats et aux décisions, et nous favorisons l'intégration des participantes et des participants à la vie démocratique.

En retraçant notre parcours, nous remarquons qu'il y a des périodes où nous nous concentrons sur un aspect en particulier, selon la croissance du RGPAQ et les besoins des membres. Ainsi, à certains moments, nous avons misé sur les pratiques, à d'autres, sur la reconnaissance de l'alphabétisation populaire, à certaines époques, sur la défense des droits des personnes peu alphabétisées et à d'autres encore, sur les orientations du Regroupement. À travers ces cycles, nous observons une certaine continuité dans l'action. Grâce au RGPAQ, à cette structure dont nous nous sommes dotés, les groupes d'alphabétisation populaire ont obtenu une amélioration de leur financement pour accomplir leur mission. Ils ont eu aussi la possibilité de se concerter sur des enjeux importants et d'élaborer des pratiques novatrices. Les périodes de croissance du RGPAQ l'ont amené à composer avec de nouvelles réalités, à répondre aux besoins de formation et d'appui des nouveaux groupes membres, tout en consolidant les groupes plus anciens et en faisant connaître l'expertise de ces derniers.

À l'image du mouvement communautaire, des centaines de personnes ont milité dans nos rangs, fait partie de l'équipe de travail, participé à des comités dans les groupes et au RGPAQ. Plusieurs ont poursuivi leur action dans d'autres milieux ou se sont réorientés. Mais un nombre important d'entre elles sont restées et continuent de s'engager en alphabétisation populaire, de porter notre histoire et notre évolution. Chaque comité compte au moins un membre, parfois plusieurs, ayant de nombreuses années d'expérience en alphabétisation et au RGPAQ.

Le RGPAQ d'aujourd'hui est fait de tout cela, de cette expérience accumulée qui se poursuit, de ces nouvelles personnes qui s'intègrent, de la rencontre des anciennes personnes et des nouvelles.

Il est vrai que les stratégies d'intervention et de sensibilisation doivent mettre en valeur notre analyse, favoriser la défense des droits des personnes peu alphabétisées, montrer l'importance de l'alphabétisation populaire et de ses pratiques. À mon avis, c'est le cas. Pensons aux actions entreprises en 2005 devant les bureaux de l'Institut de la statistique du Québec ou à la campagne de sensibilisation de 2006, «Ça cloche en alpha pop!».

Le type d'action choisi et le discours exprimé reflètent ce que vivent les participantes et les participants, l'originalité des pratiques en alphabétisation populaire et les réalités des groupes.

Il est vrai aussi que les communications et la visibilité contribuent grandement à la reconnaissance de l'alphabétisation populaire. Cependant, nous devons maintenant composer avec l'évolution du monde des médias. Traditionnellement, ces derniers exigeaient énormément de

créativité et de sensationnalisme avant de daigner couvrir l'actualité sociale et communautaire. Le défi est aujourd'hui encore plus grand, puisque les médias sont de plus en plus concentrés et fermés aux valeurs sociales. La société actuelle ne nous facilite pas la tâche. En effet, comment parvenir à promouvoir des valeurs et des pratiques de solidarité dans une société de plus en plus basée sur l'indifférence, l'individualisme, le profit, l'argent, la consommation, la performance et la compétition? ■



Réplique de Solange à Ginette

Il est grand temps de nous juger objectivement – et cela ne veut pas dire d'oublier le chemin parcouru –, de porter un regard sur nos actions politiques, nos stratégies d'intervention, notre impact sur les dirigeantes, les dirigeants politiques et la population en général.

Oui, nous avons évolué et nous élaborons, d'année en année, des pratiques originales pour les participantes, les participants, et des façons de faire démocratiques dans nos organismes (gestion participative, partage du pouvoir au conseil d'administration...). Nous partageons des principes d'éducation populaire et une approche respectueuse des personnes, prônant des valeurs qui mettent ces dernières au centre de nos actions. Nous avons le souci constant de nous améliorer et de vivre réellement selon nos convictions. Alors, comment se fait-il que, avec toute cette expertise, tous ces efforts, nous soyons si peu reconnus et que la grande majorité des groupes ne soit pas suffisamment financée? N'est-ce pas là une question qui nous incite à nous interroger sur le message que nous véhiculons et sur nos actions politiques et stratégiques?

En matière de reconnaissance et de financement des groupes, nous stagnons depuis plusieurs années. Il y a urgence à agir, et cette urgence passe par des façons de faire différentes, des stratégies nouvelles qui nous mettront plus en évidence et qui feront en sorte que le monde politique et la population en général comprennent mieux notre mission.

Il y a continuité dans l'action si l'on parle de notre réorganisation interne (tendre vers une vision globale plutôt que vers une intervention par dossiers...) et de nos réflexions en tant que membres d'un regroupement (comme notre démarche en lien avec notre *Déclaration de principes* établie lors du dernier congrès d'orientation); il y a peu de continuité si l'on parle de revendications, par exemple d'une reconnaissance formelle de la part du gouvernement dans la *Politique gouvernementale d'éducation des adultes et de formation continue*.

Pour ce qui est de la communication efficace et de notre *leadership* en éducation des adultes, cela passe encore par la survie des groupes. Nous aurons beau avoir les plus beaux principes, si nous n'avons pas assez de financement, nous allons crever. Il y a encore des personnes au Regroupement qui y croient, mais regardons notre relève: d'abord y en a-t-il une et, si oui, sera-t-elle là encore longtemps si la situation des groupes ne s'améliore pas?

Le contexte social change et exige que nous redéfinissions nos façons d'intervenir. Il faut établir des alliances dans de nouveaux milieux (culturel, économique, municipal...) et modifier légèrement notre discours, pas le transformer mais l'adapter, pour toucher des cordes sensibles. S'il faut parler d'économie, nous en parlerons. Sortons de nos sentiers habituels et osons, innovons... Et cela ne veut pas dire se prostituer à tout prix. D'autres regroupements, tels que le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) ou la Fédération des femmes du Québec (FFQ), parviennent, avec moins de ressources que nous, à occuper l'espace public et à faire parler d'eux. Alors nous, avec notre nombre important et notre grande créativité, fonçons! ■

LE POLITIQUE

Les stratégies d'intervention et de sensibilisation du RGPAQ sont-elles toujours appropriées ?

Billet de Marcel Desjardins

Discussion entre Marcel Desjardins, coordonnateur, Centre Alpha des Basques (Trois-Pistoles), et Yanick Descheneaux, coordonnateur, Ludolettre (Saint-Léonard-d'Aston)

Pour franchir la rivière, il faut un pont

Une rétrospective rapide des 25 dernières années du Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec (RGPAQ) nous montre à quel point son action a fait évoluer la cause de l'alphabétisation populaire au Québec. On constate en effet qu'en dehors de quelques intervenants extérieurs, notamment l'Institut de coopération pour l'éducation des adultes (ICEA), tous les gains acquis depuis 25 ans en alphabétisation populaire sont le fait du travail constant du RGPAQ et de ses groupes membres. Ces gains comprennent entre autres les suivants: la reconnaissance de l'alphabétisation populaire, son financement à l'arraché (encore nettement insuffisant) par l'entremise de différents programmes gouvernementaux¹, la préservation de l'autonomie des groupes dans leurs structures démocratiques, leurs pratiques et leurs missions même s'ils participent à ces programmes et, enfin, la défense des droits des personnes analphabètes ou peu scolarisées.

Bien sûr, cela n'a pas toujours été facile. Il aura fallu inciter les groupes membres à se rallier pour en arriver à un certain consensus sur les fondements et les objectifs de l'alphabétisation populaire, de même que sur la mission des groupes. Puis, amener la population à reconnaître que l'analphabétisme constitue un problème social qui touche directement un fort pourcentage de gens – et indirectement l'ensemble de la collectivité – et à apprécier les solutions proposées par le mouvement de l'alphabétisation populaire. Enfin, rappeler constamment aux dirigeantes et dirigeants politiques que l'analphabétisme est un fléau affectant le développement social, culturel et économique d'une nation,

qu'il existe des solutions et que l'alphabétisation populaire doit être reconnue et, par conséquent, incluse dans des projets de loi touchant le domaine de l'éducation et des transformations sociales.

Au cours des ans, le ministère de l'Éducation a fini par reconnaître les deux réseaux d'alphabétisation au Québec – le réseau de l'alphabétisation populaire et celui des commissions scolaires – ainsi que l'importance de les soutenir financièrement.

Mais si les luttes engagées pour la reconnaissance et le financement ont coûté très cher au RGPAQ en termes d'énergie humaine, les résultats n'ont jamais satisfait aux besoins clairement exprimés par les groupes; tout au plus, a-t-on sorti ces derniers de la dèche totale pour leur faire atteindre le seuil de la pauvreté. Rappelons-nous le temps où la moyenne des subventions octroyées par le MEQ tournait autour de 25 000\$ par groupe. Bien qu'aujourd'hui cette moyenne atteigne les 80 000\$, il faudrait au moins tripler l'enveloppe destinée à l'alphabétisation populaire pour que les groupes puissent continuer à répondre à leurs besoins actuels, sans parler des besoins non comblés et de la nécessité d'implanter de nouveaux groupes.

Il reste beaucoup à faire, et on sent un essoufflement compréhensible un peu partout au sein du mouvement de l'alphabétisation populaire. Quelles solutions proposer? Un rapprochement avec l'ensemble du mouvement communautaire pour revendiquer avec force les ressources qui nous permettraient d'accomplir avec sérénité la mission

¹ Le programme Organismes volontaires d'éducation populaire (OVEP); le Programme de soutien à l'alphabétisation populaire autonome (PSAPA); le Programme d'action communautaire sur le terrain de l'éducation (PACTE); les Initiatives fédérales-provinciales conjointes en matière d'alphabétisation (IFPCA).

dans laquelle nous nous sommes investis? Un rapprochement a été tenté à maintes reprises, mais les résultats ont été malheureusement peu concluants. Comme personne ne viendra nous proposer de solutions miracles, il importe de construire nous-mêmes le pont qui permettra à l'alphabétisation populaire autonome de sortir de la stagnation et de jouer pleinement son rôle d'agent de transformation sociale, et ce, dans le respect des travailleuses et des travailleurs qui y engagent tout leur cœur et toute leur énergie. ■




Commentaire de Yanick Descheneaux en réaction au billet de Marcel

Je ne sais pas, mon cher Marcel, si c'est moi qui suis trop pessimiste, mais il me semble que la cause de l'alphabétisation populaire et, conséquemment, la perception que les gens ont de l'analphabétisme n'ont pas tellement évolué avec le temps. Bien sûr, le financement des groupes s'est accru au fil des ans. Cependant, malgré 25 ans de revendications, le mouvement de l'alphabétisation populaire demeure au 4^e sous-sol des priorités du ministère de l'Éducation. La preuve? Fini le programme distinct! Maintenant, l'alphabétisation populaire ne représente qu'une des plantes du «terrain de l'éducation» (pensons au

PACTE). Si l'alphabétisation populaire était si importante et si reconnue, je crois que le gouvernement lui donnerait, ou plutôt redonnerait, un programme distinct financé adéquatement. Je crois également qu'il en ferait la promotion, qu'il mettrait sur pied, à l'échelle nationale, de véritables campagnes de sensibilisation au problème de l'analphabétisme et qu'il ne tâcherait pas de diminuer de moitié le nombre d'analphabètes au Québec en changeant les critères de définition de l'analphabétisme!

Par ailleurs, je ne trouve pas, contrairement à toi, que l'analphabétisme et l'alphabétisation populaire soient, plus qu'avant, connus et reconnus par la population en général. S'ils l'étaient, comment expliquer cette réaction d'étonnement à la suite du dévoilement, par Jacques Demers, de son analphabétisme? À mon avis, les gens croient encore que l'analphabétisme est une tare réservée aux personnes âgées qui n'ont pas eu la chance d'aller à l'école et, de ce fait, que

ce problème mourra avec celles et ceux qui le vivent. Mais nous savons bien qu'il n'en est rien!

Là où je partage ton point de vue, c'est par rapport au chemin qu'il reste à accomplir. Oui, l'essoufflement est palpable. Oui, les formatrices et les formateurs en alphabétisation sont des gens dévoués et sous-payés. Mais quand on choisit comme lutte prioritaire le financement des organismes au détriment de la sensibilisation de la population aux réalités des personnes analphabètes, ainsi qu'à l'existence et à la complexité de l'analphabétisme, on se tire dans le pied. Au lieu de remettre sur la place publique un problème social criant, on choisit de faire la queue avec tous les autres mouvements populaires en attendant nos quelques miettes de pain. Il me semble que la pression populaire qui aurait découlé d'une campagne de sensibilisation à l'inaction du gouvernement et à l'impor-

tance du problème aurait eu, en bout de ligne, plus de chance de nous procurer le financement tant recherché. Et peut-être aurions-nous vu autre chose que les slogans de la Fondation pour l'alphabétisation dans les médias et dans les rares émissions d'affaires publiques traitant de la question, autre chose aussi que son chiffre de 830 000 personnes analphabètes² au Québec. Peut-être aurions-nous entendu un message qui nous ressemble plus. Et qui ressemble plus à la réalité. Cette réalité que vivent nos participantes et nos participants quotidiennement. ■

Réplique de Marcel à Yanick



Yanick,

Bien que je considère tes arguments très intéressants dans l'ensemble, j'aimerais apporter quelques petites précisions qui pourraient enrichir la discussion.

Parlant de la reconnaissance de l'alphabétisation populaire et de son financement, tu écris: «je crois que le gouvernement lui donnerait, ou plutôt redonnerait, un programme distinct financé adéquatement». J'espère que «le gouvernement» ne représente pas pour toi le ministre de l'Éducation, le sous-ministre ou autres hauts fonctionnaires responsables de l'alphabétisation. Tu sais pertinemment que ces gens-là bougent seulement lorsque la pression devient insoutenable, ce qui n'est évidemment pas le cas ici.

Concernant le cas Jacques Demers, ce qui a surpris la population, ce n'est pas l'ampleur du problème de l'analphabétisme, mais plutôt que l'homme ait pu réussir d'aussi grandes choses malgré son handicap. Contrairement à toi, je crois que la population est assez bien informée de la situation de l'analphabétisme au Québec. Par contre, elle n'agit pas, elle constate un fait; les gens ne réagissent que lorsqu'ils sont directement touchés par un problème.

Enfin, mon cher Yanick, j'ose espérer qu'on n'aura pas «à faire la queue avec tous les autres mouvements populaires en attendant nos quelques miettes de pain» encore longtemps; l'allusion m'a fait grincer des dents! ■

LE PÉDAGOGIQUE

Y a-t-il encore des différences entre ce qui se fait dans les commissions scolaires et ce qui se fait dans les groupes populaires en alphabétisation ?

Billet d'Élise De Coster

Nous sommes uniques

Il y a évidemment bien des façons de répondre à cette question. L'une d'entre elles est de regarder ce qui se fait, sur le plan pédagogique, dans les deux réseaux et de comparer en se demandant: *Est-ce pareil, pas pareil, semblable ou complètement différent?* Pour ma part, je crois qu'on obtiendrait une réponse beaucoup plus significative en s'interrogeant sur trois mots clés: encore, pédagogie et différence.

On pourrait aussi se poser la question autrement: *Qu'est-ce qui, depuis toujours, fait vraiment la différence? Sommes-nous différents ou simplement uniques?*

D'abord, entendons-nous pour dire que la ressemblance, s'il y en a une, réside dans le fait que les deux réseaux se préoccupent d'alphabétisation. Les méthodes d'apprentissage de la lecture, de l'écriture et du calcul peuvent parfois être similaires, parfois même, j'imagine, être semblables. Nous partageons aussi certainement notre amour des participantes, des participants et le respect que nous leur vouons; nous souhaitons de tout cœur qu'ils atteignent leurs objectifs et que leur vie soit meilleure. Toutefois, cette ressemblance ne nous rend pas pour autant pareils. Nous ne faisons pas le même travail, et ce, depuis toujours.

Le mot encore nous ramène tout au début de l'alphabétisation populaire. Y retourner peut d'ailleurs nous aider à voir où se situe réellement la différence et à mieux comprendre comment elle marque notre identité. Déjà, à la

Discussion entre Élise De Coster, coordonnatrice en alphabétisation, Carrefour d'éducation populaire de Pointe Saint-Charles (Montréal), et Stéphanie Valiquette, formatrice, A.B.C. des Manoirs (Terrebonne)

fin des années 60, des citoyennes et des citoyens réagissent aux programmes scolarisants du gouvernement, forment des groupes et proposent des solutions plus près de leurs besoins et de leur réalité. Certains de ces groupes expérimentent et adoptent la méthode de conscientisation de Paolo Freire¹. L'alphabétisation populaire se construit en réaction à un système sociopolitique et socioéconomique qui met en échec, exclut et marginalise une partie de ses membres, souvent parmi les plus pauvres et les plus démunis.

Au séminaire Alpha 80, alors que le ministère de l'Éducation réunit les groupes populaires et les commissions scolaires dans le but de discuter de l'organisation et du financement des services, deux grands courants s'affrontent: «l'alphabétisation populaire s'oppose avant tout non pas à l'alphabétisation scolarisante, mais à la marginalisation sociale et culturelle des "classes populaires", alors que l'alphabétisation dite "scolarisante" veut améliorer la situation d'individus qui n'ont pas accès à l'écrit et qui subissent les conséquences de leur marginalité scolaire et "alphabétique"²».

Dès le départ, l'alphabétisation populaire est en rupture avec l'institution. Elle se positionne autrement, se place ailleurs, sur un autre terrain qui demeurera le sien. La différence est idéologique et déterminante.

1 Pédagogue engagé auprès des opprimés, né au Brésil en 1921. Il a conçu et expérimenté une nouvelle approche pédagogique qui fait de l'alphabétisation un outil d'émancipation collective.

2 Textes collectifs. *Une force en mouvement*, Montréal, Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec, 2003, p. 33.

En 1986, le Regroupement se dote d'une *Déclaration de principes* dans laquelle est affirmé que «l'alphabétisation populaire est une approche polyvalente en éducation populaire autonome dont la spécificité se retrouve à travers sa dimension pédagogique – décrite en quatre points – sa dimension politique et son implication sociale». En 2004, le Regroupement apporte quelques modifications au document, qui ne comporte désormais qu'une seule mention à la pédagogie parmi les 17 principes énoncés. Pourtant, les groupes offrent toujours des ateliers de lecture et d'écriture. Si le terme «pédagogie» n'apparaît presque plus, si le comité Formation du Regroupement est devenu le comité Développement des pratiques, ce n'est peut-être pas par fantaisie ou simplement pour démontrer la richesse de notre vocabulaire; il est possible que ces termes décrivent de façon plus exacte le sens de notre pratique.

Choisir la méthode pédagogique qui convient, explorer diverses approches feront toujours partie de notre travail, mais sans en constituer le volet le plus important, car cela risquerait de nous éloigner du sens réel de nos pratiques. Dans le contexte de l'alphabétisation populaire, nos pratiques sont spécifiques parce qu'elles sont nées d'une lecture spécifique de la réalité sociopolitique, d'une conception spécifique de l'analphabétisme et d'objectifs spécifiques de transformation sociale. Notre mouvement a sa propre histoire et sa propre culture. Qu'on parle de travail en atelier, de cuisines collectives, de mobilisation, d'exercice de la démocratie, de prévention, d'engagement social, de participation à des luttes citoyennes, toutes les pratiques s'inscrivent dans cette culture, même si toutes ne sont pas, au même degré, empreintes de son idéologie.

En atelier, certaines formatrices, certains formateurs resteront plus près des «cartables», d'autres seront plus créatifs. Certains groupes auront envie d'explorer différentes approches, de mettre sur pied des projets nouveaux, d'autres seront plus classiques. Certains groupes seront plus rigoureux dans la mise en place de structures démocratiques favorisant l'engagement des adultes, d'autres le feront de façon plus informelle. Certains seront plus habiles à mobiliser

les participantes et les participants de leur groupe, d'autres militeront dans leur quartier en siégeant à des comités, des groupes de travail ou en soutenant des actions citoyennes issues de la communauté, d'autres encore seront des chefs de file en prévention. Avoir une idée claire et partagée de l'alphabétisation populaire à l'intérieur d'un groupe permet d'établir un ensemble de pratiques cohérentes, interreliées et indissociables.

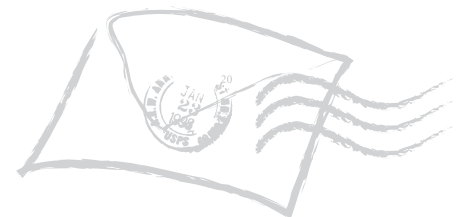
L'alphabétisation populaire est aussi unique parce qu'elle est depuis toujours engagée sur la voie de la conscientisation³. «L'analphabétisme est conçu comme un problème social, lié à des conditions de pauvreté et d'inégalité. Le groupe, le sentiment d'appartenance et la conscience de sa situation en tant que groupe défavorisé sont des éléments importants de la conscientisation. Tout le processus se fait à partir des personnes directement concernées⁴.»

L'alphabétisation populaire est unique dans son désir et sa façon de remettre à jour ses pratiques. Elle répond d'abord aux besoins des participantes et des participants plutôt qu'aux priorités gouvernementales trop souvent d'ordre économique.

L'alphabétisation populaire est unique, car elle est libre de choisir ce qu'elle fera et ce qu'elle refusera de faire.

Le fait qu'une grande partie des pratiques – défense des droits, participation aux luttes citoyennes, prévention, sensibilisation, recrutement – a lieu à l'extérieur des locaux des groupes, au sein de la communauté, en collaboration avec d'autres groupes populaires, rend aussi l'alphabétisation populaire unique.

Nous sommes uniques et nous devons l'assumer. Si nous nous efforçons de le demeurer, nous ne ressemblerons à personne d'autre qu'à nous-mêmes, personne ne pourra nous confondre, personne n'osera nous confondre. ■



3 Basée sur l'analyse critique, cette approche mène à des luttes collectives visant la transformation sociale. Formatrices, formateurs, participantes, participants doivent mener le processus conjointement dans une relation égalitaire.

4 COMITÉ DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES. *La conscientisation selon l'approche de Paulo Freire*, Montréal, Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec, 2003, p. 17.



Commentaire de Stéphanie Valiquette en réaction au billet d'Élise

J'aimerais m'arrêter sur une phrase clé qui me fait entrevoir une menace: «L'alphabétisation populaire est unique, car elle est libre de choisir ce qu'elle fera et ce qu'elle refusera de faire.»

Il y a 25 ans, c'était ainsi, mais aujourd'hui, ce l'est déjà moins. Dans 25 ans, qu'est-ce qu'il en sera? Oui, nous sommes uniques et indépendants, personne ne mettra ce fait en doute. Dans la vingtaine et loin de la retraite ainsi que des bilans, je m'inquiète beaucoup de mon avenir, de notre avenir.

Dans cette société où il y a de moins en moins de dialogue, où les négociations sont de plus en plus difficiles (le gouvernement ne discute pas, il décide sans se demander ce qu'en pense son interlocuteur), où le capitalisme et la performance demeurent au cœur des discours, que seront notre spécificité et notre indépendance à l'heure où moi je prendrai ma retraite?

Malgré toute notre bonne volonté et notre détermination à rester uniques, il n'en demeure pas moins que le gouvernement actuel essaie de nous transformer peu à peu, et de façon très insidieuse, afin de nous intégrer dans le système scolaire en place. Pensons à la récente reddition des comptes du PACTE (le Programme d'action communautaire sur le terrain de l'éducation) où nous devons décrire nos activités en détail, parler du taux de réussite et d'échec, des

compétences théoriques acquises, etc. Nous avons perdu notre distinction avec ce programme. Nous avons beau nous battre, nous faire entendre, on ne nous reconnaît pas à notre juste valeur et, même, on nous ignore souvent. Qu'est-ce qui empêche le gouvernement de faire ce qu'il veut de nous? Surtout dans l'état actuel des choses (grève des enseignantes et des enseignants, les bâillons, etc.).

Depuis des années, nous manifestons pour nous faire reconnaître mais, en fait, nous ne faisons que danser : un pas en avant, un ou deux en arrière. Je crains la fin de ce tango un jour, lorsque notre cavalier en aura marre et décidera de ne plus financer notre programme, d'ailleurs discrétionnaire. Il en va de même pour notre autonomie. Le gouvernement pourrait nous soumettre aux mêmes conditions que la commission scolaire ou imposer à tous les groupes le même programme pédagogique.

En outre, en raison de la désillusion des gens par rapport à la société, la force des mouvements populaires et les désirs de changements sociaux tendent à s'atténuer. Les participantes et les participants que nous accueillons veulent de plus en plus être reconnus comme des personnes à part entière, mais en s'intégrant dans la société actuelle. De plus en plus de décrocheurs frappent à nos portes afin de se «raccrocher» au système, et non de le changer. En raison de leurs besoins, nous sommes amenés, bien malgré nous, à ressembler au système scolaire afin qu'ils réintègrent les rangs de cette société.

Ma crainte ne vient pas de l'intérieur, et j'espère qu'elle n'est pas fondée. Le loup n'est pas encore dans la bergerie, mais il rôde. Aurons-nous encore longtemps la chance d'être différents? ■



Photo : Christiane Tremblay



Réplique d'Élise à Stéphanie

En lisant ton commentaire qui, soit dit en passant, est tout à fait juste, j'ai réalisé que j'aurais dû écrire: «L'alphabétisation populaire est unique car elle est libre.» En effet, comme toi, je constate que les groupes populaires sont de moins en moins libres; l'avenir demeure plutôt sombre, je le sais. Par contre, l'alphabétisation populaire – c'est-à-dire l'approche conscientisante, notre analyse politique et sociale, les solutions que nous proposons – doit rester libre. Même et surtout dans un contexte social et politique où la droite domine. Un peu comme la gauche, dans certains pays d'Amérique latine, qui est restée longtemps tapie et silencieuse. Silencieuse et patiente jusqu'à aujourd'hui où elle refait surface.

L'alphabétisation populaire constitue un phare dans la tourmente. Vision claire et partagée de ce que nous voulons être et de ce que nous voulons faire, elle nous permettra de maintenir le cap. L'alphabétisation populaire existe. Elle a une histoire et une identité qu'elle doit garder. Une histoire et une identité qu'elle doit affirmer. Toutefois, comme nous toutes et nous tous, elle doit aussi apprendre à attendre quand il le faut. Heureusement, elle est forte et saura rester vivante. Gardons notre rêve intact. ■



Réplique de Stéphanie à Élise

En effet, je constate la même chose que toi pour ce qui est des groupes. Nous sommes de plus en plus déterminés à faire entendre notre voix. Effectivement, nous devons être patients et plus encore. Mais je crois, en me basant sur certaines discussions, que nous ne sommes pas les seuls à sentir la menace, cette année particulièrement. Nous nous soulevons tranquillement en ne faisant qu'un, et je sens moi aussi que l'alphabétisation populaire renaît. Elle s'est gonflée d'énergie et elle est maintenant prête à affronter la tempête. Pas seulement la tempête politique, mais aussi celle de la relève. L'alphabétisation populaire a compris qu'il lui faut maintenant transmettre ses valeurs, sa vision et sa liberté si chèrement gagnée. Le beau rêve que vous aviez, plusieurs jeunes l'ont aussi, et nous sommes prêts à unir nos voix. Il reste seulement à nous «éduquer» et à enrichir notre savoir scolaire du savoir de l'alphabétisation populaire. Ainsi, nous garderons cette histoire riche de victoires et cette identité riche de liberté. ■

LE PÉDAGOGIQUE

Y a-t-il encore des différences entre ce qui se fait dans les commissions scolaires et ce qui se fait dans les groupes populaires en alphabétisation ?

Discussion entre Monique Olivier, « retraitée » d'Atout-Lire (Québec), groupe dans lequel elle s'est investie pendant 15 ans, Gilles Landry, formateur, Lettres en main (Montréal), et Lucille Roy, coordonnatrice, Formation Clef Mitis/Neigette (Rimouski)

Billet de Monique Olivier

L'alphabétisation populaire : une visée avant d'être une pratique

L'auteure se dit profondément redevable à chaque personne du groupe Atout-Lire pour tout ce qu'elle y a appris.

Au moment où le Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec (RGPAQ) célèbre son 25^e anniversaire, la question se pose : *En pratique, existe-t-il encore des différences entre l'alphabétisation populaire et l'alphabétisation offerte par les commissions scolaires?* Ainsi formulée, la question présuppose l'existence et la reconnaissance de différences initiales qui se sont peut-être atténuées, voire estompées, avec les années. Est-ce vraiment le cas? Si oui, s'agit-il d'un changement de notre part, de la part des commissions scolaires ou des deux à la fois?

Mon but n'est pas de faire le tour de la question. Je dirai seulement, du point de vue des groupes, que si nos pratiques avaient changé au cours des ans au point où nous ne puissions plus faire la différence aujourd'hui entre les deux approches, cela serait sans doute dû à une perte graduelle de contact de notre part avec les fondements mêmes de l'alphabétisation populaire. Mais, je reste convaincue que notre mouvement, qui conserve pleinement sa raison d'être, affiche encore en pratique ses propres spécificités. Toutefois, il est utile de se rappeler que, pour demeurer vivante, cohérente et bien orientée, une pratique doit de temps en temps être revue à la lumière de la visée qu'elle poursuit, des valeurs et convictions qui l'animent. Tel est l'essentiel de mon propos.

Plus que jamais, le monde demeure malmené par de puissantes sources d'exploitation, d'oppression et d'injustice. Les humains sont rassemblés dans des structures sociales hiérarchisées et compétitives qui finissent, à l'échelle planétaire, par s'opposer entre elles. La dynamique de ces hiérarchies et les tensions qu'elles créent blessent la vie humaine et nous conduisent à la catastrophe. L'espérance du monde repose sur l'éveil des consciences et sur la volonté d'agir pour transformer cette réalité. Un peu partout, des femmes et des hommes, en alliance avec des populations meurtries, humiliées et exclues, sont engagés dans une démarche d'éducation populaire et de libération commune. L'alphabétisation est le champ d'engagement que nous avons choisi pour reconstruire quotidiennement le monde sur des bases plus démocratiques, plus égalitaires et plus solidaires. Cette visée colore nos façons d'être, de faire, d'agir et d'interagir, et élargit l'éventail de nos pratiques. Elle nous distingue idéologiquement et concrètement.

L'école, pour sa part, poursuit la mission de transmettre des savoirs, de développer des habiletés sociales et de contribuer ainsi au développement de la personne et de la société. En alphabétisation des adultes, les pratiques pédagogiques relèvent d'un modèle d'intervention andragogique et humaniste. L'école, même dans le cas d'une pédagogie dynamique, conserve dans son mode d'organisation des repères relativement stables que recherchent plusieurs adultes en processus d'alphabétisation et qui leur con-

viennent. Elle représente pour eux un choix de lieu d'alphabétisation. Toutefois, il est sûrement plus difficile de faire émerger des projets de transformation sociale dans une institution plus orientée vers l'adaptation et l'intégration sociales que vers le changement en profondeur. En fait, l'institution scolaire tend à reproduire, dans son mode d'organisation et d'interaction, l'ordre social établi. Cette tendance teinte globalement ses pratiques et les distingue de celles que nous retrouvons dans nos groupes.

Nous l'avons compris, pour qu'un monde meilleur cesse d'être la poursuite d'une lointaine utopie, il est impératif de nous appliquer tous les jours à faire atterrir le rêve, à rêver éveillé. Ainsi, cherchons-nous à organiser nos milieux à partir des principes qui nous animent. Cette volonté finit par prendre forme dans le type d'interrelations qui s'établissent dans nos groupes, nos structures de fonctionnement, notre mode de gestion, notre façon de penser l'éducation, notre pédagogie, et même notre vocabulaire puisque les mots employés cherchent à traduire une réalité et à nous distancer d'une autre.

Notre approche éducative s'inscrit dans le temps. Elle relève d'une vision existentielle, sociale et politique de l'aventure terrestre et de l'avancée des peuples. Elle repose sur des valeurs bien définies et des convictions profondes. Il est clair pour nous que toutes les personnes sont égales en droit et en dignité, que nous sommes toutes et tous les actrices et les acteurs de notre propre vie, les sujets de notre histoire personnelle et sociale, les agentes et les agents de nos propres apprentissages. Toutes les personnes devraient donc être traitées comme telles. L'exercice de la démocratie doit favoriser des prises de parole multiples et diverses, et permettre à chaque personne de prendre sa place dans une société enrichie de la contribution de chacune et chacun. Devant tout ce qui, érigé en système, peut blesser la dignité humaine, brimer l'autonomie et l'autodétermination des personnes, et les exclure des lieux de décision, la solidarité se révèle une force d'émergence indispensable. Notre projet éducatif se veut une pratique d'engagement citoyen et de liberté.

Ainsi, l'alphabétisation populaire a été fortement nourrie, au cours des années, par la théorie de la conscientisation telle qu'élaborée par le pédagogue brésilien Paulo Freire dans les années 70. Véritable «pédagogie des opprimés», la conscientisation cherche à créer les conditions nécessaires

pour que s'installent un dialogue fécond et une démarche d'analyse entre des femmes et des hommes vivant les mêmes situations limites. Au creux de ce partage, de ces échanges d'idées, de cette recherche des causes qui affectent leur vécu, émergent chez les gens un état de conscience renouvelé et une pensée critique qui ouvre sur de toutes nouvelles perspectives.

Les personnes comprennent alors que la source de leurs problèmes est complexe et se situe bien en dehors d'elles, dans des systèmes d'intérêts économiques, politiques et culturels qui créent des gagnantes, des gagnants et des perdantes, des perdants. Elles découvrent peu à peu qu'elles ne sont pas individuellement responsables d'une situation, qu'elles n'ont plus à vivre dans la honte, comme si c'était une fatalité. Dès lors, elles trouvent la force et l'élan nécessaires pour passer du rôle de victimes soumises à celui de sujets pleinement conscients et capables de transformer leur vie individuelle et collective. «Personne ne libère personne, les hommes et les femmes se libèrent ensemble», disait Freire.

Ce qui était vrai dans le Brésil d'hier me semble n'avoir rien perdu de son actualité dans le contexte de l'organisation sociale contemporaine. Au Québec aussi la pauvreté détruit quantité de gens et produit des milliers de personnes analphabètes doublement exclues et marginalisées, en situation de rupture et d'injustice sociale. Il me semble urgent que ces personnes apprennent à lire et à écrire de façon à pouvoir aussi décoder les mécanismes sous-jacents de la société dans laquelle elles vivent, mécanismes qui affectent directement leur situation sociale et leurs conditions de vie: prises de conscience nécessaires pour se libérer de ses entraves, prises de conscience indispensables pour entrer de plein droit en personnes fières et solidaires dans l'exercice de la démocratie.

L'alphabétisation conscientisante demeure donc, à mon sens, une démarche libératrice qui intervient à la fois sur la cause et sur les conséquences d'un phénomène social encore très présent malgré la scolarisation obligatoire et tous les efforts consacrés à la réussite scolaire. Mais de nouveaux fronts de luttes apparaissent. La mondialisation néolibérale nous atteint au cœur même de nos quartiers et pose de nouveaux enjeux. L'action conscientisante peut nous ouvrir sur le monde et interpellier nos solidarités au sein d'un «réseautage» étendu de personnes dont les destins apparaissent désormais liés.

Toutefois, selon Freire, on ne se libère pas seulement avec des idées, ni de l'analphabétisme, ni de la pauvreté, ni d'un système d'exploitation érigé en Dieu. L'action citoyenne violente et persévérante représente la clé qui libère individuellement et collectivement d'un système qui est toujours, mais non moins réel. En ce sens, les petits laboratoires de personnes sont des lieux fraternels

discussions suscitées autour d'un thème choisi collectivement. Ce thème porte sur les intérêts, les conditions de vie des gens, l'actualité sociale et politique, l'environnement, etc. L'alphabétisation populaire se situe au cœur de la démarche des personnes et de l'action du groupe. Elle ouvre sur d'autres savoirs dans une approche intégrée de développement des connaissances. L'objectif inclut la promotion des personnes et de leur culture ainsi que le respect des rythmes individuels d'apprentissage.

Cela a plein de sens. Cela tient d'une autre logique. Cela peut être rempli de joies, sans être tout beau et tout rose. En effet, notre projet éducatif est très souvent de l'ordre du défi et du difficile. Comme la vie: mouvements et mouvance. Comme la vie difficile des gens au bas de l'échelle. Un processus d'apprentissage et de libération qui se déploie rarement d'une façon linéaire, mais qui fait des vagues, avec ses hauts et ses bas. Et qui nous lie, nous secoue, nous conditionne, parce que nous sommes alliés et que nous avons choisi d'être «avec» dans une démarche de libération commune et de coconstruction d'un monde inclusif.

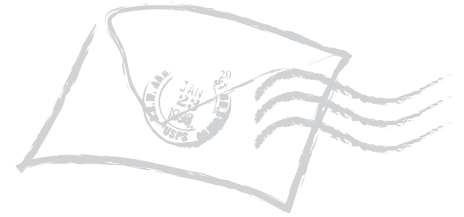
Nos questionnements demeurent multiples et incessants. Il appartient à chacune, à chacun d'entre nous, ainsi qu'à chaque groupe, de relever ses propres réussites et problèmes de façon à pouvoir enrichir, dans le partage des expériences, les discussions intergroupes sur nos pratiques. Pour ma part, plusieurs défis et difficultés ont jalonné ma pratique d'hier: traiter le «temps» en ami, maintenir une juste tension entre des objectifs d'éducation populaire et d'autres reliés à l'apprentissage de la lecture et de l'écriture, suivre et analyser la conjoncture à travers les faits saillants d'une actualité galopante, produire sur mesure des démarches d'éducation et du matériel d'apprentissage de qualité, défis dans l'animation, dans la mobilisation. Difficultés également à concrétiser mon idéal de relations égalitaires dans un contexte d'aliénation où notre influence est démesurée, à trouver du temps pour chercher comment dépasser mes propres limites d'enseignement du langage écrit, à déterminer les critères ainsi qu'un mode holistique d'évaluation de mon action. Enfin, faut-il le dire, difficultés occasionnelles à absorber l'impact émotif de certaines déceptions.

Mais *difficile* n'a jamais voulu dire *impossible*. Notre projet exige efforts, partage et soutien mutuel. Il exige surtout, je pense, que nous nous accrochions à notre rêve. Que nous

partagions notre visée. Car, dans la mouvance des conjonctures, dans le difficile du quotidien, les stratégies s'imposent souvent d'elles-mêmes quand on a une visée commune. Et avec elles naît une synergie porteuse et à son tour créatrice.

Nous sommes engagés, avec les personnes que nous accompagnons, dans une longue marche d'affranchissement pacifique qui exige résistance et endurance. Petit à petit,

l'alphabétisation populaire, vécue dans cette perspective de construction commune d'un monde plus juste, plus égalitaire, plus respectueux des ressources de la nature, plus pacifique, nous amène à travailler pour aujourd'hui et pour demain. Notre visée oriente nos pratiques. ■



Commentaire de Gilles Landry en réaction au billet de Monique



Le texte de Monique Olivier présente une vision de l'alphabétisation populaire qu'on pourrait qualifier d'historique et de classique. Une vision qui en appelle à la réflexion critique, à Paolo Freire, à la conscientisation, à l'engagement social, au militantisme, à l'égalité entre animatrices, animateurs et participantes, participants, à la prise de pouvoir, à la transformation sociale, à la gestion collective, bref une alphabétisation de combat, d'humanisme et d'utopie.

Cette «recette» idéologique peut sembler surprenante de prime abord, mais elle s'explique assez aisément. En effet, comme le disait Jean-Paul Hauteœur (chercheur qui a dirigé la série des Alpha dans les années 70, 80 et 90): «L'alphabétisation populaire a été créée par des ML¹ et des poteux.» (Comme j'y ai moi-même un peu contribué, il vous reste à deviner à quel groupe j'appartenais.)

Pour ma part, j'adhère tout à fait à cette vision de l'alphabétisation populaire et je dois ajouter que cela me fait toujours chaud au cœur de constater qu'on puisse encore la brandir comme un étendard. (Merci Monique!)

Par contre, je ne suis pas convaincu que le modèle de groupe populaire décrit dans le texte soit si représentatif de

l'ensemble des organismes de notre Regroupement. Effectivement, depuis quelques années, j'ai eu la chance de visiter plusieurs groupes et j'ai eu l'occasion d'assister à plusieurs rencontres régionales et nationales (assemblées générales, congrès d'orientation, rencontres de formation, etc.). À plusieurs reprises, j'ai remarqué que certains groupes semblaient un peu «allergiques» à cette vision de l'alphabétisation populaire qui leur apparaissait comme vieillie et ancrée dans le passé. À quoi est-ce dû? Peut-être aux exigences de plus en plus lourdes des bailleurs de fonds. Peut-être au fait que les intervenantes et les intervenants en alphabétisation populaire se voient de plus en plus comme des professionnels de la pédagogie plutôt que comme des militantes et des militants. Peut-être au vieillissement des actrices et des acteurs qui partagent cette vision de l'alphabétisation populaire. Peut-être simplement parce qu'il y a de moins en moins de ML et de poteux dans nos rangs.

Par ailleurs, il est évident que la plupart des groupes qui prennent leurs distances avec une vision qu'ils trouvent un peu dépassée ont tout de même des pratiques qui se démarquent de celles du milieu scolaire. Il est seulement dommage que cette nouvelle vision n'arrive pas à se structurer dans un discours cohérent et ne se laisse deviner que par des réactions à la vision «classique». Pour ma part, j'aimerais entendre ce nouveau discours pour pouvoir en débattre et trouver des consensus, parce que je crois que le développement de l'alphabétisation populaire ne peut se faire que dans l'adhésion de toutes et de tous à une vision commune. ■



Commentaire de Lucille Roy en réaction au billet de Monique et à celui de Gilles

Quel plaisir de lire Monique Olivier! J'ai l'impression de me retrouver effectivement dans un livre de Paolo Freire. Son verbe est d'une qualité exceptionnelle et je l'en félicite! Elle relate efficacement le développement du mouvement de l'alphabétisation populaire au Québec... et c'est tout à fait passionnant! Le terme *visée* plutôt qu'*approche* pour parler d'alphabétisation populaire me plaît et me rejoint, mais je lui donne une orientation différente. Quant à la réponse de Gilles Landry, elle m'a d'abord fait sourire, mais surtout réfléchir. Je dois ici vous préciser que je ne fais partie ni des ML ni des «poteux» de l'époque (trop jeune, peut-être?).

D'entrée de jeu, j'aimerais rappeler que dans tout mouvement, il y a les radicaux et les «mous» – dont je fais partie – qui sont un peu comme le roseau dans la fable *Le Chêne et le Roseau*: ils penchent mais ne se rompent pas. Certaines personnes penseront peut-être que nous ne savons pas d'où nous venons ni où nous allons, penchant d'un côté puis de l'autre. Détrompez-vous. Pour ma part, je suis de ces gens qui cherchent l'équilibre et un juste milieu dans leur vie, tant personnelle que familiale et professionnelle. Et les personnes qui travaillent avec moi recherchent aussi cet idéal de bien-être. Oui, n'oublions pas que nous œuvrons en alphabétisation populaire d'abord par choix, et je crois que c'est ainsi que cette approche prend tout son sens. Au départ, il est vrai que la philosophie, la visée de Paolo Freire nous interpellent comme alphabétiseur: c'est l'idéal à atteindre. Nous choisissons alors ce milieu pour ce qu'il représente pour nous, un endroit où le respect, le partage, la dignité et la conviction de bâtir un monde meilleur passent bien avant le côté pécuniaire. Celles et ceux qui y demeurent le font toujours au nom de cet idéal, et c'est dans ce sens que j'utilise le mot *visée*.

N'oublions cependant pas que derrière tout militantisme pur, il y a une forme de contrôle, parfois inconscient, je

l'avoue, mais qui peut devenir très contraignant. Comment puis-je me sentir respectée et écoutée si je dois toujours tenir un discours dicté par le groupe, par le penseur ou par le passé? Peut-être vais-je trop loin, mais c'est tout de même de cette façon que je vois les choses. Je souhaite que mon groupe d'alphabétisation populaire adhère à un mouvement, à une organisation qui partage ses valeurs et attitudes. Actuellement, je trouve cela dans deux structures: au Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec (RGPAQ) et à la Table de concertation régionale d'alphabétisation où siègent quatre autres groupes populaires en alphabétisation et sept commissions scolaires. Au RGPAQ, j'ai constaté depuis quelques années que l'organisme avait revu certaines de ses orientations et façons de faire (décentralisation de l'assemblée générale annuelle, régionalisation des rencontres de toutes sortes, etc.). Cette remise en question a été pour notre organisme un élément déclencheur qui a favorisé notre adhésion au Regroupement. Quant à la Table de concertation régionale, les gens des commissions scolaires qui y siègent sont issus du «terrain», c'est-à-dire qu'ils travaillent directement avec les personnes démunies et en difficulté. C'est sans doute pour cela d'ailleurs que nous partageons un discours similaire et travaillons dans le même sens avec nos moyens et nos contraintes. Les gens «terrain» de ce réseau doivent, eux aussi, défendre continuellement leur participation à la table de concertation, car si ce n'était que de leurs supérieurs, ils n'y siègeraient pas. C'est notre façon à nous, en région éloignée, de travailler à un monde meilleur pour les plus démunis et nous y arriverons seulement si nous nous serrons les coudes contre «vents et marées» dans une même cause.

Pour ce qui est de la différence ou plutôt des différences entre les deux réseaux, elles sont nombreuses. Nos pratiques, nos approches, nos milieux de travail, nos règles de vie et de gestion sont autant d'éléments qui nous distinguent. Je n'inclus pas ici, volontairement, tout ce qui concerne le financement: cela relève d'un autre discours... Pour avoir siégé, au fil des ans, à des regroupements et des structures à l'échelle régionale ou provinciale, je suis maintenant convaincue que la richesse est dans la diversité. Au RGPAQ, à l'automne 2005, je vivais ma première expérience d'assemblée générale. J'étais très attentive au contenu présenté, mais surtout aux personnes qui intervenaient et

qui alimentaient le discours. Effectivement, il y a deux types de discours au Regroupement et c'est très bien ainsi: celui un peu plus radical tenu par la vieille garde, sans doute des consœurs et des confrères de l'époque de Monsieur Landry (Gilles et non Bernard...), mais aussi par des personnes qui interviennent dans les grandes régions urbaines telles Montréal et Québec. Ces gens ont des grands dossiers urbains (transport en commun, pauvreté, logement social) à défendre. L'autre discours, plus modéré, ou devrais-je dire plus modulé, est tenu par les groupes des régions éloignées. Sûrement vous demanderez-vous pourquoi il en est ainsi? J'ai peut-être une partie de la réponse.

Les gens des régions éloignées connaissent souvent les mêmes problèmes (chômage, pertes d'emplois, logements sociaux manquants et logements désuets, conditions de vie précaires, etc.) qu'en milieu urbain, mais avec une ampleur moindre. Les gens des régions vivent dans de petits milieux où l'entraide, la générosité et le soutien de l'entourage sont présents. En zone urbaine, c'est plus difficile, car l'anonymat prime souvent et isole encore plus les démunis. Le seul recours qu'ont ces personnes est de se tourner vers les groupes communautaires qui leur viennent en aide tant dans leurs besoins de survie que dans la défense de leurs droits. Les membres de ces groupes communautaires doivent donc tenir un discours plus politisé et militant pour défendre ces personnes démunies. Les gens des régions appuient souvent ces mouvements à l'échelle provinciale, mais ne se sentent pas pour autant interpellés dans leur propre milieu. Cela se passe différemment chez nous.

J'ai aussi siégé à l'Équipe interrégionale en alphabétisation (EIA), jusqu'à sa dissolution à la fin des années 90. Cette équipe était constituée de membres représentant des régions administratives et issus de groupes populaires ou de commissions scolaires. Devant les propos de personnes qui intervenaient toutes directement auprès d'adultes analphabètes, j'ai pu constater, encore une fois, que le discours qui nous animait était plus coloré par la région d'où nous provenions que par nos milieux d'intervention.

Je ne nie pas que l'ensemble des interventions en milieu scolaire ne correspond pas à ce qui se fait dans les groupes, mais pour certains milieux, et il y en a de plus en plus dans notre région, on trouve des ressemblances avec nos manières d'intervenir. Par exemple, quelques centres d'éducation des adultes offrent des ateliers non seulement

scolaires mais aussi sur le développement global de la personne, en tenant compte des compétences, des aptitudes, etc. Certains de ces ateliers, pour y avoir assisté comme chargée de cours de l'Université du Québec à Rimouski, ressemblent énormément à ceux de notre organisme. D'autres encore concluent des ententes avec les groupes populaires pour offrir des ateliers de formation, sachant que ces derniers sont les seuls à pouvoir répondre adéquatement à des besoins spécifiques de la population analphabète. Cela ne veut pas dire qu'il faut pour autant remettre en question notre structure, ou plutôt la visée de nos actions. Loin de là! Si, au fil des ans, nous avons réussi à faire valoir nos façons de faire au point qu'elles sont reprises dans certains milieux scolaires plus ouverts, soyons-en fiers! Quelle belle reconnaissance de nos actions et de notre mission!

Se remettre en question périodiquement dans un mouvement comme le nôtre se révèle très sain. Cela permet de vérifier la visée de tous et chacun, de s'adapter aux réalités des nouvelles, des nouveaux qui n'ont pas tous l'historique du Regroupement dans leur bagage, bref de remettre les pendules à l'heure.

L'évolution n'est pas toujours signe d'avancement: elle peut aussi vouloir dire changements (positifs ou négatifs). Mais nos avancées à nous, dans le communautaire, témoignent d'améliorations de toutes sortes. Et je crois que c'est au Regroupement que nous les devons. Et si ce n'était que pour ces raisons que certaines et certains d'entre nous étions là, ce serait déjà beaucoup pour l'existence de ce mouvement. La force d'un mouvement ne réside-t-elle pas dans ses membres? Plus nous serons nombreuses et nombreux à croire en nos forces (dures ou molles...), plus nous serons solides!

J'aimerais terminer cette réflexion en félicitant toute l'équipe du RGPAQ, du moins les personnes que j'ai pu côtoyer lors de l'assemblée d'octobre 2005, pour le magnifique travail accompli et surtout pour l'ouverture d'esprit dont elle a fait preuve envers tous les groupes, qu'ils soient des purs et durs ou des impurs un peu mous... ■

Quel rôle peuvent jouer les adultes qui fréquentent nos groupes populaires? Que souhaitent-ils? Leur réalité a-t-elle beaucoup changé en 25 ans?

Discussion entre Line Gélinas, formatrice, La Clé en éducation populaire de la MRC de Maskinongé, Yanick Descheneaux, coordonnateur, Ludolettre (Saint-Léonard-d'Aston), Françoise Boucher, coordonnatrice, Centre Alpha-Sourd de Montréal, et Louise Whitmore, participante, membre du conseil d'administration, L'Écrit Tôt de Saint-Hubert

Billet de Line Gélinas

Des personnes à part entière

Généralement, lorsqu'une personne arrive dans notre organisme, nous pouvons nous attendre à ce qu'elle soit timide, pas très confiante en ses capacités et un peu craintive face au défi qu'elle aura à relever. Très souvent, son vécu scolaire en est la cause. Il est possible aussi que la vie familiale fût difficile. Heureusement, grâce à l'approche élaborée par les groupes populaires en alphabétisation, cette personne reprendra peu à peu confiance en elle, ce qui facilitera son intégration.

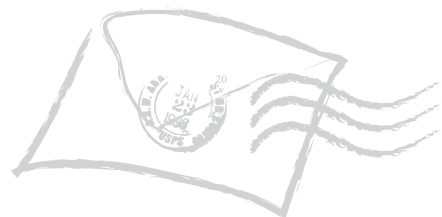
Nous souhaitons que les gens qui fréquentent notre organisme s'investissent pleinement dans leur cheminement, qu'ils retrouvent une meilleure estime d'eux-mêmes et qu'ils acquièrent une plus grande autonomie. Les attentes que nous avons à leur égard doivent toutefois être réalistes. En plus de tenir compte de leur rythme d'apprentissage et de leurs limites, nous devons, surtout, mettre l'accent sur leurs forces afin qu'elles puissent se développer.

La personne participante doit jouer un rôle actif dans sa démarche d'alphabétisation et au sein de l'organisme, par exemple en s'engageant dans les différents comités ou en faisant partie du conseil d'administration. Grâce à l'information qu'elle reçoit, elle peut aussi prendre part à des luttes à caractère social qui la touchent généralement de près.

L'adulte inscrit en alphabétisation souhaite être reconnu comme une personne à part entière. Il désire s'intégrer à la société, avoir un droit de parole et maîtriser sa vie. Il s'attend à recevoir les outils qui lui permettront de réaliser ses objectifs.

Il y a 25 ans, il était bien plus simple de trouver un emploi parce que les critères d'employabilité étaient beaucoup moins élevés. En outre, tout ne passait pas par l'informatique, comme c'est le cas aujourd'hui. Les organismes en alphabétisation ont donc eu à s'ajuster à une nouvelle réalité. En suivant des cours d'informatique adaptés à leurs besoins, les personnes participantes apprennent à surmonter leurs craintes relativement à cette technologie, ce qui les encourage à utiliser d'autres services tel le guichet automatique.

Il est primordial que les groupes populaires en alphabétisation demeurent en constante évolution pour mieux accompagner les participantes et les participants dans leur cheminement, et leur permettre d'accéder à une meilleure qualité de vie. ■



Commentaire de Yanick Descheneaux en réaction au billet de Line



Chère Line,

Après avoir lu ton texte, j'en suis venu à me demander quelle était la réalité des personnes analphabètes des groupes d'alphabétisation populaire il y a 25 ans (donc en 1981). Difficile à dire! Probablement la même réalité que celle des adultes qui fréquentent nos organismes maintenant. On vivait à l'époque une grave récession et le taux de chômage était très élevé, tout comme les taux d'intérêt qui poussèrent plusieurs familles à la faillite. Aujourd'hui, ces mêmes taux ont atteint leur niveau le plus bas historiquement – aux dires des économistes –, l'emploi se porte bien et le taux de chômage demeure relativement peu élevé. Cependant, ces conditions n'ont rien changé au vécu des personnes analphabètes. La soi-disant période de prospérité économique que nous vivons actuellement n'a pas bénéficié aux personnes opprimées. Pendant que les actionnaires engrangent les profits à un rythme record, les personnes analphabètes continuent d'être laissées de côté. Elles restent aussi pauvres, aussi marginalisées, et leur situation est aussi peu prise en compte par les gouvernements. Il faut dire que 25% de personnes analphabètes dans une société du savoir, c'est un gros grain de sable dans l'engrenage. Mieux vaut donc cacher ce problème sous le tapis et en parler le moins possible. Avec, pour résultat, que les conditions de vie des personnes analphabètes sont au même point qu'il y a 25 ans. Grosse évolution, n'est-ce pas?

Quant à nos attentes face aux participantes et aux participants... Attentes... Hum! Pourquoi devrions-nous avoir des attentes particulières, dis-moi? Bien sûr, nous souhaitons que les personnes démontrent un certain désir d'apprendre. Mais outre cela, devrions-nous nous attendre à quelque chose de précis? Un engagement dans les divers comités? Au conseil d'administration de l'organisme? Une participation à des manifestations? La réalisation de projets particuliers? Au fond, nous souhaitons que les personnes

s'investissent dans des domaines que nous jugeons importants pour elles, ne trouves-tu pas? Qui plus est, nous leur imposons souvent des codes de procédures et des façons de faire qui sont très loin de leur réalité. Sans le vouloir, bien sûr! Nous sommes convaincus de détenir la bonne recette. Et lorsqu'une personne démontre peu d'intérêt à participer, comment réagissons-nous? Nous ne comprenons pas, nous sommes déçus (un peu, intérieurement; nous ne le dirons pas tout haut quand même!). Nous pensons qu'elle n'est pas motivée, qu'elle n'a pas atteint un niveau de conscience suffisant. Et nous retournons lire nos bouquins de Paolo Freire en nous demandant où nous avons bien pu nous tromper! J'exagère! Mais à peine. Il me semble, Line, qu'accueillir les participantes et les participants selon un simple principe d'humanité, sans attentes particulières, nous éviterait les pièges de la «structurite-éducative-de-milieu-non-formel», dans lesquels nous tombons trop souvent. Car il ne faut pas se le cacher, nous nous comportons de plus en plus de «façon scolaire» en compartimentant, comptabilisant, calculant, «statiquant» les services offerts par nos organismes. Et nous en oublions parfois l'essentiel: les personnes. D'abord et avant tout, les personnes. Au plaisir d'en rediscuter avec toi!■

Commentaire de Françoise Boucher en réaction au billet de Line



Cette question des participantes et des participants me donne le vertige! Quelle réponse fournir? Je trouve difficile d'avoir des attentes envers les personnes qui fréquentent notre groupe. Elles sont sourdes et communiquent dans la langue des signes québécoise (LSQ). Ayant de la difficulté à s'exprimer, elles sont généralement frustrées et intimidées, rencontrent une foule de problèmes, ont souvent honte de leur handicap, n'ont jamais ou rarement occupé un emploi. Tout à coup, elles trouvent un endroit qui peut les aider à apprendre la lecture et l'écriture. Les personnes sourdes doivent savoir lire et écrire pour être en mesure de communiquer par téléphone (au moyen d'un ATS, un appareil téléscripteur pour sourd, semblable à une machine à écrire) ou avec tout individu qu'elles croisent dans leur quotidien. Sinon, elles doivent recourir aux services d'un interprète dont les honoraires ne sont pas gratuits, sauf chez le docteur. Au travail, à la banque, à l'école des enfants quand on veut voir le professeur, que ce soit pour les loisirs, la télévision, le cinéma ou les magasins, les personnes sourdes doivent verser des frais. De plus, il arrive fréquemment qu'elles ne puissent même pas communiquer avec leurs parents si ces derniers n'ont pas appris la langue des signes québécoise.



Photo : Christiane Tremblay

Les personnes sourdes forment une petite communauté où tout le monde se connaît ou presque, où l'on note trop souvent un manque de confidentialité. Leur vie est comme à découvert et, pour plusieurs personnes, cela est très difficile. Que faire? Les aider à apprendre à lire et à écrire, à s'exprimer, à acquérir des connaissances, à se sentir heureuses. Avec la lecture et l'écriture, elles pourront communiquer sans avoir à utiliser nécessairement la langue des signes québécoise. Tout le reste est secondaire. ■

Commentaire de Louise Whitmore en réaction au billet de Line



Les personnes timides et mal dans leur peau qui veulent faire des démarches pour changer leur vie peuvent fréquenter des groupes en alphabétisation populaire.

L'approche est simple et facile pour les personnes qui ont des problèmes. Cela vaut la peine de continuer même si le processus est long.

Aujourd'hui, la clientèle est plus lourde et les raisons de sa participation ne sont pas les mêmes qu'avant. C'est le cas pour les personnes qui décrochent, les immigrantes et les immigrants, celles et ceux qui ont des handicaps légers ou des maladies mentales. Les groupes en alphabétisation doivent fournir un travail énorme avec des moyens de plus en plus précaires, et sans négliger la formation des participantes et des participants.

Aujourd'hui, l'informatique est une plaie qui empêche les gens de fonctionner dans l'anonymat comme par le passé. On constate que les nouvelles technologies progressent tellement vite que les gens ont de la difficulté à s'adapter. Les formatrices et les formateurs doivent orienter leurs

méthodes pédagogiques et adapter leurs outils pour que les participantes et les participants comprennent. La solution pour toutes ces personnes: les groupes en alphabétisation populaire qui les aident à résoudre leurs problèmes de lecture et d'écriture.

Aujourd'hui, c'est la performance qui prime avant tout et c'est pourquoi les employeurs demandent des diplômes spécialisés pour des tâches où l'on n'en a pas besoin: par exemple pour être éboueurs et balayeurs de rue. Les gens qui, comme moi, ont lutté depuis toujours pour cacher leurs lacunes par peur des préjugés, car nous sommes automatiquement étiquetés comme des personnes qui ne faisaient rien en classe, des paresseux, des fauteurs de troubles, etc., doivent prouver aux employeurs qui les engagent qu'ils ont eu raison d'avoir confiance en eux. Nous avons des compétences et nous sommes capables de travailler, il suffit de nous expliquer ce que nous avons à faire.

Les groupes populaires en alphabétisation veulent être sur le même pied que les commissions scolaires pour le financement. Ma plus grande peur, c'est que le gouvernement les oblige pour cela à changer leur approche avec les participantes et les participants afin qu'ils soient en tous points pareils aux commissions scolaires. Le gouvernement peut demander aux groupes de changer leur spécificité même s'ils ont démontré que leur approche portait ses fruits, car ils soulignent les lacunes en enseignement des commissions scolaires et informent le grand public qu'il y a d'autres avenues pour l'aider.■

Réplique de Line à Yanick, à Françoise et à Louise



Pourquoi la situation des personnes peu alphabétisées ne s'est-elle pas améliorée depuis 25 ans? Pourquoi n'est-elle pas prise en compte par le gouvernement? J'aurais envie de dire la même chose qu'à mes enfants lorsque je ne trouve pas de réponse: «Mystère et boule de gomme!» Et si c'était un problème de société où chacune, chacun a son rôle à jouer? Comment une pièce de théâtre peut-elle connaître le succès si certaines actrices, certains acteurs refusent

d'incarner leur personnage? Je me permets de lancer cette réflexion...

Et nos attentes envers nos participantes et nos participants... Il est vrai que nous devrions nous interroger à ce sujet. Il est parfaitement humain d'en avoir quelques-unes, pourvu qu'elles soient réalistes. Peut-être devrions-nous simplement vérifier quels sont les besoins des participantes et des participants, et essayer de les conduire là où ils le voudront bien. Si nous pouvons améliorer ne serait-ce qu'une chose dans leur vie, cela sera une belle réussite pour eux et pour nous. Que nous le voulions ou non, nous nourrissons au fond de nous le désir qu'ils puissent accéder à une meilleure qualité de vie.■

Quel rôle peuvent jouer les adultes qui fréquentent nos groupes populaires? Que souhaitent-ils? Leur réalité a-t-elle beaucoup changé en 25 ans?

Discussion entre Richard Latendresse, animateur, Les Ateliers mot-à-mot du S.A.C. Anjou inc. (Montréal), animateur des rencontres régionales du Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec à l'automne 2004, Lise Pelletier, formatrice, Groupe en alphabétisation de Montmagny-Nord, et Nathalie Larocque, participante, La Clé des mots (Saint-Constant)

Billet de Richard Latendresse

Parler du rôle des participantes et des participants, est-ce une façon de ne pas parler du nôtre?

Aborder le rôle des participantes et des participants, c'est parler de leur place dans nos organismes, de la considération que nous, formatrices et formateurs, avons pour eux et de leur pouvoir dans notre société.

Leur rôle est déterminé par deux facteurs: les participantes et les participants eux-mêmes et nous. Certains adultes s'investissent beaucoup, selon leurs besoins, leurs objectifs, le contexte d'apprentissage, l'étape où ils en sont par rapport à leur développement personnel et social; d'autres sont moins engagés pour des raisons personnelles. Le rôle qu'ils jouent peut du reste varier pendant leur temps de fréquentation de l'organisme. Il dépend également de nos valeurs, de notre conception de l'alphabétisation ainsi que du rôle que nous, la coordination et les membres du conseil d'administration, leur réservons. Une pratique scolarisante, ou plus axée sur le service social¹ ou encore plus près de l'alphabétisation populaire ne réservera pas le même pouvoir aux participantes et aux participants.

Depuis 25 ans, ce rôle a fluctué: il y a eu, tant dans notre discours que dans nos pratiques, des avancées, des reculs et encore des avancées. Nous en avons beaucoup parlé, directement ou indirectement, lors de débats sur notre

conception de l'alphabétisation populaire, sur ce que devrait être un groupe d'alphabétisation populaire, sur la démocratie dans nos organismes, ou sur la culture des milieux populaires.

Des attitudes et des comportements qui ne rendent service à personne

Au-delà de notre conception des choses, de notre discours, nous avons des attitudes, des comportements qui montrent réellement quelle est la place que nous accordons aux adultes. Certains révèlent nos résistances à leur laisser la plus grande place possible.

Ces attitudes et ces comportements traversent de part en part notre société. Ils sont aussi anciens que l'humanité et nous les portons toutes et tous en nous, bien qu'à des degrés divers. Comme Obélix, nous sommes «tombés dedans» quand nous étions petits. Forcément, on les trouve dans nos organismes et au Regroupement. Et ils ne sont pas l'apanage d'une vision particulière de l'alphabétisation. Ils sont présents, et j'insiste, peu importe le type d'alphabétisation pratiquée, scolarisante, axée sur le service social ou plus près de l'alphabétisation populaire.

¹ Lors des rencontres régionales, à l'automne 2004, certains groupes se sont dits grandement préoccupés par les répercussions des problèmes sociaux vécus par leurs participantes et leurs participants (pauvreté, itinérance...). Leur intervention auprès de ces derniers prenait une grande place dans leur pratique.

Pour les caractériser, j'utilise, à défaut d'un meilleur terme, le mot *inadéquat*. En voici un certain nombre: materner ou vouloir se faire materner; se satisfaire d'idées toutes faites; porter des jugements; ne pas s'affirmer; rechercher la conformité.

Ces attitudes et ces comportements ont un impact non seulement sur les participantes, les participants et sur nos organismes, mais aussi sur le Regroupement. Ils peuvent nous entraîner à ignorer une partie des besoins des personnes peu alphabétisées, à limiter leur prise de parole et de pouvoir; à ne pas reconnaître leurs savoirs, à les garder,

somme toute, isolées et exclues de la société. Ils déterminent inévitablement notre type de participation au Regroupement: nous sommes attentistes au lieu d'être actifs, nous cherchons à imposer nos idées plutôt qu'à convaincre, nous esquivons les débats, nous préférons bien paraître plutôt que de nous affirmer. Ainsi, nous fragilisons nos organismes et le Regroupement. Une organisation, c'est comme une chaîne: elle est aussi forte que son maillon le plus faible.

Voyons, de façon concrète, ce que cela entraîne dans nos groupes et au Regroupement.

DANS LES GROUPES ET PAR RAPPORT AUX PARTICIPANTES ET AUX PARTICIPANTS	AU REGROUPEMENT
<p>Materner</p> <p>Agir à la place des participantes et des participants ne les incite pas à se prendre en charge individuellement et collectivement. Au bout du compte, nous finissons par les sous-estimer et par leur accorder très peu de pouvoir ou alors celui qui nous arrange. Cela devient une façon de <i>contrôler</i> l'environnement, et donc les gens, sous une apparente bienveillance.</p> <p>Se satisfaire d'idées toutes faites</p> <p>Cela nous amène souvent à avoir une vision étroite des participantes et des participants, de ce qu'ils sont, de ce qu'ils peuvent faire ou penser. Nous voyons leurs incapacités plutôt que leurs capacités.</p> <p>Parce que nous sommes instruits, nous pensons savoir mieux qu'eux. Nous nous intéressons à peine à leur culture. Nous reproduisons sans esprit critique des modèles que nous avons intégrés dans nos pratiques pédagogiques, relations d'aide, exercices de démocratie, activités de gestion, sans réellement aller au fond des choses.</p> <p>Nous nous laissons prendre par la gestion quotidienne, la productivité, l'efficacité, les objectifs des autres, perdant ainsi le sens de ce que nous faisons.</p>	<p>Vouloir se faire materner</p> <p>Materner peut donner envie d'être materné. Nous devenons attentistes: peu de temps est consacré à la préparation d'une rencontre, à la formulation de propositions pour une assemblée générale, etc. Nous évitons ainsi de prendre nos responsabilités et de nous engager réellement. La permanence ou les autres groupes agissent et nous en récoltons les fruits.</p> <p>Se satisfaire d'idées toutes faites</p> <p>Cela peut nous inciter à appliquer les mêmes recettes, à devenir imperméables aux critiques et à une remise en question de nos modèles. Nous nous cantonnons dans une position défensive.</p> <p>Nous conservons le même discours, les mêmes idées, les mêmes pratiques, peu importe le contexte. Nous devenons donc prévisibles. Conséquemment, nous ne tenons pas compte des positions différentes qui pourraient enrichir nos réflexions. Les débats n'ont pas lieu, car la discussion devient impossible. Nous nous retrouvons dans une dynamique sclérosante.</p>

Porter des jugements

Déterminer, par exemple, que les participantes et les participants ne savent pas s'exprimer ou s'organiser, ne sont pas responsables, mangent mal, achètent des objets dont ils n'ont pas besoin (des cellulaires, entre autres choses), c'est se considérer supérieur à eux.

Nous les jugeons à partir de notre culture (souvent celle de la classe moyenne), de nos valeurs, de nos certitudes, des idéologies auxquelles nous avons adhéré et que nous n'avons pas nécessairement remises en question. Ainsi, nous reproduisons un système normatif où l'épanouissement des individus et de la démocratie n'est plus possible.

Ne pas s'affirmer

Ne pas afficher ses opinions, ne pas parler des orientations et objectifs de l'organisme, ne pas en présenter clairement le mode de fonctionnement et les règles du jeu, bref ne pas s'affirmer devant les participantes et les participants signifie parfois ne pas les encourager à s'exprimer – échouant ainsi à établir des rapports égalitaires –, ne pas chercher à créer un cadre où les gens deviennent les moteurs de l'action.

Ne pas s'affirmer équivaut à présenter un visage sans failles, sans contradictions, sans doutes, un modèle parfait.

Ne pas s'affirmer, c'est aussi laisser décider les participantes et les participants quand cela nous convient et trancher nous-mêmes quand cela nous arrange.

Ne pas s'affirmer n'encourage pas les adultes à se prononcer, à discuter, à argumenter, à proposer, à prendre leur place.

Rechercher la conformité

Cela peut nous amener à une pratique centrée sur le contenu scolaire et non plus sur les adultes et leurs besoins, sur l'apprentissage individuel et non plus sur la création d'une dynamique permettant aux adultes de prendre leur

Porter des jugements

Sur les autres

Étrangement, lorsque nous portons des jugements sur les autres groupes, nous nous plaçons inmanquablement dans le camp des bons et devenons des détenteurs de la vérité. Nous diminuons les personnes dans ce qu'elles sont et dans ce qu'elles font. Nous devenons intransigeants. Conséquemment, nous perdons toute capacité de créer un climat favorisant la recherche commune d'une pratique d'alphabétisation libératrice.

Sur nos pratiques

Nous pouvons également considérer les pratiques de nos organismes comme inappropriées par rapport à ce que doivent être l'alphabétisation populaire et la conscientisation, en tant que modèles absolus. Notre jugement paralyse notre recherche d'une alphabétisation populaire et d'une pratique de conscientisation qui nous ressemblent.

Ne pas s'affirmer

Cela peut impliquer ne pas dire ouvertement ce que nous pensons et refaire l'assemblée générale en dehors de l'assemblée générale, ou voter en faveur d'une proposition à l'assemblée et ne pas appliquer la décision par la suite.

Ne pas s'affirmer, c'est souvent ne pas mettre en valeur nos propres actions. En ne disant rien, nous ne pouvons pas contribuer à faire avancer les choses.

Ne pas s'affirmer peut aussi vouloir dire ne pas exprimer ouvertement ses désaccords, ses critiques aux personnes concernées et en faire part à d'autres. C'est se laisser influencer par les gens sans aller vérifier l'information, c'est ne pas chercher à connaître les différents points de vue d'un désaccord.

Rechercher la conformité

C'est cacher nos différences, nos convictions dans les assemblées, de peur d'être jugés.

C'est vouloir bien paraître aux yeux des autorités, même si nous manifestons un désaccord vis-à-vis du ministère de

place. Cela équivaut à les garder dans la passivité. Tout le monde vit alors dans l'isolement: les participantes et les participants, de même que les formatrices et les formateurs. Le travail d'équipe devient impossible, car on ne construit rien ensemble.

Cela peut également nous entraîner à engager des formatrices, des formateurs qui vont nous conforter dans nos façons de faire et non pas nous conduire à dépasser nos limites.

l'Éducation. Ainsi, d'organismes d'émancipation, nous passons peu à peu à de petites entreprises de services communautaires, puisque le courant de pensée dominant dans notre société est celui de la privatisation et de l'individualisme.

Ces comportements et ces attitudes peuvent se manifester de façon évidente ou très subtilement. On peut les reconnaître chez les autres, alors que pour soi, ils échappent à notre vigilance.

Les mécanismes que nous installons pour justifier ces comportements et ces attitudes demeurent souvent inconscients, car personne ne souhaite agir de la sorte. Nous pouvons reprocher aux autres de prendre trop de place; de cette façon, nous nous justifions de ne pas avoir pris la parole.

Des attitudes et des comportements qui nous mènent vers notre idéal

Nous cherchons à vivre selon nos valeurs et nos idéaux; en même temps, nous sommes aux prises avec nos limites. Plus nos idéaux sont élevés, plus il est difficile de les atteindre, plus il est risqué que nos comportements ne soient pas à la hauteur de nos espérances. Pour modifier nos comportements, nous devons accorder de l'importance non pas à nos incohérences mais à nos efforts en vue d'être cohérents.

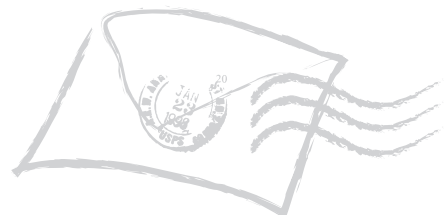
Chacune, chacun a eu à s'améliorer; à changer pour devenir meilleur. Nous serons toujours amenés à le faire. Attendre l'âge de la retraite parce que nous allons enfin avoir du temps n'est certainement pas la meilleure solution. Que perdons-nous à nous remettre en question?

Nous avons une influence par ce que nous disons, mais peut-être encore plus par ce que nous faisons. Les gens nous inspirent grâce à leurs actions et non uniquement en raison

de leur discours. Il est difficile d'inciter les participantes et les participants à affirmer des opinions différentes de la majorité quand nous n'arrivons pas à le faire. Il est difficile de favoriser l'expression de points de vue divergents quand nous portons des jugements. Il est difficile d'encourager les adultes à développer un esprit critique quand nous appliquons des modèles. Il est difficile de leur donner des moyens d'être critiques par rapport à notre travail quand nous sommes à la recherche de la conformité et que nous les maternons.

Que nous le voulions ou non, nous sommes des produits d'une société où la valeur accordée aux gens, et donc le pouvoir, dépend de leur argent, de leur place dans la hiérarchie, de leur niveau de scolarité. Nous subissons nous aussi les influences sociales. Personne n'y échappe totalement. Laisser tomber nos attitudes et nos comportements inadéquats demeure une responsabilité individuelle, mais les retombées sur nos organismes et sur les adultes qui les fréquentent peuvent être incontestables. Des milieux exigeants qui stimulent des comportements plus appropriés ont inévitablement des effets d'entraînement sur l'ensemble des membres. Les démarches individuelles soutenues par le groupe deviennent profitables à chacune, à chacun ainsi qu'à toutes et à tous.

Si nous désirons transformer la société, nous devons aussi nous regarder avec justesse, nous donner des outils pour changer nos comportements et nos attitudes, pour mettre en pratique nos idéaux et pour les transmettre. Sinon, les changements demeureront superficiels et n'atteindront jamais leurs buts véritables.■





Commentaire de Lise Pelletier en réaction au billet de Richard

Dans la même semaine, j'ai lu le bulletin *L'information continue* du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) et ton billet, Richard. Le premier m'a semblé aussi près de mon travail quotidien qu'un article sur le génie hydraulique. Mais, j'en suis certaine, il s'agissait bien d'éducation et non pas de loisir ou de sport! Même si c'était sur une autre planète...

Après ce beau jargon endimanché, j'étais contente de me trouver en terrain connu, dans la simplicité que nous prônons généralement dans les milieux communautaires. Alors j'ai lu avec attention ce que tu dis, toutes ces choses que, dans nos groupes, nous faisons, ne faisons pas, devrions faire, ne devrions pas faire. Toutes ces exigences explicites ou implicites. Ce poids énorme que nous nous imposons d'être parfaits. À quand le *Petit manuel du parfait militant au XXI^e siècle*? Il faudrait d'abord se donner les moyens de nos exigences, se former, créer une relève, s'entendre entre nous (au propre comme au figuré) et être solidaires sur plusieurs plans.

Tu dis: « Rechercher la conformité [...] équivaut à les garder [les participantes et les participants] dans la passivité. Tout le monde vit alors dans l'isolement: les participantes et les participants, de même que les formatrices et les formateurs. Le travail d'équipe devient impossible, car on ne construit rien ensemble. »

Alors que le monde de l'éducation (dans son sens le plus large, bien sûr) vit un cycle de réformes et de changements, qu'émergent de nouvelles connaissances sur le fonctionnement du cerveau et de l'apprentissage, j'ai l'impression que, en alphabétisation populaire, nous restons sur notre planète, tout seuls, entre nous. J'exagère un peu

beaucoup, car certains mènent des recherches ou collaborent à plusieurs d'entre elles et la plupart ont des pratiques drôlement créatives, compte tenu des moyens mis à leur disposition, mais il me semble que l'alphabétisation populaire est rarement à l'avant-garde ou perçue comme telle. Sur le plan des pédagogies *alternatives*, de la promotion de la culture (en passant par toutes les formes littéraires) et de la valorisation de l'écrit, où sont, à l'échelle du Regroupement, nos alliés, nos amis (oui, je crois que cela existe), nos compléments en éducation populaire?

Dans le groupe où je travaille, nous comptons une vingtaine de collaborations avec le milieu, bon an, mal an. Des gens avec lesquels nous partageons des valeurs, des visions, des actions. Parce que nous ne voulons ni ne pouvons agir seuls. Il est bien certain que nous pourrions rester dans notre coin et attendre ce qui manque (l'argent, les personnes, le temps, etc.), mais comme nous avons déjà une réputation de « chialeux », nous ne nous sentirions pas vraiment à l'aise d'agir ainsi, disons-le. Et quand on est seul, en plus, on est mal informé: on recueille toutes les rumeurs, mais rien de première source.

Pour changer les choses et faire bouger la situation de l'alphabétisation, il faut du monde. Les participantes, les participants, les formatrices, les formateurs ont une place centrale, c'est une évidence, mais où sont les autres? Dans notre groupe d'alphabétisation populaire, à Montmagny, il y a des bénévoles au conseil d'administration: des femmes et des hommes peu ou très scolarisés qui viennent nous aider année après année parce qu'ils croient en la cause et consacrent leur temps et leur énergie à sensibiliser leur milieu, inlassablement, pour que personne n'oublie cette réalité honteuse qu'est l'analphabétisme dans une société riche. Nous ne pouvons pas tout faire seuls et il n'y a pas de raison de ne pas demander au plus grand nombre possible de personnes de faire leur part pour que cela bouge. Comment pouvons-nous de façon réaliste avoir l'ambition

de transformer la société en ne travaillant qu'avec celles et ceux qui sont d'accord avec nous? Nous pouvons suivre de près les actions du Collectif pour un Québec sans pauvreté et du Front commun des personnes assistées sociales du Québec, mais ce n'est pas là que nous trouverons des gens à convaincre de la nécessité d'une transformation sociale. Si la société accorde de la valeur à la hiérarchie et à l'argent, comme tu le soulignes, peut-être faudrait-il commencer à sensibiliser les chambres de commerce², par exemple, et nous allier aux actrices et aux acteurs du monde du livre.

En ce qui concerne notre affirmation ou notre manque d'affirmation auprès des participantes, des participants, du RGPAQ et du monde extérieur...

Il est parfois commode de se réfugier derrière les participantes et les participants pour faire avancer *notre* partie de la cause, nos propres idées. Cependant, quand nous refusons l'offre de bénévoles prêts à s'engager dans du tutorat avec une participante ou un participant poussé à apprendre par son employeur, par la Sécurité du revenu ou, simplement, par le temps, agissons-nous vraiment dans l'intérêt des gens ou protégeons-nous nos emplois? De même, dans les groupes, nous avons la fâcheuse tendance à ne considérer qu'un seul profil de participantes et de participants. Comment pouvons-nous dire, comme nous le faisons souvent, «les participantes et les participants veulent ou ne veulent pas» alors que nos groupes sont parfois très hétérogènes au fil des mois et d'une année à l'autre?

Enfin, il me semble que le manque d'engagement des groupes au RGPAQ est plus un problème de volonté que d'affirmation. Nous parlons et nous palabrons et nous voudrions être parfaits, que le monde le soit et que tout soit un. Mais ce n'est pas la réalité. Rien n'est parfait, ni les individus ni les systèmes, pas plus que les sociétés. Nous n'aurons jamais un système d'éducation parfait dans lequel tous les gens seront parfaitement alphabétisés. Je suis toujours en alphabétisation populaire après 10 ans parce que c'est un des milieux les plus riches qui soient: réunissez

une multitude de personnes ayant des formations et des expériences différentes autour d'un idéal commun et voilà que s'allume un flambeau digne des Olympiques. Pourtant, j'ai l'impression depuis quelque temps qu'il y a de moins en moins de place pour la diversité d'opinions alors que, simultanément, nous constatons de multiples différences sur le terrain, ne serait-ce que celles qui séparent le milieu urbain du milieu rural. Comme s'il n'y avait ou ne devait y avoir qu'un seul modèle. Il faut apprendre de nos différences, les comprendre, les accepter et les assumer. C'est se donner le droit à l'erreur. Exactement ce que nous prônons avec nos participantes et nos participants. Mal chaussés, dites-vous? Peut-être bien...

Tu dis: «Agir à la place des participantes et des participants ne les incite pas à se prendre en charge individuellement et collectivement.»

Je suis d'accord avec cette idée et j'ajouterais que cela peut s'effectuer de différentes façons, y compris par la victimisation. Être marginal et être marginalisé, ce n'est pas la même chose, de même que s'exclure et être exclu. Il y aura toujours les victimes réelles et celles qui, endossant le rôle de l'opprimé, finissent par en prendre l'identité, alors que sortir de l'oppression, c'est d'abord se dévictimiser et réinvestir la responsabilité de sa destinée pour rejoindre le monde. Pourquoi nos participantes et nos participants n'ont-ils pas leur place dans le nouveau Mouvement québécois des adultes en formation³, lieu de non-exclusion du savoir, d'expression et de prise de pouvoir? Pourquoi sont-ils eux aussi tout seuls? Qu'en pensent-ils?

À propos de notre attitude attentiste...

Nous nous comportons aussi à l'occasion comme des exclus: méfiance, manque de solidarité quand vient le temps de solliciter du financement, par exemple; c'est chacun pour soi et au diable l'idéal commun! Nous sommes forts pour élaborer des analyses du système, trouver les failles des autres, mais moins pour nous autoanalyser, remettre en

2 Par exemple, le commerce équitable et les fonds éthiques n'ont assurément pas réglé la question de la pauvreté dans le monde, mais cela a conscientisé beaucoup de gens et changé des choses. Il en a émergé le concept de «consommation responsable» dans le souci d'autrui et de l'environnement.

3 Le Mouvement québécois des adultes en formation (MQAF) a vu le jour l'an dernier. Il regroupe des étudiantes et des étudiants adultes du secondaire général, du secondaire professionnel, du cégep et de l'université. Sa ligne d'action politique vise essentiellement à lever les nombreux obstacles qui limitent l'accès aux études à l'âge adulte. Ce mouvement est particulièrement sévère à l'endroit d'Emploi Québec et des centres locaux d'emploi (CLE), qui sont censés aider les adultes désireux de reprendre leurs études, mais dont les programmes et les normes constituent souvent des obstacles à la réalisation de cet objectif. Le mouvement aborde aussi le droit à l'éducation, les droits des étudiantes et des étudiants adultes, le financement de l'éducation des adultes, la reconnaissance des acquis et la nécessité de la participation des étudiantes et des étudiants à tout ce qui touche leurs études, notamment les méthodes pédagogiques et l'évaluation de l'enseignement (www.faeuqep.qc.ca/creation.htm).

perspective nos actions, regarder franchement et humblement nos bons et nos mauvais coups pour en tirer des leçons. Nous devrions être à l'avant-garde de l'éducation, car nous avons l'expertise, les idées neuves, le goût, le milieu pour expérimenter; et le RGPAQ pourrait être, à mon avis, ce carrefour bouillonnant d'idées et d'actions auquel le milieu de l'éducation pourrait se référer⁴. Nous nous plaignons à dire que nous connaissons les besoins réels des adultes analphabètes, mais l'État et la plupart des intervenantes et des intervenants nationaux ou régionaux en éducation ne nous consultent pas. Pourquoi?

Nous nous plaignons beaucoup des assemblées générales du Regroupement, et il me semble que nous disons les mêmes choses, année après année. Nous avons beau former des gens pour qu'ils puissent s'exprimer en grand groupe, former des sous-groupes, si les idées ne viennent pas, il faut trouver le moyen de les recueillir autrement et de décider autrement. Quand des groupes ne viennent à l'assemblée générale qu'une année sur deux, y restent une demi-journée et disent: «il ne s'y passe rien», «on s'obstine sur des virgules», «tout est décidé d'avance», «ce sont toujours les mêmes qui essaient d'imposer leurs vues», «on a le respect élastique», «c'est du spectacle», il y a lieu de s'interroger sérieusement sur nos façons de favoriser la démocratie à l'intérieur de nos rangs. Nous pouvons penser que si les membres des groupes s'affirmaient plus, la démocratie s'en porterait mieux, mais il n'y a que dans une société hyperindividualiste que l'on peut croire que dans toute personne se cache, à son insu, un leader charismatique et que les idées valent moins que les personnes qui les énoncent. Est-on obligé de faire sa *Star Académie* au micro au prix de dire n'importe quoi? Moi, je revendique le droit de me taire si je n'ai rien à dire, si je n'ai pas fini de réfléchir

ou si je considère ne pas disposer de toutes les données nécessaires pour prendre la parole. Si nous tenions à partager le pouvoir (et les responsabilités qui l'accompagnent), nous, les groupes, déléguerions une personne pour siéger à un comité interne du Regroupement à tous les cinq ans. De la relève, nous nous en créerions!

En conclusion

Qui peut dire qu'il ou qu'elle se tient *toujours* loin des idées toutes faites, des jugements hâtifs, de la conformité et s'«affirme» adéquatement (partout et aux yeux de tous) sans maternage? Nul n'est parfait, moi la première; la perfection est un idéal et non un objectif. Il est important de s'évaluer, de se reconnaître, de reconnaître les autres, de créer des liens et de travailler ensemble parce que, finalement, nous ne sommes peut-être pas vraiment tout seuls. ■

4 Pourquoi ne pas faire circuler largement l'ouvrage *Alphabétisation populaire et action communautaire autonome: concepts et pratiques* édité en 2005 par le RGPAQ pour mieux nous faire connaître? (Car, je le répète, nous gagnerions à être connus.)



Réplique de Richard à Lise

Voici ce que je comprends de ton commentaire: d'une part, tu réponds à ce que j'avance et, d'autre part, mes propos suscitent aussi des idées ou des réflexions sur d'autres sujets. Dans mon billet, mes observations portent sur un angle particulier de nos pratiques et non sur l'ensemble. J'ai plutôt parlé d'attitudes et de comportements inadéquats qui ont un impact sur nos groupes et sur le Regroupement. Cependant, il y a aussi notre façon de nous affirmer par rapport à l'extérieur, comme tu en parles: faire reconnaître la valeur de notre action et de nos compétences, chercher à convaincre plutôt que nous isoler. Sur ces aspects, je suis d'accord avec toi.

À mes yeux, reconnaître nos lacunes ne renie en rien notre valeur et nos efforts. Sur certains aspects de notre pratique, notre façon de faire de la formation ou de vivre la démocratie par exemple, nous sommes, comme tu le dis, à l'avant-garde. Toutefois, sur d'autres aspects, nous ne le sommes pas. Nous ne sommes pas l'un ou l'autre mais les deux. Au regard de nos pratiques, nous devons continuer à innover, à être à la fois des chercheurs qui trouvent et des trouveurs qui cherchent.

Tu as de la difficulté avec l'idée de la perfection et du monde idéal. Moi aussi. La perfection et le monde idéal ne m'intéressent pas. Voir les choses de cette manière est écrasant et paralysant. Si nous recherchons l'idéal, nous ne ferons jamais rien. Par contre, nous pouvons voir les choses autrement, c'est-à-dire rechercher ce qui est mieux. D'ailleurs, je ne crois pas que nous voulons des réformes et des changements dans le but d'atteindre la société idéale. Mais plus nous allons vers le mieux, plus nous aidons les générations futures à s'approcher de l'idéal. À mon avis, c'est cela le sens de notre action.

Quant aux difficultés dont j'ai parlé dans mon billet, nous avons du chemin à parcourir non parce qu'il faut viser la perfection, mais parce que nos idéaux et nos valeurs nous conduisent, entre autres, sur ce chemin.

Je suis d'accord avec toi: nous avons aussi le droit de nous taire. Mais cela suppose que, en général, nous nous exprimons à l'assemblée générale et ailleurs. Si nous nous taisons tout le temps, que veut dire alors *avoir le droit de se taire*? De plus, qu'est-ce qui nous empêche de dire: «je n'ai pas d'opinion sur ce sujet», «voici le fruit de ma réflexion, qui n'est pas terminée» ou «je n'ai pas toute l'information nécessaire»? Dire cela, pour moi, c'est s'exprimer et s'affirmer.

Ce qui m'amène une autre réflexion sur la façon dont nous discutons dans nos groupes et au Regroupement, souvent sous forme de duel. Nous affirmons ce que nous pensons en étant pour ou contre ce qui est dit, ce qui est proposé. Dans ce genre de discussion, nous sommes la plupart du temps plus centrés sur les arguments à trouver pour contrer l'argumentation opposée à la nôtre; nous devenons alors sélectifs dans notre écoute, retenant ce qui favorise nos positions. Par conséquent, nous n'entendons qu'une partie des choses et manquons ce qui peut être intéressant dans une position avec laquelle nous sommes en désaccord. Le débat rappelle plutôt un match où la position qui l'emporte est celle ayant réussi à compter le plus de points. Cela ressemble à des dialogues de sourds et s'éloigne de ce que le travail d'équipe représente pour moi, c'est-à-dire un moyen de construire quelque chose ensemble. Nous nous éloignons de la recherche d'une vision globale. Nous nous privons de l'apport d'éléments pertinents qui peuvent nous enrichir. Nous nous sentons souvent coincés, limités. Nous avons l'impression de manquer d'air. Cela ne veut pas dire d'être d'accord avec tout, mais de reconnaître, quand cela est présent, ce avec quoi nous sommes en accord et ce avec quoi nous ne le sommes pas. Ainsi, nous pourrions conserver pendant la discussion les éléments intéressants.

Là encore, ce n'est pas la recherche de la perfection qui m'intéresse, mais la recherche du mieux. Car le mieux nous est possible et accessible, et les résultats profiteront à toutes et à tous. ■



Réplique de Lise à Richard

D'abord, j'aimerais te remercier d'avoir pris le temps de me répondre. C'est très nourrissant, cette discussion. Je me suis rendu compte, en y réfléchissant, que le terme «s'affirmer» m'agaçait drôlement. D'une part, j'y vois des connotations en lien avec le pouvoir: dans *Le Petit Robert*, s'affirmer, c'est « manifester de façon indiscutable », et je me sens moi aussi inconfortable dans la polarisation des débats qui se transforment en joute intellectuelle et nous appauvrissent indéniablement. Par ailleurs, le *Dictionnaire actuel de l'éducation* (R. Legendre) définit *l'affirmation de soi* comme « la manifestation d'une personne en tant qu'être autonome, distinct et indépendant qui désire satisfaire ses besoins d'estime d'elle-même et de reconnaissance d'autrui », et cela m'énerve un peu cette façon de personnaliser les groupes comme s'il s'agissait d'un individu ! Il y a quelque chose là qui me semble se (nous) tenir à distance du bien commun et de la solidarité. Puis, en continuant de fouiller, j'ai trouvé dans *Le Larousse* que s'affirmer, c'est également « se manifester clairement », et là, cela a plus de sens pour moi. Ah ! les maux causés par les mots !

Par ailleurs, je crois que notre expérience du travail d'équipe est en effet une voie à explorer pour « redynamiser » nos rapports au sein du Regroupement et avec l'extérieur; construire n'est pas qu'élever des murs mais aussi percer des portes et des fenêtres.

Et l'idéal... Cela m'a rappelé Edgar Morin qui distingue deux types d'utopie⁵: la bonne (l'utopie réaliste ou fertile) qui envisage – et ne se contente pas de rêver – une société dans laquelle les relations entre les êtres humains seraient plus fraternelles, moins conflictuelles, moins douloureuses, dont les membres seraient plus libres, auraient accès à de plus amples et plus authentiques libertés et accéderaient plus aisément aux conditions du bonheur; la mauvaise (l'utopie mortelle) qui prétendrait réaliser l'harmonie parfaite à partir de la transparence de chaque individu. Et la transparence, c'est aussi l'uniformité de la pensée qui me semble une forme d'esclavage intellectuel... mais je te ferai grâce du discours sur la mondialisation.

Je crois à un monde meilleur, pas idéal, mais juste meilleur. Et je souhaite que nous mettions notre énergie à sa réalisation, de toutes les façons, car qui peut affirmer comprendre mieux qu'une autre, qu'un autre la réalité du présent dans sa globalité? C'est à l'usage que l'on voit l'adéquation d'une solution. C'est faire vite le tour du marxisme, par exemple, je te le concède aisément, mais ce pourrait être l'objet d'une autre passionnante discussion! ■

5 *Pour une utopie réaliste. Autour d'Edgar Morin. Rencontres de Châteauevallon*, Paris, Arléa, 1996, 269 p.



Commentaire de Nathalie Larocque en réaction au billet de Richard

Ma parole, mon pouvoir

Les grandes idées qui façonnent mon cheminement ces temps-ci sont: le pouvoir de la parole, la découverte de ce que je suis, le respect que je m'accorde par opposition à celui que j'accorde aux autres.

L'idée que tu véhicules, Richard, que chaque individu doit prendre conscience de sa parole, de son pouvoir, et s'en servir en tout point dans sa vie, est en accord parfait avec le cheminement qui tapisse mon quotidien actuellement.

Mais il n'en a pas toujours été ainsi. La doctrine du maternage a eu jadis de très bons effets sur moi.

Nous attirons à nous ce qu'il nous faut, au moment où il nous le faut. Ainsi, une règle établie ne peut convenir au voisin s'il a autre chose à vivre.

Il y a peu, j'ai réussi, par je ne sais quel miracle, à sortir de la coquille où j'étais enfermée. Je suis très réservée en parlant de coquille, car il s'agit plutôt d'une prison. Cette prison, je l'ai bâtie un barreau à la fois; elle m'a sûrement déjà préservée mais, rendue adulte, elle m'étouffait.

Le seul fait de sortir de chez moi, de me rendre au cours en alpha, de savoir que j'y affronterais des individus me minait l'esprit; c'était là ma seule victoire possible, mais personne ne pouvait en être témoin, car je n'arrivais pas à mettre des mots sur ce que je vivais.

Dans l'incertitude de ce qui m'arrivait, les formatrices et les formateurs ont été patients. À ce moment, mes absences fréquentes ne m'ont jamais été signalées, mon mutisme n'a pas été forcé. J'ai pu bénéficier d'un respect total; la bataille était menée en moi, imperceptible au monde extérieur.

La troisième année, un déclic s'est produit. Ma formatrice a saisi la chance de me placer devant un miroir et m'a fait voir à quel point était grande la personne qui possédait ce reflet.

Cette fois, je comprenais mes talents, mes possibilités et j'assumais le fait que j'étais une personne entière. La vie s'ouvrait à moi. Auparavant, je ne reconnaissais pas ces faits, je ne les considérais pas comme étant possibles.

J'ai eu la crème des crèmes des formatrices, j'ai eu la crème des crèmes des groupes. J'ai appris que je devais parler, que mes propos étaient intéressants et qu'ils «validaient» les pensées de plusieurs autres personnes.

Parler me donne un pouvoir: avec ce pouvoir je peux prendre position, et c'est alors que cela se complique... Je dois gérer les réactions que je provoque, en réaliser l'impact sur le travail, les sentiments et la vie des autres.

Malheureusement, comme tout débutant, je suis malhabile; je n'ai pas la finesse ou la délicatesse voulue, et je manque de discernement. On ne peut pas tout dire parce qu'on sent qu'on a du pouvoir... mais cela aussi s'apprend!

Ma vie m'a menée cette année vers une toute nouvelle formation, en massothérapie, en vue d'une nouvelle carrière. Là, personne n'est intéressé à entendre des idées toutes faites; au contraire, on me fait réviser toutes celles qui m'habitent pour que je vois si elles ont encore leur raison d'être.

Il est certain que je porte des jugements, mais ils se modifient au fur et à mesure, au moyen de mes nouvelles connaissances et expériences. C'est ce qui forme mon opinion, qui se modifiera aussi en temps et lieu.

Avec cette formation, j'apprends à découvrir ce qui m'habite, à y faire face, à voir l'impact des propos des autres sur moi ainsi que l'impact de mes propos sur les autres, à les gérer, à trouver des moyens pour les vivre... et être bien.

J'apprends donc à reconnaître mon pouvoir sur ma vie et le pouvoir que j'accorde aux autres.

Il est certain que si j'entre dans mon organisme d'alphabétisation avec mes nouvelles aptitudes pour demander la révision des manières de faire, me sentant plus consciente des manques, de certains désaccords et des manipulations, je pourrai sûrement arriver à faire changer les choses. Mais les dirigeantes et les dirigeants sont aux prises avec leurs propres limites, et leur imposer une nouvelle façon de diriger peut les déséquilibrer et se révéler néfaste pour tout ce qui est déjà en marche. Ce qui m'a empêchée de passer à l'action est cette idée: que serait-il advenu de moi si, pendant mon cheminement, on m'avait forcée à communiquer avec les autres, à assister à mes ateliers contre ma volonté? Qu'advient-il de celui «qui n'est pas encore arrivé» si, à mon tour, je faisais tout basculer?

Au moment le plus opportun de ma vie, me trouvant à la bonne place, avec les bonnes personnes et les bons moyens, j'ai reçu ce dont j'avais besoin pour m'en sortir:

J'ai, sur mon chemin, une autre formation qui me fait poursuivre cette évolution. Je me dois d'avoir confiance en la vie.

Et si vos participantes et vos participants étaient la meilleure chose qui puisse vous arriver, en tant que formatrice, formateur, le meilleur chemin pour vous faire grandir et si, en tant qu'étudiante, étudiant, votre formatrice, votre formateur, par ses discussions avec vous, par sa manière de faire, portait en son être la meilleure chose dont vous ayez besoin en ce moment, comment passeriez-vous le prochain instant? Il est possible que vous évoluerez; ainsi, le changement viendrait de soi.

Je crois que si chacune, chacun agit de son mieux, la personne qui reçoit obtient ce dont elle a besoin, qu'elle soit formatrice, formateur, directrice, directeur ou étudiante, étudiant.

Il ne me sera pas toujours simple de suivre mon instinct, de donner mon avis sans m'imposer, mais c'est le chemin que j'aimerais poursuivre... pour un certain temps!■

Comment la société québécoise perçoit-elle l'analphabétisme en 2006 (les médias, la population, la classe politique et les organismes communautaires) ?

Billet de Sharon Hackett

Analphabetisme, dites-vous ?

Avant de s'interroger sur ce qu'on pense de l'analphabétisme dans la société québécoise en 2006, il faudrait d'abord se demander si on y pense... tout court!

Les médias

Les médias se penchent sur l'analphabétisme une fois par année, à l'occasion du 8 septembre¹. À part ce rendez-vous régulier, l'analphabétisme est rarement présent sur les écrans de télévision ou dans les journaux. On peut se demander ce qui pourrait bien les motiver à en faire une plus ample couverture. La déclaration controversée de Patrick Le Lay, directeur de la chaîne française TFI, résume bien le défi des médias aujourd'hui: «dans une perspective "business", soyons réalistes: à la base, le métier de TFI, c'est d'aider Coca-Cola, par exemple, à vendre son produit [...]. Nos émissions ont pour vocation de rendre disponible (le téléspectateur): c'est-à-dire de le divertir, de le détendre pour le préparer entre deux messages. Ce que nous vendons à Coca-Cola, c'est du temps de cerveau humain disponible»².

En regardant à travers une lentille de vente (de copies ou de «temps de cerveau»), on s'aperçoit que l'analphabétisme est plus présent dans les médias qu'on ne l'aurait cru... c'est juste qu'il est déguisé en quelque chose de plus vendeur! On veut parler d'analphabétisme? Utilisons la logique TFI: trouvons un marché preneur pour nos reportages, un marché qui plaira aux annonceurs. Les parents sont de bons consommateurs, alors il faut un dossier sur les garçons décrocheurs! Ce sujet constitue

Discussion entre Sharon Hackett, agente de développement Internet, Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine (Montréal), et Rachel Pointel, consultante en alphabétisation (Montréal)

une valeur sûre puisqu'il touche à des thèmes controversés comme la gestion de nos institutions publiques, le travail des syndiqués, la lutte des sexes. Désavantage: ce dossier ne nomme pas l'analphabétisme, même si l'on sait que décrocher de l'école est une voie privilégiée pour demeurer analphabète à l'âge adulte. On vise plutôt le grand public? Rien de mieux qu'un dossier sur une vedette qui se révèle analphabète. Valeur sûre une fois de plus: pour beaucoup de gens, les vedettes sont des membres de la famille, en mieux. Ce qui les émeut devient plus réel, plus crédible aux yeux de la population. Désavantage: en se concentrant sur un cas individuel, une personne exceptionnelle, de tels reportages écartent la dimension sociale et structurelle de l'analphabétisme.

Un reportage qui a pour but de titiller le chaland des kiosques à journaux ou de détendre la téléspectatrice, le téléspectateur entre deux annonces ne va pas au fond des choses. Dans la kyrielle d'articles publiés sur Jacques Demers au mois de novembre 2005, on a peu souvent pris la peine d'expliquer ce qu'est l'analphabétisme. Les lectrices et les lecteurs qui réagissaient sur le cas Demers ont malheureusement mis en évidence la grande ignorance de la population devant l'impact de l'analphabétisme et les façons de le combattre, ne serait-ce que sur le plan individuel.

La population

Pour le commun des mortels, l'analphabétisme reste une incapacité totale à comprendre le code écrit. Serait-ce le

1 Journée internationale de l'alphabétisation.

2 Entrefilet dans le quotidien *Libération* (édition du samedi 10 juillet 2004).

mot, trop lié à l'alphabet, qui se prête à une conception aussi réductrice? Ou peut-être est-ce un mot trop complexe, trop savant. Il est certain que les personnes qui ne savent pas lire ne se qualifieront pas spontanément d'«analphabètes»: elles n'ont jamais appris le mot! Les autres ne se sentent pas concernés, et cette vision étroite de l'analphabétisme et, par conséquent, de l'alphabétisation, constitue en soi un obstacle à suivre une formation. Croire qu'une personne est alphabétisée dès qu'elle connaît l'alphabet ou réussit à déchiffrer une phrase constitue une méprise qui mène non seulement à une autoexclusion de la formation mais aussi à un mépris des personnes qui sont en processus d'alphabétisation. «Pourquoi tu vas là?», s'est fait demander une participante dans un groupe d'alphabétisation de Chaudière-Appalaches, «t'as ton secondaire 5!» Oui, elle l'a. Et alors? C'est réglé pour toujours? Plus rien à apprendre? Cette remarque est le symptôme d'un problème plus grave: on vit dans une société qui ne s'intéresse pas à l'apprentissage. Qu'on trouve le mot «analphabétisme» rébarbatif, je peux comprendre. Mais qu'on décroche complètement de l'apprentissage, c'est un désastre. Il y a mille façons d'apprendre, mille choses à apprendre aussi!

La classe politique

Malheureusement, la classe politique québécoise semble partager ce désintérêt pour l'apprentissage. Bien que préoccupée par la compétitivité de la main-d'œuvre québécoise, elle a tout de même aboli, pour tout employeur ayant une masse salariale de moins de 1 000 000 \$ (autant dire la majorité des employeurs), l'exigence de consacrer 1 % de la masse salariale de l'entreprise à la formation.

Dans les centres locaux d'emploi, les agentes et les agents qui donnent accès ou non à une formation hésitent à diriger une personne vers un groupe d'alphabétisation:

cette formation, qui exige un travail de longue haleine, ne procure pas de résultats assez rapides. Et puis, «la dame a 40 ans! Qu'est-ce que cela lui apporte, à son âge, d'apprendre à lire?» Monsieur l'agent, vous avez vraiment besoin que je vous le dise?

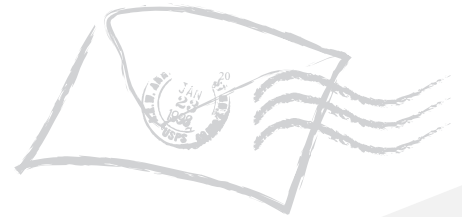
Notre classe politique affirme que l'État a peu de moyens. Elle réduit les dépenses en brandissant le spectre du déficit, de la dette, au nom de la «lucidité», et tant pis si des citoyennes et des citoyens restent en plan. Peut-être faudrait-il faire un autre exercice, celui d'évaluer nos ressources dans un contexte de mondialisation. Pour l'économie mondiale, nous sommes toutes et tous des ressources humaines, du moins potentiellement. Avec une population d'environ 7 500 000 au Québec (32 000 000 au Canada), la ressource est loin d'être trop abondante. Sur ces quelques millions, une partie demeure trop jeune pour travailler, une autre est à la retraite. De celle qui reste, je doute qu'on puisse se permettre de laisser tomber les 49 % de gens qui ne sont pas suffisamment alphabétisés pour fonctionner dans la société³. Au nom de quoi se permettrait-on de gaspiller cette ressource? Parce qu'elle est moins facile à exploiter que les 51 % qui restent? Il y a quelques années, les analystes disaient que le pétrole des sables bitumineux de l'Alberta était trop cher à exploiter. Aujourd'hui, malgré la pollution et les coûts engendrés par leur exploitation, on considère que ces sables constituent une grande richesse grâce à laquelle le Canada peut s'imposer sur l'échiquier mondial, et grâce à laquelle Paul Martin, l'ancien premier ministre canadien, a pu tenir tête au voisin américain dans ses négociations commerciales. Et si les êtres humains étaient considérés comme une grande richesse, eux aussi? Si on arrêta de croire que les personnes faiblement scolarisées, analphabètes, étaient une ressource de piètre qualité, une ressource qui coûte trop cher à exploiter?

3 Pourcentage de la population québécoise se trouvant aux niveaux 1 (15,6 %) et 2 (33 %) sur l'échelle des textes suivis, selon *Développer nos compétences en littératie : un défi porteur d'avenir. Rapport québécois de l'Enquête internationale sur l'alphabétisation et les compétences des adultes (EICA), 2003*, Institut de la statistique Québec, mai 2006, p. 51.

Les organismes communautaires

L'action des organismes communautaires se situe aux antipodes de cette approche économiste. Lorsqu'un organisme agit sur des enjeux sociaux, les travailleuses, les travailleurs, les militantes, les militants et les bénévoles s'informent, se forment et s'investissent, même si la vocation première de l'organisme n'en est pas une d'éducation. L'éducation populaire émerge de ces pratiques, par des types d'apprentissage formels et informels. Dans un organisme communautaire, l'apprentissage, souvent entre pairs, fait partie du quotidien. On se penche sur des questions qui touchent beaucoup de personnes analphabètes: la pauvreté, la violence,

l'exclusion. Les gens du communautaire connaissent l'analphabétisme, côtoient des personnes analphabètes. Et s'ils vont à l'encontre des pratiques courantes, s'ils sont capables de reconnaître les savoirs des personnes analphabètes, leur valeur comme personnes au-delà de ce qu'elles peuvent verser au PIB, c'est que l'analphabétisme, ils y ont pensé! ■



Commentaire de Rachel Pointel en réaction au billet de Sharon

Regard faussé d'une consultante en alphabétisation sur la perception qu'a la société québécoise de l'analphabétisme

On peut toujours rêver à des médias qui parlent plus souvent d'analphabétisme, à une population québécoise réellement consciente de la situation, à un gouvernement investissant massivement en alphabétisation et à des organismes offrant autant de services qu'il en faut... mais cela changerait-il vraiment les choses?

Lorsqu'on travaille en alphabétisation, on cherche les moindres petites occasions pour parler d'analphabétisme: on détermine le public visé, le message à diffuser et les médias à utiliser. On se réjouit si le message passe (sinon on fera mieux la prochaine fois!): l'impact se traduira localement et ponctuellement en nouvelles inscriptions à des ateliers d'alphabétisation, en nouveaux contacts... Et la vie continuera. Cela aura-t-il réellement changé les choses? Pas vraiment...

Et si, tout à coup, l'analphabétisme était au sommet de l'information médiatique? La situation devient critique, tout le monde en a conscience et en parle, il faut réagir car trop de personnes éprouvent des difficultés à lire et à écrire. Ces mêmes médias n'en viendraient-ils pas aussi à nous faire croire qu'à cause du déficit, ou de toutes autres «bonnes» raisons gouvernementales, nous n'avons pas les moyens, pas suffisamment d'argent pour résoudre le problème? On nous proposerait alors une solution miracle, peut-être sous forme de partenariat public-privé (PPP) où, dans les faits, seuls les plus riches auraient le «droit» (c'est-à-dire les moyens) d'être alphabétisés. Et nous accepterions cela. Mais oui. Comme nous acceptons actuellement que la santé prenne

cette direction! Parce que nous aurions été suffisamment lobotomisés pour faire porter le problème à l'individu, se désoler en toute bonne conscience de la situation et agir de la même façon que pour tous les autres problèmes de notre société, c'est-à-dire en ne faisant rien! Cela changerait-il réellement les choses? Pas vraiment...

Lorsqu'on travaille en alphabétisation, on se bat pour que le gouvernement investisse plus en alphabétisation. L'argent est alloué pour des secteurs spécifiques, qui peuvent changer d'une année à l'autre: des nouveaux groupes d'alphabétisation, les jeunes, la prévention... C'est à qui réussira à faire passer son message dans cette jungle! On s'allie à d'autres, on revendique, on manifeste... et parfois même on se félicite! Cela aura-t-il réellement changé les choses? Pas vraiment...

Et si, tout à coup, l'analphabétisme était au sommet des priorités gouvernementales? On injecterait beaucoup d'argent dans les différents lieux où les personnes peuvent améliorer leurs compétences en lecture et en écriture. Ces personnes seraient nombreuses, car tous les moyens seraient pris pour les recruter. Et on en dénombrait toujours plus, d'année en année... car le problème n'aurait pas été attaqué à la source! Il y aurait toujours autant (si ce n'est plus) de jeunes qui sortent de l'école avec des difficultés! Autant d'enfants qui n'arrivent pas à s'adapter à l'école! Cela changerait-il réellement les choses? Pas vraiment...

Lorsqu'on travaille en alphabétisation et qu'on s'arrête à la perception qu'a la société québécoise de l'analphabétisme, il est facile de déprimer, de se décourager... il est tentant de changer de métier! Mais, on reste. On y croit. Pourquoi? Je me suis souvent posé cette question! Ce n'est pas qu'on soit trop idéaliste. Quand j'observe la société, je ressens un malaise profond: comment se fait-il que chaque groupuscule revendique, manifeste et négocie uniquement pour ses propres intérêts? Comment se fait-il que nous ne soutenions pas les causes qui ne nous concernent pas directement ou qui ne sont pas liées à nos proches? Pourtant, nous sommes particulièrement généreux de notre temps (en bénévolat) et de notre argent (en dons)! Le personnel de la santé manifeste. Le personnel enseignant manifeste. Le personnel des services de garde manifeste. Les travailleuses et les travailleurs en alphabétisation manifestent. Tout le monde manifeste. Mais qui les soutient? Tout cela reste à petite échelle, bien sectorisé. Et pourtant, n'étions-nous pas 250 000 personnes à Montréal à manifester contre la guerre en Irak?

Se questionner sur la perception qu'a la société québécoise de l'analphabétisme, c'est aussi se demander ce que nous pensons de la pauvreté, des systèmes de santé et d'éducation, des jeunes qui décrochent ou se suicident, de l'argent détourné par certains hommes politiques, des salaires indécentes octroyés à quelques personnes... Bref, c'est se demander ce que nous souhaitons, si nous avons un projet de société. Et là-dessus, nous sommes plus que partagés! Arriverons-nous un jour à nous mobiliser suffisamment pour que nos actions changent réellement les choses? Car des solutions politiques, et donc financières, il n'en manque pas! Il faut avoir l'audace d'aller chercher l'argent là où il est et de l'investir là où c'est véritablement rentable pour la société: dans les personnes, et ce, pour tous les aspects de leur vie. Cela changerait-il réellement les choses? Oui, vraiment!!! ■

L'alphabétisation populaire a-t-elle un avenir ?

Voici ce que des groupes membres du RGPAQ ont répondu à cette question.

ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

ALPHA-TÉMIS (LAVERLOCHÈRE)

Oui, si notre existence est assurée. Oui, si le ministère reconnaît les acquis. Oui, si les critères de financement sont moins élevés et si les termes du financement n'ont pas à être renégociés aux trois ans. Oui, si nous faisons de la sensibilisation et du recrutement. Oui, car les besoins augmentent. Oui, car l'alphabétisation populaire permet aux personnes peu alphabétisées de socialiser et de ne plus être isolées.

CENTRE DE CROISSANCE D'ABITIBI-OUEST INC. (LA SARRE)

Oui, nous sommes persuadés que l'alphabétisation populaire a un avenir. Il s'agit de la démystifier afin d'éliminer les préjugés. Dans les ateliers d'alphabétisation populaire, on trouve des gens de tous âges et de toutes classes sociales. Dans le monde d'aujourd'hui, tout avance très vite, et il devient difficile de suivre des cours, même pour des gens sachant lire et écrire. Pour les personnes analphabètes complètes ou fonctionnelles, cela devient pratiquement impossible. C'est en ce sens que l'alphabétisation populaire prend toute son importance. Elle permet à plusieurs d'acquérir des connaissances utiles pour faire face à la vie de tous les jours. Il est donc très important de continuer à sensibiliser les gens dans le but d'améliorer leur avenir.

CORPORATION CONCEPT ALPHA DE ROUYN-NORANDA

L'alphabétisation est une chose et l'alphabétisation populaire en est une autre. L'alphabétisation populaire donne à la participante, au participant l'occasion de développer un esprit critique et une conscience sociale. Nous intervenons auprès de deux catégories de gens : avec les personnes ayant des problèmes personnels, par exemple d'isolement, nous faisons de l'alphabétisation populaire ; avec les personnes ayant des besoins plus techniques, nous nous concentrons sur l'apprentissage de la lecture et de l'écriture.

BAS-SAINT-LAURENT

ABC DES PORTAGES (RIVIÈRE-DU-LOUP)

En région, l'éducation des adultes analphabètes ou faiblement scolarisés continuera de passer par l'alphabétisation populaire, grâce à notre présence directe et constante dans les petits milieux. Un financement adéquat nous permettrait cependant de toucher encore plus de personnes dans un nombre plus grand de municipalités de notre vaste territoire.

CENTRE ALPHA DES BASQUES (TROIS-PISTOLES)

Nous devons croire à un avenir plus prometteur pour l'alphabétisation populaire, car les besoins ont été clairement établis depuis des décennies. Il faudra toutefois faire comprendre à nos dirigeantes et à nos dirigeants politiques que l'analphabétisme affecte, au-delà de la personne, l'ensemble de la dynamique sociale, économique et culturelle de la communauté. Enfin, notre engagement comme intervenantes et intervenants en alphabétisation populaire ne montre-t-il pas que nous avons espoir en la cause ?

CENTRE D'APPRENTISSAGE CLÉ (SAINT-CYPRIEN)

Oui, il faut continuer de défendre les droits et les acquis des personnes peu alphabétisées ou faiblement scolarisées qui vivent dans une situation où la pauvreté règne vraiment. Par le fait même, les groupes d'alphabétisation deviennent une porte d'entrée pour revendiquer ces droits et répondre à ces besoins.

FORMATION CLEF MITIS/NEIGETTE (RIMOUSKI)

L'alphabétisation populaire a finalement été reconnue dans la *Politique gouvernementale d'éducation des adultes et de formation continue* du ministère de l'Éducation, non seulement comme un lieu mais aussi comme un milieu de formation qui favorise le développement et l'autonomie de la personne peu alphabétisée. Toutefois, même si l'alphabétisation populaire est reconnue, des luttes entreprises depuis longtemps demeurent au cœur des priorités des groupes : la défense des droits des personnes peu alphabétisées et le financement adéquat des groupes afin qu'ils puissent remplir efficacement leur mission.

LA GIGOGNE (MATANE)

Forte d'un passé empreint de créativité et d'actions novatrices, la pratique en alphabétisation populaire s'est enrichie, bon an mal an, d'une solide expertise. De nombreuses personnes analphabètes ou peu scolarisées trouvent dans nos approches une réponse adaptée à leurs besoins de formation. Devant des besoins grandissants et diversifiés, les groupes usent d'ingéniosité pour doter ces personnes d'outils en vue d'un meilleur exercice de leur citoyenneté. Leurs efforts se démarquent par une augmentation significative d'activités de formation. L'avenir de l'alphabétisation populaire tient à cette volonté commune de développement. Il est cependant primordial que ce développement soit soutenu par un financement de base approprié et récurrent.

CENTRE-DU-QUÉBEC

ALPHA-NICOLET

À l'ère de la mondialisation, du développement rapide des communications et de l'informatique, de la valorisation de la performance, du travail et du pouvoir d'achat, notre société a besoin de ces lieux de parole, d'apprentissage, d'engagement, de développement personnel, d'information et de conscientisation que sont les groupes d'alphabétisation populaire. Notre société aura encore besoin, demain, de ces ressources *alternatives*, «humanisantes», basées sur des valeurs de justice sociale, de solidarité et de démocratie, de ces tremplins donnant à toute personne la possibilité d'être différent, de faire et de prendre part différemment.

LUDOLETTRE (SAINT-LÉONARD-D'ASTON)

L'alphabétisation populaire a et aura un avenir tant et aussi longtemps qu'elle demeurera d'abord et avant tout un outil de transformation sociale porté par ses membres.

CHAUDIÈRE-APPALACHES

ABC LOTBINIÈRE (SAINT-FLAVIEN)

Oui. En raison de sa mission et de sa philosophie, l'alphabétisation populaire sera appelée à répondre encore plus aux besoins des personnes, car l'enseignement dans les institutions scolaires ne cesse de se normaliser et entraîne l'exclusion d'un nombre croissant de gens. Cela aura comme effet une augmentation marquée du taux d'alphabétisme.

ALPHA ENTRAIDE DES CHUTES-DE-LA-CHAUDIÈRE (SAINT-ROMUALD)

Oui, il y aura toujours des gens qui préféreront fréquenter un groupe d'alphabétisation populaire. Dans ce type d'organisme, les participantes et les participants trouvent un accueil chaleureux, apprennent à leur rythme et sont encouragés par les formatrices, les formateurs ainsi que par leurs pairs. Chacune, chacun bénéficie d'un climat propice aux apprentissages.

ALPHARE (SAINT-GEORGES)

Oui, certainement. Il y aura encore longtemps des personnes désireuses d'apprendre sans chercher à obtenir un diplôme, mais pour le plaisir ou pour améliorer leurs conditions de vie. Il y a de plus en plus d'exclusion alors que les besoins en main-d'œuvre augmentent.

CLÉS EN MAIN (SAINT-JEAN-PORT-JOLI)

En raison des coupes dans le système scolaire et de la réduction des personnes-ressources, il y aura toujours des jeunes en difficulté d'apprentissage qui ne voudront pas retourner dans un lieu qui leur

a laissé de mauvais souvenirs: ils voudront apprendre autrement en étant respectés. Aussi, nous pensons que l'alphabétisation populaire a un avenir en autant que ce soit la volonté des gouvernements en place.

GRUPE ALPHA DES ETCHEMINS

Nous sommes de plus en plus convaincus que l'alphabétisation DOIT être populaire, car cette approche est celle qui répond le mieux, et de loin, aux besoins exprimés par les adultes analphabètes. Nous vivons tout de même dans la crainte qu'un nouveau gouvernement ou qu'un changement ministériel fasse disparaître notre mouvement en ne renouvelant pas l'entente PACTE. Nous croyons que nos réussites constituent une menace pour le milieu institutionnel et que nos éternelles revendications sont une épine dans le pied du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport. Qu'advient-il de nous?

GRUPE EN ALPHABÉTISATION DE MONTMAGNY-NORD

Peut-être. Si l'alphabétisation populaire n'est pas financée adéquatement, elle n'a plus d'avenir, car un groupe ne peut diminuer ses heures d'ateliers et le nombre de semaines d'activités sans que cela affecte les participantes, les participants, l'équipe de formation et menace la qualité de son travail, voire sa survie à long terme.

L'ABC DES HAUTS-PLATEAUX MONTMAGNY-L'ISLET INC.

Oui, nous croyons que l'alphabétisation populaire a un avenir. Cependant, pour que nous soyons encore actifs et efficaces dans plusieurs années, il nous faudra travailler en étroite collaboration avec des institutions déjà en place (commissions scolaires, centres d'emploi). Ainsi, l'alphabétisation populaire agira vraiment en complémentarité et non en compétition avec les réseaux existants.

LA CLÉ DE L'ALPHA (THETFORD MINES)

Il est évident que oui, l'alphabétisation a un avenir en raison de ses approches et méthodes différentes de celles des centres de formation traditionnels, de ses formules personnalisées. Oui, en raison des problèmes vécus par certaines personnes au primaire ou au secondaire, de leur insécurité, de leur gêne et de leur honte devant l'idée de retourner sur les bancs d'école, de leur peur d'être exclus du groupe si elles ne comprennent pas assez vite.

CÔTE-NORD

CENTRE ALPHA LIRA (SEPT-ÎLES)

L'alphabétisation populaire est une démarche volontaire, un choix de formation adaptée et d'apprentissage global en dehors des institutions scolaires souvent trop contraignantes. C'est également un outil pour devenir plus autonome dans la vie de tous les jours et qui aide au développement des communautés. Afin de satisfaire

aux exigences sans cesse grandissantes du monde qui nous entoure, la société doit accorder plus d'importance à l'apprentissage tout au long de la vie, et ce, dans le but d'éliminer la pauvreté et l'exclusion sociale. Apprendre pour être libre!

POPCO INC. (PORT-CARTIER)

Nous croyons, effectivement, qu'il y a un avenir pour l'alphabétisation populaire. Selon nous, tant qu'il y aura des gens avec autant de besoins, nous nous devons de poursuivre notre action. De plus, il est important de leur offrir un lieu de rencontre pour qu'ils puissent partager leurs désirs, leurs idées... et avancer dans la même direction.

GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE

DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE UNÎLE INC. (ÎLES-DE-LA-MADELEINE)

Oui, nous croyons que l'alphabétisation populaire a un avenir. Il nous faut par contre être vigilants afin de ne pas laisser nos dirigeants et nos dirigeants prendre des décisions qui, à long terme, excluraient les gens désireux d'obtenir nos services. Les formations offertes correspondent aux besoins des individus et les aident à mieux cheminer dans la vie quotidienne. Malheureusement, il faudra toujours nous battre pour faire valoir ce type de formation auprès des instances nationales, régionales et locales.

LANAUDIÈRE

A.B.C. DES MANOIRS (TERREBONNE)

Dans un monde idéal, l'analphabétisme n'existerait plus et il n'y aurait donc pas d'avenir pour l'alphabétisation populaire. Mais si nous revenons à la réalité, oui, l'alphabétisation populaire a un avenir. Il y a des jeunes pour prendre la relève et continuer d'appuyer le mouvement. La cause est noble, et on trouve plusieurs personnes pour la défendre dans le présent comme dans le futur. Nous devons être là: il en va du bien de notre société.

AU BORD DES MOTS (LAVALTRIE)

On compte, au Québec, près de un million trois cent mille personnes touchées par ce fléau qu'est l'analphabétisme. Au lieu de diminuer, la proportion de personnes peu alphabétisées ou trop faiblement scolarisées est en augmentation constante. C'est un réel problème de société, lié directement à la pauvreté, à la misère et à l'exploitation. Ces personnes ont besoin d'acquérir une plus grande autonomie et une meilleure connaissance de leurs droits afin de mieux vivre. Pour ces raisons, l'alphabétisation populaire est plus que jamais indispensable à notre société et a un grand avenir.

DÉCLIC (BERTHIERVILLE)

L'alphabétisation populaire peut avoir un bel et grand avenir... Si elle respecte les besoins et les attentes des adultes. Si elle montre clairement qu'elle obtient de précieux résultats, de belles réussites. Si elle investit les milieux et témoigne de son importance. Si elle enflamme encore des têtes et des cœurs qui l'actualiseront. Si elle est vraiment reconnue... Avenir brumeux, incertain, étincelant?

REGROUPEMENT DES ASSISTÉS SOCIAUX DU JOLIETTE MÉTROPOLITAIN

Oui, l'alphabétisation populaire a un avenir dans un contexte où la pauvreté et l'écart entre les pauvres et les riches risquent de s'accroître, et dans la mesure où les groupes d'alphabétisation populaire ancreront la conscientisation dans l'action, associeront plus les adultes en démarche d'alphabétisation et leur réseau à leurs revendications, iront chercher l'appui de la population, favoriseront le militantisme et feront alliance avec des groupes engagés dans la défense des droits et dans la lutte contre la pauvreté. Tout cela ne peut que donner de la crédibilité et du poids aux revendications adressées aux instances gouvernementales.

LAURENTIDES

LA GRIFFE D'ALPHA (MONT-LAURIER)

Si le gouvernement y accorde l'attention qu'elle mérite, l'alphabétisation populaire assurera plus facilement son avenir. Sinon, les groupes risquent d'être engouffrés dans les commissions scolaires auxquelles le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport tente de plus en plus de les faire ressembler. Dommage, car l'alphabétisation populaire offre une autre façon de fonctionner qui convient à beaucoup de personnes analphabètes. Sans ressources financières suffisantes, l'alphabétisation populaire survivra difficilement. Souhaitons que notre réseau continue de s'adapter à la réalité des personnes analphabètes du nouveau siècle, comme il a toujours tenté de le faire, dans le respect des individus. L'alphabétisation populaire mérite sa place dans notre société.

LA MAISON DES MOTS DES BASSES-LAURENTIDES (SAINTE-THÉRÈSE)

L'alphabétisation populaire a un avenir: N'en doutons même pas... Une partie de la population se reconnaît dans cette manière d'apprendre. Une fois «conscientisées» à cette approche qui donne aux êtres la capacité d'agir sur leur vie et sur leur environnement, les personnes sont marquées à vie. Impossible de se mettre des œillères... et d'oublier cette pratique. Il y aura toujours des militantes et des militants pour défendre activement les valeurs et les principes de l'alphabétisation populaire. Nous sommes de ceux-là.

LA MAISON POPULAIRE D'ARGENTEUIL (LACHUTE)

Oui, l'alphabétisation populaire a un avenir pour toute personne consciente de sa dignité. Oui, grâce à la contribution de gens soucieux des autres et de leurs conditions de vie. Oui, pour toute personne désireuse d'améliorer sa qualité de vie, de parfaire son savoir-faire et son savoir-être, de contribuer au bien-être de ses enfants et d'elle-même. Oui, quand des êtres humains veulent être considérés comme des citoyens à part entière. Non, quand les gouvernements n'offrent pas un soutien approprié aux intervenantes, aux intervenants et ne tiennent pas compte des adultes peu alphabétisés qu'ils jugent isolés, peu démonstratifs, peu dérangeants, peu exigeants.

LE COIN ALPHA (SAINT-JÉRÔME)

Du point de vue des participantes et des participants, la réponse est la suivante: «Oui, l'alphabétisation populaire a un avenir, pour apprendre à s'entraider, à s'encourager et à fonctionner dans la vie, il faut que ça reste ouvert.» «S'il n'y avait pas d'alphabétisation populaire, on n'aurait pas de place où apprendre, où apprendre les mots.» «Il y en a d'autres qui vont en avoir besoin après nous.» Les besoins sont tellement grands que nous pouvons assurément affirmer, comme travailleuses, que l'approche des groupes d'alphabétisation populaire A et DOIT avoir un avenir: C'EST UNE RESPONSABILITÉ SOCIALE. Enfin, du point de vue politique, y a-t-il une réelle volonté de nous accepter, de nous reconnaître et de nous soutenir?

LAVAL

AU JARDIN DE LA FAMILLE DE FABREVILLE

Oui, l'alphabétisation populaire a un avenir dans la mesure où l'approche des formatrices et des formateurs va dans la même direction, et que ces derniers mettent en relief chez les participantes et les participants leur sens de l'initiative de même que leur goût de la collaboration, conditions incontournables pour le devenir de l'alphabétisation populaire.

GROUPE ALPHA LAVAL

Il est pathétique que nous en soyons rendus à nous poser une telle question! Les chiffres actuels sur l'analphabétisme confirment notre raison d'être. Par contre, considérant notre lutte perpétuelle en vue de la reconnaissance et du financement des groupes d'alphabétisation populaire, considérant les investissements gouvernementaux plutôt timides, nous pouvons penser qu'elle n'en a pas. Bref, au contact de nos participantes et de nos participants, nous y croyons à l'avenir, mais devant le manque de volonté politique, nous devenons plutôt pessimistes.

MAURICIE

CENTRE D'ACTIVITÉS POPULAIRES ET ÉDUCATIVES (LA TUQUE)

Nous croyons que l'alphabétisation populaire a un avenir. Il faut sensibiliser la population car, trop souvent, le fait de ne pas savoir lire et écrire est perçu comme une «maladie» alors que la réalité est tout autre. Les personnes peu ou pas alphabétisées sont souvent montrées du doigt comme étant inaptes. Pourtant, elles ont un vécu (par exemple Jacques Demers). Nous réfléchissons à une façon nouvelle de promouvoir l'alphabétisation au regard des objectifs des principaux intéressés. Nous tenons compte de la nouvelle clientèle et de ses attentes beaucoup plus pointues.

CENTRE D'ÉDUCATION POPULAIRE DE POINTE-DU-LAC (TROIS-RIVIÈRES)

L'alphabétisation populaire aura toujours un rôle à jouer, car la société ne fait malheureusement pas de place à tout le monde, surtout en ce qui concerne les milieux d'apprentissage. Pourtant, chacune, chacun a le droit d'apprendre et, surtout, de choisir un endroit qui l'accueille avec ses forces et ses faiblesses. C'est dans des organismes comme le nôtre que les participantes et les participants connaissent leurs droits et sont considérés comme des citoyennes et des citoyens à part entière.

COMSEP (TROIS-RIVIÈRES)

Oui, car l'alphabétisation populaire est une solution de rechange qui répond à un besoin. L'innovation et la connaissance du milieu constituent les principales forces des groupes populaires. Malheureusement, l'alphabétisation populaire n'est pas considérée à sa juste valeur par les différents gouvernements. Pour qu'elle ait un avenir, nous devons être solidaires et tenir le même discours, fort et unique, sur la cause de l'analphabétisme, soit la pauvreté, et dénoncer l'exclusion sociale et culturelle dont sont victimes les personnes analphabètes. Il faut continuer de proposer des pistes de solutions novatrices.

EBYÛN (TROIS-RIVIÈRES)

Oui, l'alphabétisation populaire a un avenir. Depuis quelques mois, elle est d'ailleurs plus présente sur la place publique et plus revendicatrice. Nous n'avons qu'à penser à la lutte des groupes pour le tarif alpha auprès de la Société de transport de Montréal, aux actions valeureuses et héroïques des membres du Comité des participantes et des participants du RGPAQ dans plusieurs villes du Québec, à l'engagement de personnes peu alphabétisées dans des démarches de revitalisation de quartier, etc. Et l'alphabétisation populaire durera tant que des individus et des groupes défendront les droits des personnes analphabètes, voudront améliorer leurs conditions de vie et lutteront pour la justice sociale.

LA CITÉ DES MOTS (SHAWINIGAN-SUD)

Oui, l'alphabétisation populaire a un avenir si, bien évidemment, les groupes ont les moyens financiers de mener à terme ce beau projet. Nous devons posséder des outils adéquats, des ressources humaines, matérielles et financières suffisantes afin de répondre à notre mission. Le besoin en alphabétisation va grandissant et, en outre, il y a de plus en plus de décrocheurs. D'ici quelques années, avec l'instauration du gouvernement en ligne, beaucoup de personnes ne pourront plus remplir elles-mêmes leurs formulaires. La communication avec le gouvernement, par exemple, deviendra de plus en plus difficile.

LA CLÉ EN ÉDUCATION POPULAIRE DE LA MRC DE MASKINONGÉ (LOUISEVILLE)

Nous pensons que oui. Dans notre municipalité régionale de comté, le besoin en alphabétisation est bien présent. Les gens font de plus en plus appel à nous pour les aider. Nous constatons que plusieurs sortent de l'ombre et témoignent de leur situation. Nous croyons que cela peut être très positif.

MONTÉRÉGIE

AIDE PÉDAGOGIQUE AUX ADULTES ET AUX JEUNES (SAINT-HYACINTHE)

L'alphabétisation populaire répond à un besoin qui ne semble pas en voie de disparaître. Alors, oui, nous croyons qu'elle aura encore sa place dans le futur et, pour cela, il nous faudra continuer à faire valoir son importance, encore et toujours.

CENTRE ALPHA-SOURD RIVE-SUD (SAINTE-PIE)

Oui, certainement, l'alphabétisation populaire continuera de jouer un rôle important dans le futur. Il y aura toujours des personnes désireuses d'apprendre de cette façon. L'alphabétisation populaire est une source fraîche qui nous apporte les connaissances dont nous avons besoin dans notre vie. Elle a un avenir important puisque, d'après nous, elle demeure la mieux placée pour aider les personnes analphabètes. Nous, les participantes et les participants, formons l'alphabétisation populaire. Merci de nous donner l'alphabétisation populaire. *Les participantes et les participants*

COMITÉ ANIMATION LOCALE ALPHABÉTISATION (LACOLLE)

Nous espérons que l'alphabétisation populaire a un avenir, puisque les besoins augmentent: les gens quittent l'école plus tôt. Oui, l'alphabétisation populaire a un avenir, notamment parce que la façon de faire des groupes diffère de celle de l'école traditionnelle et parce qu'elle offre de bons outils personnalisés. Et cela donne envie d'apprendre plus!

COMQUAT INC. (NOTRE-DAME-DE-L'ÎLE-PERROT)

L'alphabétisation populaire doit continuer à occuper une place importante en éducation des adultes. Nous devons rester une alternative aux ressources plus traditionnelles. Les changements socioéconomiques en cours et ceux à venir font en sorte que la société devra s'occuper plus activement de ses citoyennes et citoyens, car ces derniers ne pourront plus compter sur les gouvernements. L'alphabétisation populaire a un avenir, mais nous allons devoir user de créativité et de persévérance pour conserver nos acquis et nous adapter aux nouvelles demandes.

LA CLÉ DES MOTS (SAINT-CONSTANT)

L'alphabétisation demeure un sujet de deuxième catégorie pour nos gouvernements malgré l'augmentation du nombre d'analphabètes. Les nombreuses années investies pour faire avancer quelques dossiers en alphabétisation populaire en témoignent. Est-ce que l'alphabétisation populaire a un avenir? Elle a un passé... elle a un présent... elle a sa raison d'être. Pour ce qui est de son avenir, il se bâtit jour après jour. Cela ne fait-il pas 25 ans que nous nous demandons, à chaque année, si nous allons survivre ou périr? «Nul n'est garant de son avenir!» Nous croyons à l'alphabétisation populaire et continuerons de défendre notre point de vue envers et contre tous.

LA PORTE OUVERTE (SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU)

Dans un monde où l'individualisme prévaut, l'alphabétisation populaire a, plus que jamais, un avenir. En inscrivant l'analphabétisme dans un contexte social et en s'adressant à l'adulte dans sa globalité, elle fait contrepoids aux institutions et au courant de pensée dominant. Grâce à l'alphabétisation populaire, l'adulte participe directement à l'amélioration de ses conditions de vie et à celles de ses semblables. Il n'est pas qu'un simple apprenant confiné à un rôle passif. L'alphabétisation populaire aura d'autant plus d'avenir qu'elle continuera d'assumer, de défendre et de promouvoir sa spécificité.

L'ARDOISE DU BAS-RICHELIEU (SOREL-TRACY)

Un avenir sur quel plan? Si on parle du financement des groupes, non, l'alphabétisation populaire n'a pas d'avenir à long terme. Allons-nous longtemps encore vivre de subventions minimales, de projets incertains et de promesses futures? Si on parle de volonté politique, l'alphabétisation populaire n'a pas vraiment d'avenir non plus. Allons-nous d'un seul coup devenir la cause à la mode? Par contre, si on parle de pratiques spécifiques qui répondent adéquatement aux besoins des personnes peu alphabétisées, la réponse est oui. Avons-nous cependant la possibilité d'élaborer et de mettre en pratique nos particularités et notre expertise? Ce n'est pas si sûr.

L'ÉCRIT TÔT DE SAINT-HUBERT

Plus que jamais, l'alphabétisation populaire représente une *alternative* essentielle au système scolaire traditionnel, car celui-ci ne suffit plus à la tâche dans notre société de plus en plus complexe et exigeante sur le plan de la communication et du savoir. Cette alternative est plus flexible, plus près des besoins des communautés rapprochées et permet aux exclus de... s'inclure dans une démarche d'apprentissage adaptée à leurs besoins, c'est-à-dire à leur mesure!

LE FABLIER (LONGUEUIL)

Un des principes de l'éducation populaire est de «viser l'augmentation des capacités en devenant le sujet de son développement». C'est bien beau les principes, mais la réalité nous démontre que nos investissements dans notre mouvement sont faibles. Pourtant, cela devrait être à la base de nos façons de faire! Si nous voulons que l'alphabétisation populaire ait un avenir, il faut nous entendre sur le rôle d'un regroupement et nous questionner sur les rôles et les responsabilités des groupes, ainsi que sur notre cohésion!

LE SAC À MOTS (COWANSVILLE)

L'alphabétisation populaire a un avenir dans la mesure où elle adaptera ses services aux nouveaux besoins des participantes et des participants (francisation, économie sociale, formation qualifiante TENS, intégration des nouvelles technologies, etc.), tout en ne travestissant pas sa mission de base et son approche conscientisante. De plus, elle doit poursuivre son travail de défense des droits auprès des gens les plus vulnérables de notre société.

MONTRÉAL

CENTRE ALPHA-SOURD DE MONTRÉAL

Pour nous, l'alphabétisation populaire est une perle rare dans ce système géant de l'éducation. Tout le monde au Centre alpha-sourd pense qu'elle est et demeurera la voie des personnes analphabètes, en plus de refléter notre culture spécifiquement québécoise. Ces atouts lui confirment un avenir brillant avec une place de plus en plus importante dans notre société. Pour les participantes et les participants sourds qui communiquent en langage des signes, la découverte de l'alphabétisation populaire est un «plus» dans leur vie.

CENTRE DE LECTURE ET D'ÉCRITURE

Avenir ou pas, les besoins auxquels répond l'alphabétisation populaire existent bel et bien. Par contre, les conditions dans lesquelles elle se pratique s'aggravent: la bataille pour la reconnaissance et la survie devient ardue; il y a de plus en plus de

professionnalisation en alphabétisation populaire (par exemple des recherches-actions liées à la recherche universitaire); la permanence a remplacé le militantisme; le terme mouvement suscite des craintes. L'avenir de l'alphabétisation populaire passe par le développement d'un mouvement issu des personnes analphabètes (et non des intervenantes et des intervenants) comme dans d'autres champs de lutte (notamment les personnes assistées sociales).

CENTRE DE RESSOURCES ÉDUCATIVES ET COMMUNAUTAIRES POUR ADULTES

Poser la question, c'est y répondre. Oui, l'alphabétisation populaire a un avenir. Nous disons même plus: l'alphabétisation populaire est l'avenir. La société a besoin d'elle pour assurer un équilibre du tissu social fragilisé par l'exclusion et la pauvreté. Le jour où l'alphabétisation populaire sera connue, reconnue et valorisée par les intervenantes, les intervenants sociaux, les actrices, les acteurs du système de l'éducation, la société sera plus riche et en meilleure santé, et ses citoyennes, ses citoyens plus engagés.

CENTRE N A RIVE

Dans le contexte actuel de mondialisation, de néolibéralisme, l'alphabétisation populaire s'oppose à l'alphabétisation fonctionnelle, pour ne pas dire qu'elle est prise en otage. En effet, la tentation est grande de prendre le tournant de l'alphabétisation fonctionnelle devant la paupérisation des personnes analphabètes et l'absence d'une politique gouvernementale en faveur d'un revenu décent et assuré pour toutes et tous. En ce troisième millénaire, nous sommes à la croisée des chemins où, tout en tenant compte de l'approche de Paulo Freire, nous devons innover et répondre à la question suivante: Comment aider les citoyennes et les citoyens à survivre tout en se battant pour une société soucieuse du bien-être de chacune et de chacun, et perpétuer ainsi l'alphabétisation populaire?

COMITÉ D'ÉDUCATION DES ADULTES DE LA PETITE-BOURGOGNE ET DE SAINT-HENRI

Oui, l'alphabétisation populaire a un avenir dans la mesure où nous résisterons aux conditions et aux exigences de l'État qui diminuent l'autonomie des groupes. Le mouvement doit respecter ses principes. En ce sens, l'accueil de nouveaux groupes et le suivi qui en découle doivent se faire de façon serrée afin de s'assurer d'un réel respect de nos principes, et ce, par des formations obligatoires, de l'accompagnement... Aussi, il faut débattre des pratiques avec les groupes afin de distinguer celles qui sont cohérentes avec les principes d'alphabétisation populaire et celles qui ne le sont pas. Enfin, nous ne devons pas craindre d'exclure des groupes membres qui ne démontrent pas des pratiques cohérentes avec nos principes.

LA JARNIGOINE

Oui, l'alphabétisation populaire a un avenir si les principes qui la régissent sont ressentis, mis de l'avant et appliqués par celles et ceux travaillant en alphabétisation populaire. Oui, l'alphabétisation populaire a un avenir si elle est un moteur de changement réel et permet, par la lutte, de détenir un plus grand pouvoir sur sa vie. L'alphabétisation populaire a un avenir si elle se base sur la défense des droits individuels et collectifs.

L'ATELIER DES LETTRES

À voir le taux actuel d'analphabétisme, à constater le nombre de personnes analphabètes que nous touchons (les deux réseaux confondus), nul doute que l'alphabétisation populaire est là pour durer. Mais a-t-elle un avenir? Oui, dans la mesure où notre pratique sera ouverte sur le milieu, vivante et active au sein des différents réseaux sociaux. Oui, en autant que notre pratique d'alphabétisation devienne, reste et soit un outil de transformation sociale plutôt qu'un but en soi.

LES ATELIERS MOT-À-MOT DU S.A.C. ANJOU INC.

Oui, l'alphabétisation populaire a un avenir. Le besoin existe et il est grand pour les Québécoises, les Québécois de souche, les personnes immigrantes et les jeunes qui vivent le décrochage scolaire. Quant aux difficultés, elles sont aussi importantes que les besoins. Même si l'État reconnaît l'analphabétisme comme un problème social, son investissement financier demeure insuffisant. Malgré les obstacles, notre rôle est d'aider les personnes qui fréquentent nos ateliers à être des citoyennes et des citoyens actifs. Cela aura un impact sur le mieux-être de notre société.

LETTRES EN MAIN

Dans «alphabétisation populaire», il y a le mot populaire qui suggère les concepts de militantisme et d'action politique. Avec les années, il nous semble que ce mot a beaucoup perdu de son éclat et que, si nous ne parvenons pas à lui redonner un peu de couleur, il s'effacera tout simplement comme une vieille pancarte oubliée. Ainsi, le jour où il ne nous restera que le mot alphabétisation, l'alphabétisation populaire ne sera plus que le souvenir d'une belle utopie.

TOUR DE LIRE

Question complexe et multiple. Non, l'alphabétisation populaire n'a pas d'avenir, car l'orientation de la pensée dominante et le climat social actuel vont nettement à l'encontre des valeurs qu'elle défend. Oui elle en a un, car nous coûtions moins cher à l'État que la structure institutionnelle, nous sommes (dans son esprit) corvéables à souhait et lui permettons de se donner une bonne image en offrant des services gratuits aux plus démunis. Non, car le tout-à-l'emploi prédomine et se situe à l'opposé de ce que nous

prônons. Non enfin, car nos services pourraient être assurés par des bénévoles, ce qui reviendrait encore meilleur marché à l'État.

OUTAOUAIS

ATELIER D'ÉDUCATION POPULAIRE (SAINT-ÉMILE-DE-SUFFOLK)

Oui, plus que jamais! Selon la Charte des droits et libertés, «tous les humains naissent égaux; savoir lire et écrire est un droit inaliénable pour toutes et tous». Plus d'un million de personnes analphabètes au Québec, c'est inadmissible. Le ministère de l'Éducation reste peu loquace sur le sujet, car ce serait avouer son échec. Qui dira que c'est assez, sinon les groupes d'alphabétisation populaire? C'est une question d'appropriation du pouvoir individuel et collectif. On oublie trop souvent que les analphabètes possèdent des savoirs. Comme ils sont silencieux et honteux, on en parle peu. Le RGPAQ doit participer à la définition politique de la société que l'on veut pour demain. Nous devons inciter à la prise de conscience et créer un contexte organisationnel favorable à une alphabétisation massive; le temps fera le reste.

LE VENT DANS LES LETTRES (GATINEAU)

Oui, l'alphabétisation populaire a une place importante, car le taux d'analphabètes et de décrocheurs ne cesse d'augmenter. Nos groupes constituent des endroits où les participantes et les participants se sentent en confiance, respectés et non jugés. Des lieux où ils se sentent écoutés, où ils développent un sentiment d'appartenance, où ils peuvent prendre la parole et la place qui leur revient. Ils y trouvent les outils dont ils ont besoin selon une approche qui leur ressemble afin de progresser à leur rythme. Par contre, l'avenir est moins certain lorsqu'on parle de financement. Et nous devons continuer notre action afin d'être de plus en plus reconnus.

RÉGION DE QUÉBEC

ALPHA STONEHAM

L'alphabétisation populaire a un avenir certain, à condition d'obtenir un financement suffisant. Les groupes pourront ainsi continuer d'aider les participantes et les participants à mieux socialiser dans un monde de plus en plus complexe, à vivre et à partager les différences ainsi qu'à s'engager dans leur milieu.

ATOUT-LIRE (QUÉBEC)

Si une véritable lutte politique contre la pauvreté n'est pas menée, si le système scolaire continue de laisser en marge certains jeunes, si l'accès à l'information et le droit à l'éducation ne cessent d'être bafoués, si on ne transforme pas le modèle social actuel basé sur l'exploitation, l'injustice et l'inégalité, l'alphabétisation populaire a un avenir et toute sa raison d'être.

CENTRE D'ALPHABÉTISATION L'ARDOISE (SAINT-CASIMIR)

Nous nous questionnons à ce sujet. Nous avons de plus en plus de difficulté à recruter et la commission scolaire ne cesse d'élargir ses tentacules en offrant les mêmes services que nous (nous l'inspirons...). D'un point de vue financier, les subventions n'augmentent pas, les critères d'évaluation sont de plus en plus exigeants et les employés se lassent de n'avoir aucune sécurité d'emploi, de n'avoir qu'un petit salaire, etc.

LA MARÉE DES MOTS (BEAUPORT)

Oui, l'alphabétisation populaire a un avenir compte tenu des caractéristiques que présentent les personnes analphabètes. Les groupes populaires seront toujours présents pour répondre à leurs besoins. En plus des ateliers, ils offrent un milieu de vie où les compétences personnelles sont mises en valeur, un lieu où l'on développe la confiance en soi et l'autonomie, un lieu qui permet de prendre sa place dans la société.

LE SERVICE DE FORMATION EN ALPHABÉTISATION DE CHARLEVOIX (BAIE-SAINT-PAUL)

La tristesse de la chose, c'est que oui, l'alphabétisation populaire a un avenir. Même si celui-là semble en mouvance, nous croyons que les services autres que ceux du monde scolaire vont continuer d'exister.

SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN

CENTRE ALPHA DE LA BAIE ET DU BAS-SAGUENAY

Oui, bien sûr que l'alphabétisation populaire a un avenir. Nous croyons que le système actuel (sur les plans scolaire et social notamment) fait en sorte qu'il y a toujours autant de personnes en marge de la société (isolement, solitude, pauvreté, etc.). Cette marginalisation entraîne l'entourage dans le même cercle vicieux. De nos jours, les jeunes font face à un avenir qui semble fermé: ils sont facilement découragés par le chômage, les pertes d'emploi ou les échecs de leurs parents. Le peu d'engagement du gouvernement n'enrayera pas l'analphabétisme et les problèmes sociaux grandissants. Nous avons un rôle à jouer. Mais pour y parvenir, nous devons compter sur la reconnaissance de notre spécificité et sur le soutien financier qui s'y rattache.

CENTRE ALPHA DU HAUT-SAGUENAY

L'alphabétisation populaire est une occasion offerte aux adultes québécois. Ses caractéristiques uniques, ses méthodes distinctes et ses contenus spécifiques ont permis à de nombreuses Québécoises et à de nombreux Québécois de ne plus être isolés et d'améliorer leurs conditions de vie sur plusieurs plans. Notre

réseau, qui permet aux individus d'apprendre tout au long de leur vie, doit être préservé dans toute sa distinction. Nous osons croire que la reconnaissance de notre mission deviendra une priorité pour nos dirigeantes et dirigeants gouvernementaux.

CENTRE DE LECTURE ET D'ÉCRITURE D'ALMA

Oui, l'alphabétisation populaire a un avenir à condition que les gens engagés en éducation réussissent à mettre vraiment la personne au cœur de leurs préoccupations. Étant des actrices, des acteurs incontournables dans la société d'aujourd'hui et de demain, nous devons proposer des démarches d'apprentissage qui amènent les personnes à améliorer leurs conditions de vie. Devant le taux très élevé d'analphabétisme au Québec, il est important de travailler ensemble. En étant solidaires dans nos actions et nos revendications, nous inciterons nos gouvernements à nous verser des sommes supplémentaires. Le contexte social change, les besoins diffèrent et nous devons avoir les moyens de suivre la vague si nous voulons faire partie de l'avenir.

GROUPE CENTRE-LAC D'ALMA

L'alphabétisation populaire se conjugue au passé, au présent et au futur: nos expertises d'hier ont été le présage d'un solide présent pour notre groupe qui travaille auprès d'adultes vivant avec des handicaps physiques ou intellectuels. Notre action a-t-elle un avenir? Non, si l'on en reste à l'apprentissage de connaissances en lecture, en écriture et en calcul et qu'on vise uniquement l'employabilité. Oui, puisque le personnel en place s'évertue à créer et à accentuer le plaisir d'apprendre pour apprendre, fier d'alimenter ce besoin, cette culture, et ainsi permettre aux participantes et aux participants de franchir avec fierté les murs de notre centre.

REGROUPEMENT DES CENTRES D'ALPHABÉTISATION MOT-À-MOT (SAINT-AMBROISE)

C'est évident, l'alphabétisation populaire a un avenir. Elle devra cependant démontrer l'importance des groupes d'alphabétisation, notamment par le témoignage de participantes et de participants à la télévision et dans les journaux parlant de leur réussite et de l'impact de l'alphabétisation dans leur vie de tous les jours. Pour la soutenir dans les publicités et la recherche de financement auprès des instances politiques, l'alphabétisation populaire devra établir des partenariats (avec des syndicats, des entreprises, le milieu des affaires, etc.). Par ailleurs, aujourd'hui, le traitement de textes, le courrier électronique, les formulaires gouvernementaux à télécharger et à retourner sont des activités faisant partie du quotidien. Dans le futur ce sera quoi? Il faudra être attentif aux besoins de la clientèle et à ceux d'une société en changement.



Conclusion

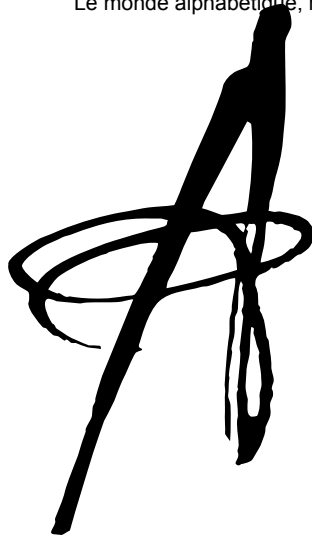
À la suite des discussions, une impression demeure: la manière dont l'alphabétisation populaire doit combattre l'analphabétisme peut être perçue de façon différente.

Aux yeux de certains, apprendre à lire et à écrire aux participantes et aux participants contribue à combattre l'analphabétisme, car à chaque jour nous amenons les individus à reprendre confiance en eux et à mieux fonctionner dans la société en vue d'accéder à une meilleure qualité de vie.

Pour d'autres, cet apport reste insuffisant. Afin d'être véritablement efficace, la lutte contre l'analphabétisme doit se situer au-delà des batailles quotidiennes qui, même si elles revêtent une importance capitale pour les participantes et les participants, ne s'attaquent toutefois pas aux causes à l'origine du problème. Peu importe le nombre d'adultes que nous parviendrons à alphabétiser, l'analphabétisme continuera d'exister, particulièrement dans les milieux défavorisés.

Est-ce que ces deux visions sont divergentes? Trahissent-elles l'idéal de notre mouvement, qui est de travailler à un monde plus juste, plus égalitaire, où chacune, chacun trouvera sa place?

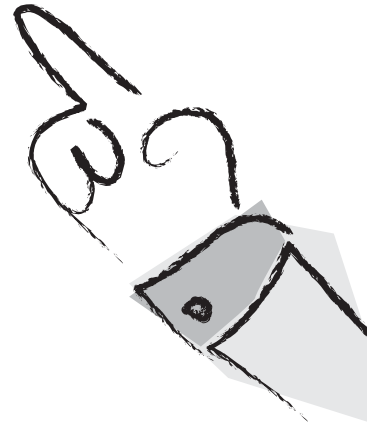
Depuis 25 ans, nos croyances se heurtent, nos points de vue s'entrechoquent, et après lecture du dossier, on peut présumer qu'il en sera ainsi pendant encore longtemps. Mais cela ne doit pas nous inquiéter, puisque nous avons toujours refusé d'être figés dans une vision théorique de l'alphabétisation populaire. Continuons à nous questionner sur nos pratiques et à les confronter dans une perspective de changement à court, à moyen et à long terme. Il en va du bien des individus et de la société.



Apprendre à lire entre les lignes

Avec le tout nouveau *BLT*,
l'humanité va changer

« Au-delà de l'argent,
il y a les gens. »



UN MINISTRE DES FINANCES AVOUE PUBLIQUEMENT NE PAS SE PRÉOCCUPER DU SORT DES PRESTATAIRES DE L'AIDE SOCIALE. UNE GESTIONNAIRE D'UNE GRANDE ENTREPRISE SE RÉJOIT HAUT ET FORT DES MISES À PIED MASSIVES ANNONCÉES PAR LE PRINCIPAL CONCURRENT. UN FABRICANT DE REMÈDES EXPRIME SA VIVE SATISFACTION DEVANT LA MENACE D'UNE ÉPIDÉMIE. FICTION OU RÉALITÉ ? IL Y A UN MOYEN DE LE SAVOIR. . .

Patrice Rocheleau,
personne-ressource pour le
Comité des participantes et des
participants du Regroupement des
groupes populaires en
alphabétisation du Québec

multitude de langues, d'écritures et de moyens d'expression, les idées et réflexions sont transmises ou inculquées. Par la parole et l'écrit, la civilisation a vu le jour, et sa mémoire a traversé le Temps. L'Histoire en serait l'exemple par excellence. Mais qui écrit l'Histoire? L'auteur n'a jamais signé son texte. Voudrait-il se protéger contre des recours collectifs? Il ne faut pas oublier que « L'Histoire, c'est le récit du vainqueur. »

C'est que, par l'entremise de performances en communication, l'objectivité demeure très difficile à observer. Ces phrases qui vous interpellent semblent inoffensives. Elles se présentent toujours de la même façon, horizontalement, commençant en haut à gauche, se suivant les unes les autres jusqu'en bas, à droite, là où semble toujours aboutir le sort de notre société.

Un vieux proverbe dit: «La parole est donnée à l'Homme pour cacher sa pensée.» L'extraordinaire intelligence de l'être humain lui a fourni la capacité de créer des moyens de communication hors pair. Ces moyens lui ont permis de transférer son savoir d'une génération à l'autre. Grâce à une

Comment donc naviguer à travers idées et concepts sans se faire induire en erreur? Entre une lettre d'amour, une publicité, des consignes pour faire fonctionner un appareil ou les explications d'un élu sur des agissements douteux, ce qui se cache entre les lignes peut varier énormément. Il arrive

C'est tout de même pas de sa faute, c'est la loi qui crée la désobéissance. Si cette loi n'avait pas existé, il n'aurait rien à se reprocher. La loi, c'est comme une toile d'araignée: assez fort pour retenir les faibles, trop faible pour retenir les forts!

Pauvre lui, il se retrouve toujours dans de beaux draps à force de coucher avec l'élite. Continuons. Bon, encore sa fameuse phrase: «Il faut créer la richesse avant de la redistribuer...» Voyons le sens:

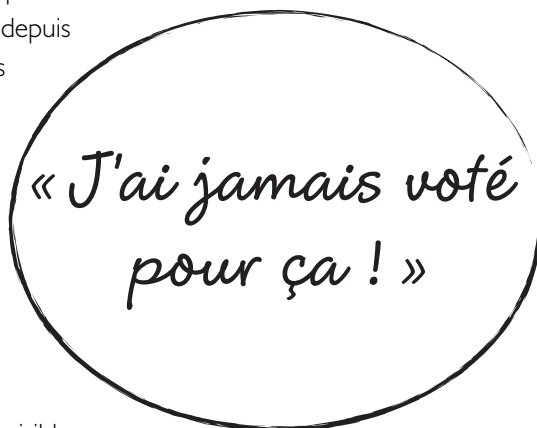
- a) M. Charest n'a pas lu la section économique des journaux depuis quelques décennies, période depuis laquelle nous battons records économiques par-dessus records économiques.
- b) Il n'a pas fait mettre le livret de caisse pop du gouvernement à jour depuis son ascension au trône.
- c) On vous a promis un gouvernement transparent: invisible, ça fait pareil.
- d) Veuillez patienter pendant que l'on se sert, et veuillez attendre votre tour.

Donc, rien d'anormal pour ce parti jusqu'ici. Hydro-Québec, les casinos, la Saleté des alcools, ça ne rapporte pas assez, on dirait. Ils doivent être à la veille de faire quelque chose, jamais je croirai. Ce n'est pas lui qui a dit: «Nous sommes prêts?» Justement, il le répète. Testons avec le *BLT*:

- a) (néant)
- b) On va tout démolir.
- c) Ce slogan ne s'adressait pas à la population, mais plutôt au patronat.
- d) On voulait dire «près», pas «prêts», style «proche», pas «poche».

Rien de neuf. Sauf que le journaliste parle aussi de ceux qui sont contre! Miracle! Il y a une réaction qui se fait entendre: «J'ai jamais voté pour ça.» Signification:

- a) J'ai voté pour eux et je ne suis plus d'accord avec mon choix.
- b) Je n'ai pas lu le programme pour lequel j'ai voté.
- c) Je voulais changer de gouvernement pour le *fun*, pis j'veis payer les dégâts pendant 20 ans, asteure.
- d) Pourquoi des libéraux ont-ils un programme conservateur?



Effectivement, pauvre peuple que nous sommes, on s'est fait royalement avoir. Il fallait lire le programme, il était pourtant écrit noir sur blanc. Oui, c'est vrai, il a changé deux fois pendant la campagne, mais ce n'est pas une raison pour faire un chèque en blanc. Donc, légalement, qui a tort? Oui, être trompé par un slogan, fallait être vraiment naïf! Mais le *BLT* n'existait pas encore, on doit donc être pardonné.

Maintenant, tout y passe: santé, éducation, garderie, service aux plus démunis... Mais le gouvernement tient tout de même à notre survie, du moins en apparence. À titre d'exemple, cette brochure sur la sécurité au travail qui traîne sur ma table. On peut y lire: «À

chaque jour, une famille est victime d'un accident de travail.» Voyons ce que ça veut dire:

- a) Au lieu de faire un dépliant sur le sort tragique de cette famille, il serait préférable de leur montrer à travailler.
- b) Pauvres eux.
- c) Pourquoi personne ne réagit si le cas est connu et documenté?
- d) Ce sont les conditions de travail qui ne sont pas bonnes, pas les personnes.

Je pense que la machine s'emballe. Changeons de sujet avant qu'elle pète les plombs. Prenons la route qui nous attend, car le travail ne peut attendre, lui.

Tiens, cette banque qui affiche son slogan. Essayons ce merveilleux *BLT*. Je le mets à ON vis-à-vis du texte ciblé: «Au-delà de l'argent, il y a les gens.» Trois secondes d'attente, et trois explications:

- a) On désire avant tout avoir accès au portefeuille de la personne mais, malheureusement, on est dans l'obligation de rencontrer la dite personne pour fouiller dans ses poches.
- b) Le slogan a été malencontreusement inversé à l'insu des administrateurs qui se la dorent éternellement à la Barbade grâce aux frais bancaires, et devrait se lire: «Au-delà des gens, il y a de l'argent.»
- c) Il s'agit d'une erreur de marketing, car pour rencontrer des gens, il serait préférable d'augmenter les heures d'ouverture, le nombre de succursales, ainsi que le personnel y travaillant, tout en diminuant le nombre de guichets automatiques.

que cela soit d'une telle profondeur qu'on n'atteigne jamais sa source. Il faut déconstruire pour comprendre. C'est ainsi que, depuis des lustres, on use de matière grise pour ne pas être plongé dans le noir.

Tout cela est maintenant terminé. Grâce à un appareil révolutionnaire, le *Between Lines Translator* du Gadget Institute, vous pourrez dorénavant contrer les effets néfastes des manipulatrices et des manipulateurs de l'opinion publique. Léger, pratique, le *BLT* est accessible à toutes et à tous: pas nécessaire de savoir lire ou écrire, plus besoin de penser ou de réfléchir. Fabriqué avec précision par des petites mains d'enfants chinois, il relève d'un exploit technologique. Son mode de fonctionnement est à l'image de ces derniers: simple et rapide.

Vous prenez un texte. Vous recherchez l'espace entre les lignes (il est possible d'utiliser le bouton *Empty Space Research* si vous avez besoin d'aide). Cet espace apparaît blanc (ou libre), du moins en théorie. Pourtant, c'est là que l'on trouve le véritable contenu du texte à communiquer ou à cacher. Vous mettez le *BLT* en marche, et le tour est

Grâce à un appareil révolutionnaire, le *Between Lines Translator* du Gadget Institute, vous pourrez dorénavant contrer les effets néfastes des manipulatrices et des manipulateurs de l'opinion publique.

joué. Il en est de même pour la radio, la télévision, les journaux, etc.

Les nouvelles technologies et la mondialisation viennent donc maintenant au secours de la vérité et de l'avenir de l'humanité. Pour être en mesure de vous repérer à travers la multitude d'informations qui vous parviennent au quotidien, je vous propose une petite excursion très simple dans les rues de la ville en compagnie du *BLT*. Sur mon trajet maison-travail, j'utiliserai le merveilleux appareil afin de décoder les messages qui nous atteignent jour après jour.

Comme à tous les matins avant mon départ, j'écoute les informations à la radio, moment idéal pour tester l'appareil. Stephen Harper s'adresse spécifiquement à nous: «Je veux que les Québécois sucent les intentions réelles du parti Conservateur à leur endroit...» Ah! ce cher M. Harper, quel boute-en-train! Toujours le mot pour rire. La machine analyse... quelques secondes, et la traduction vient:

- a) Les intentions du parti envers la position du Québec sous un éventuel gouvernement conservateur sont clairement indiquées.
- b) L'endroit à sucer n'est pas spécifié.
- c) M. Harper a employé «sucer» au lieu de «sachent», ne sachant pas.
- d) Il s'agit d'un lapsus qui aura des conséquences historiques pour le chef, car il s'agit d'un mot tabou pour la droite.

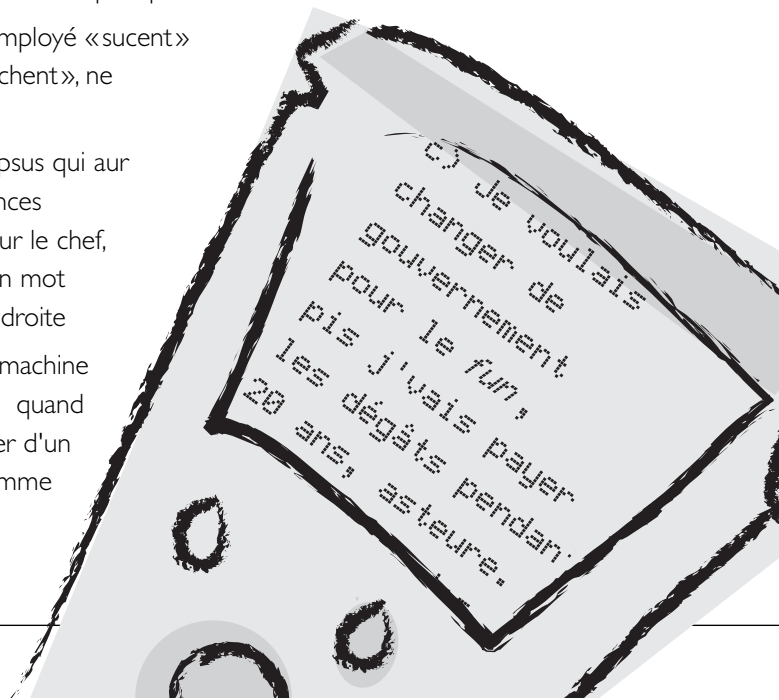
Brillant comme machine
Mais on ne va quand même pas douter d'un si honnête homme

Il s'agit d'un parti qui a toujours été propre et clair. Justement, l'annonceur relate un fait historique du parti Progressiste-Conservateur: Au lendemain de la cuisante défaite des Conservateurs du 4 novembre 1993, Kim Campbell aurait tenté une analyse: «Nous devons revoir nos idiots.» Résultat:

- a) Promesse tenue, on les voit toujours après tant d'années.
- b) Malheureusement, ils n'ont pas revu leurs «idéaux».
- c) Rien de plus direct et franc pour un politicien.
- d) Il est impossible d'être «progressiste» et «conservateur» en même temps.

Vraiment super comme bidule! C'est très rapide en plus! J'écoute la suite. On dit que «Jean Charest nie avoir connu l'existence d'Option Canada»:

- a) De que cé?
- b) Quoi? Il y a eu un référendum au Québec en 1995?
- c) Michou...!
- d) On aurait dû faire une loi spéciale.



Pas pire, pas pire! C'est génial! Essayons-la dans l'autre commerce à côté. C'est encore une banque, mais c'est écrit en anglais: «Street Bank of America». Utilisons le *BLT*:

- a) Un endroit par où fuit notre richesse collective.
- b) Emprise hégémonique de notre voisin du sud.
- c) Derrière chaque grande fortune se cache un grand crime.
- d) Cette entreprise n'est pas soumise aux lois locales, dont la loi sur l'affichage, car ça donnerait: «Banque Route d'Amérique», et ce n'est pas bon pour les affaires, tout comme l'impôt.

Fantastique! Le *BLT* est adapté à la réalité québécoise! Vérifions pour cette troisième banque, la seule qui dit ne pas en être une. Visons son slogan: «Tout pour le membre.» Traduction:

- a) Cette institution n'a rien de populaire.
- b) Le slogan est adapté à cette zone que vous traversez, c'est-à-dire le quartier gai.

Ouains, j'ai toujours su que c'était des spécialistes de la crosse, mais je pense que la machine vient de se fourrer. Est-ce que ça veut dire qu'au lieu de demander le nom du membre, on demande à connaître sa taille?

L'épicier du coin maintenant. Plutôt des quatre coins, il fait tout un pâté de maison! Allons voir. La concurrence dans le secteur de l'alimentation oblige les grandes chaînes à redoubler d'imagination pour attirer les consommateurs. Déjà, de très loin, on voit écrit en lettres géantes, voire gênantes: «Le panier le moins cher.»

- a) Le commerçant désire exposer son avarice par rapport au matériel qu'il met à la disposition de sa clientèle.
- b) Tout le monde se fout du prix du chariot, il s'agit donc d'un slogan inutile.
- c) Vous habitez un quartier défavorisé où le niveau de vie ne vous permettra jamais de remplir cet énorme véhicule encombrant.
- d) Tout ce que vous mettez dans ce chariot ne vaut presque rien, même si cela vous coûte la peau des fesses.

C'est la vérité pure! Testons un produit quelconque. Le *BLT* s'arrête sur «meilleur avant le»:

- a) Le produit semble bon jusqu'au moment d'y goûter.
- b) Il s'agit d'un produit impérissable dont la date imprimée vous rappelle de bons souvenirs.
- c) Si vous attendiez quelques jours, le produit serait en spécial.

C'est un peu étrange. Appelons le numéro 1-800 pour voir ce qu'en pense le producteur: «Votre appel est très important pour nous, *your call is very important for us...* restez en ligne jusqu'à ce qu'un de nos préposés soit disponible»:

- a) Il s'agit «du» préposé et non «d'un de nos» préposés. Il travaille seul, parle cinq langues, est payé deux dollars par jour, est responsable de toute l'Amérique du Nord et habite en Inde.
- b) Calmez-vous pendant ces longues heures d'attente, sinon on vous enverra une caisse de ce produit.
- c) Un consommateur insatisfait est plus porté à acheter.

C'est vraiment extraordinaire comme machine. Ingénieux même!

Enfin, j'arrive à ma tour à bourreaux. Je vais en fumer une petite avant d'entrer, juste sous le pictogramme de la future zone anti-fumeur. Un autre petit test:

- a) En fumant, vous enrichissez des gens qui n'ont aucun respect pour vous.
- b) Le stress, le salaire minimum et la télévision sont de plus grands tueurs que la cigarette, mais ils ne relèvent pas de votre responsabilité.
- c) Tant et aussi longtemps que les regards seront fixés sur vous, la zizanie sera entretenue et les vrais débats, éclipsés.
- d) Le jugement, la culpabilité et le mépris dont vous vous sentez victime vous empêchent de réfléchir aux réels dangers auxquels vous êtes exposé, dont le puritanisme et l'intolérance.

Mais la nouvelle loi contre les fumeurs n'est pas encore en vigueur. C'est donc un peu tôt pour afficher cet avertissement juste à côté d'Info-Crime: «1 000 \$ de récompense si l'on donne des renseignements permettant de retrouver le criminel ayant fumé ici. De plus, vous n'avez pas besoin de vous identifier!» Même pas besoin d'utiliser le *Between Lines Translator*, bande de délateurs: à quel nom faites-vous le chèque si c'est anonyme? Peut-être devrais-je me servir de mon *BLT* à d'autres fins?

En parlant de crime... de délateurs, hum! Peut-être pourrais-je rectifier l'Histoire? Non, pas besoin, juste éclairer celle qui s'écrit au jour le jour au lieu de rétablir celle déjà écrite, ça ne changerait pas le monde, sauf que...!



Mondialiser la solidarité

L'exclusion et l'injustice ne touchent pas uniquement les populations des pays en développement. Elles frappent aussi bien un village pauvre du Zaïre qu'un secteur défavorisé de La Nouvelle-Orléans ou que le quartier Centre-Sud de Montréal. Devant cette détresse planétaire, le Nord et le Sud ont tout intérêt à partager leurs ressources et leurs solutions.

Martine Fillion,
formatrice, L'Atelier des lettres (Montréal)

Je suis assise dans un Cercle d'alphabétisation, me sentant privilégiée d'être accueillie par ce groupe de femmes. Le thème du jour? Le paludisme, ce fléau qui sévit cruellement dans leur quartier où les soins de santé demeurent inaccessibles. Elles se mobilisent: prise de conscience (quelles sont les causes, les conséquences?), recherche de solutions et élaboration d'un plan d'action. Au bout du compte, l'alphabétisation vient se greffer à leur démarche de réflexion et d'action. Cet exemple de prise de pouvoir sur sa réalité est issu de la méthode REFLECT, largement inspirée par le travail de Paolo Freire¹. Pour moi, formatrice dans un groupe d'alphabétisation populaire, l'expérience qui se déroule sous mes yeux est d'autant plus éloquente: je suis à des milliers de kilomètres de chez moi, dans un quartier populaire de Dakar, Keur Massar, et je vois des femmes qui s'organisent tout en s'alphabétisant. Subitement, les kilomètres fondent et un pont relie le Sénégal au Québec.

¹ Pédagogue brésilien ayant conçu et expérimenté une approche qui fait de l'alphabétisation un outil d'émancipation collective.

Par quel hasard ai-je donc les deux pieds dans le sable de cette cour intérieure du Cercle Makharim Akhlaaki? Je participe, au nom du Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec (RGPAQ), à un séminaire professionnel avant de prendre part, à l'invitation d'Uniterra², à la troisième rencontre internationale sur la globalisation de la solidarité, Dakar 2005.

Lutter contre l'appauvrissement des populations

Dakar 2005, c'est 1200 personnes issues de 66 pays de tous les continents réunies pour parler d'une mondialisation, celle-là solidaire, à visage humain, une mondialisation que l'on bâtit AVEC les gens, une réponse plus adéquate que cette mondialisation unilatérale du néolibéralisme qui laisse en marge un vaste pan de l'humanité. Dakar 2005, c'est un lieu de rencontre où l'économie sociale et solidaire constitue une réponse, parmi d'autres, à la pauvreté et à l'exclusion. Pour le RGPAQ, voilà une belle occasion de s'associer aux mouvements qui luttent contre l'appauvrissement des populations, d'ajouter sa voix à ce réseau mondial de résistance.

Cette rencontre, la troisième du genre³, s'inscrit dans une vision commune basée sur l'espoir de changement. L'économie sociale et solidaire y est vue comme une multitude d'activités, notamment génératrices d'emplois et de renforcement des capacités chez les individus, une économie bâtie sur des valeurs communautaires, qui prend une couleur et une forme différentes selon

le continent où elle se pratique. Dakar 2005 donne maintenant à l'Afrique l'occasion de partager sa conception de l'économie sociale et solidaire.

Les objectifs sont de réunir des actrices et des acteurs terrain pour consolider des réseaux, de partager des expertises issues de projets locaux, nationaux ou internationaux qui procèdent d'une logique de transformation sociale et de développement de la citoyenneté et de renforcer le pouvoir d'agir d'une base qui s'organise, tout en souhaitant approfondir l'analyse collective d'expériences d'économie sociale et solidaire, pour ensuite définir des priorités d'action et des stratégies afin d'en faire la promotion.

De la pratique à la théorie

Pour offrir des espaces propices à la création de liens, voire de collaborations, Uniterra a organisé, la semaine précédant la rencontre, un séminaire professionnel où nous étions une centaine d'actrices et d'acteurs terrain (une cinquantaine du Nord et autant du Sud), à discuter de nos pratiques selon notre domaine

Dakar 2005, c'est un lieu de rencontre où l'économie sociale et solidaire constitue une réponse, parmi d'autres, à la pauvreté et à l'exclusion.



d'action, une centaine de personnes avides de partager expériences, doutes et espoirs. J'ai donc pris place à la table Éducation qui traitait essentiellement d'alphabétisation et d'éducation non formelle. Dès lors, la pertinence de la participation du Regroupement à Dakar s'est confirmée puisque l'ensemble des projets d'économie sociale et solidaire en Afrique comportait un volet important d'alphabétisation: pouvoir et alphabétisation, citoyenneté et alphabétisation, droits et alphabétisation sont intimement liés. Mais c'est surtout lors des visites sur le terrain que les idées, les principes et les valeurs ont pris vie.

Toujours dans le cadre du séminaire, deux jours ont été consacrés à la visite d'organisations urbaines ou rurales, comportant toutes un volet alphabétisation ou scolarisation. Les projets étaient autant d'initiatives porteuses d'avenir, créées et, parfois, tenues à bout de bras par des gens du milieu animés d'un vif désir de changement.

2 Initiative conjointe du Centre canadien d'études et de coopération internationale (CECI) et de l'Entraide universitaire mondiale du Canada (EUMC), Uniterra, grâce à un programme de coopération, mobilise des partenaires, des volontaires et le public canadien afin de contribuer à réduire de moitié la pauvreté dans le monde d'ici 2015.

3 La première rencontre a eu lieu à Lima, au Pérou, en 1997, et la deuxième à Québec, en 2001.



C'est le cas de ces personnes qui vivent pratiquement sur la décharge municipale et dont l'activité génératrice de revenus est le recyclage. Les membres du Centre des récupérateurs Mbeubeuss de Malika, soucieux de l'avenir de leurs enfants, se sont mobilisés pour mettre sur pied des programmes d'alphabétisation, mais également de formation (menuiserie, mécanique, couture, etc.) afin que leurs jeunes puissent aspirer à être autre chose que des enfants-chiffonniers.

C'est le cas de ces gens à l'origine de l'école Coin de Rue Ainoumady du quartier de baraques de Yeumbeul qui, ne pouvant pas envoyer leurs enfants à l'école publique, faute de moyens, ont demandé à l'organisme non gouvernemental qui alphabétisait déjà les adultes d'élargir son champ d'action et de créer des écoles non formelles pour leurs jeunes. Ils sont aujourd'hui des milliers d'enfants au Sénégal à être scolarisés de cette façon.

C'est le cas de ces femmes (elles sont une centaine et autant sur une liste d'attente) qui sont allées frapper à la

porte de la Maison de l'entente, le centre communautaire de leur quartier, afin qu'on leur envoie une formatrice ou un formateur pour les alphabétiser avec la méthode REFLECT où, nous l'avons dit plus haut, alphabétisation et pouvoir sur le milieu sont interreliés, et mènent à la transformation sociale.

Ce bouillonnement est palpable, malgré les difficultés auxquelles sont aux prises les organismes: manque de ressources financières, de matériel, de formation, etc. Grâce à un comité des sages ici, à une association de quartier là, ou encore à un groupe de femmes, on pouvait sentir combien la dimension participative se trouve à la base de chaque projet. Sans contredit, ces visites auront contribué à mettre en lumière le fait que l'aspect collectif reste primordial au Sénégal. Pour leur part, les discussions lors de la rencontre de Dakar 2005 ont confirmé clairement ce qui a été ressenti sur le terrain: les réponses aux difficultés avec lesquelles sont en butte les peuples passent nécessairement par le social. L'Afrique, c'est le collectivisme!

Penser globalement, agir localement!

Ce rendez-vous de partage qu'ont été le séminaire et la rencontre internationale a très certainement permis aux participantes et aux participants de réaffirmer leurs convictions mais, surtout, de prendre le recul nécessaire pour mieux évaluer leurs pratiques. Malgré des contextes d'intervention différents, il était enrichissant de parler des façons de faire de chacune et de chacun.

Dakar 2005 fut un lieu de convergence intercontinental pour un millier de

personnes ayant l'humain et la justice sociale à cœur, ainsi qu'une occasion de réflexion et de débats. La rencontre a contribué, aux dires des organisatrices et des organisateurs, au « réseautage » et à une valorisation des expériences; elle a aussi permis d'inscrire dans une perspective internationale des actions locales et de plaider pour un pluralisme économique basé sur des expériences et des projets visionnaires. Dakar 2005 fut également un moment de formation sur des concepts porteurs tels que le commerce équitable (garantissant une rémunération juste aux productrices, aux producteurs et préservant l'environnement), la consommation éthique (une manière responsable d'utiliser notre pouvoir d'achat pour contribuer positivement à la société), la responsabilité sociale des entreprises, la citoyenneté active, de même que le changement social et politique.

La rencontre a permis d'inscrire dans une perspective internationale des actions locales et de plaider pour un pluralisme économique basé sur des expériences et des projets visionnaires.



Photo: Martine Fillion

L'effet papillon

Je reviens dans mon groupe d'alphabétisation populaire du quartier Centre-Sud de Montréal la tête pleine d'images et encore plus profondément convaincue de l'importance de la mobilisation. Une mobilisation à petite échelle mais, plus que jamais, s'insérant dans un contexte large. Une mobilisation qui passe par le maillage entre les actrices et les acteurs de différents milieux, et aussi par l'articulation du local et de l'international. Certaines façons de faire se rejoignent, qu'on soit un groupe d'alphabétisation du Québec, du Brésil ou du Sénégal. Certains objectifs demeurent les mêmes, qu'on fasse partie d'un organisme de défense des droits, d'une association de femmes ou d'un groupe d'économie sociale. Il est nécessaire de décroisonner nos sphères d'intervention pour établir une voix commune nous permettant d'obtenir un véritable impact. N'oublions pas que l'alphabétisation n'est pas un but en soi: elle est d'abord et avant tout un outil d'action.

Sidéen? Femme? Sans-emploi? Analphabète? L'exclusion prend différents visages, peu importe le continent. C'est pourquoi nous sommes toutes et tous touchés par ces problèmes aux effets dévastateurs pour des millions de personnes sur la planète. On ne peut ignorer combien l'exclusion est mondialisée, à l'heure du village global où les distances se franchissent maintenant en l'espace d'un double-clic.

Accentuation des inégalités, disparité des richesses et des revenus entre pays du Nord et du Sud, destruction de communautés locales, disparition des protections sociales, crise écologique, la liste des constats, qu'ils soient locaux, nationaux ou internationaux, pourrait

s'allonger encore et encore. Il y a urgence. D'autres solutions existent et sont proposées, mais difficilement entendues, par exemple lors des grandes conférences où personnes dirigeantes, élues et influentes se retrouvent. Ces rassemblements se veulent des tribunes, mais vu leurs piètres résultats, nous pouvons douter de leur utilité. D'où l'importance de multiplier les lieux pour débattre de grandes questions, discuter, s'organiser, se réseauter afin que notre voix, ou *notre voie*, en faveur d'un monde plus équitable devienne incontournable.

Bien sûr, transformer le système reste une vaste tâche qui demande temps et engagement, mais n'est-il pas vrai que l'effet papillon peut créer tempêtes et raz-de-marée? Pourquoi ne pas inscrire précisément notre action en alphabétisation dans cette perspective de «renforcement du pouvoir d'agir des peuples»?

Dakar 2005 aura été la rencontre d'une Afrique mobilisée et solidaire, d'une Afrique inspirante!

**Il est nécessaire de
décoisonner nos sphères
d'intervention pour établir
une voix commune nous
permettant d'obtenir un
véritable impact.**



L'expérience de la cohérence ou l'anatomie d'un groupe en transformation

Au Fablier, alphabétiser signifie d'abord et avant tout tendre vers une transformation sociale. Grâce à l'approche globale, les participantes et les participants passent de l'état de personnes démunies à celui de sujets pensants et agissants.

Photo : Karine Leprohon

Mélissa Felix-Séguin,
intervenante familiale, pour Le Fablier,
une histoire de familles (Longueuil)

De la germination à la maturation : un héritage unique

Février 1996: alors que Jean Chrétien sème le germe des commandites (*Le Devoir*, 29 septembre 2004), le ministre de l'Éducation du Québec, Jean Garon, sème de l'argent pour la création de groupes d'alphabétisation populaire. L'École de la vie (premier nom de notre groupe) naît de ces semences. Ce nouvel organisme est en fait la continuité d'un projet de prévention de l'analphabétisme auprès des familles, d'abord mené par les travailleuses de La Boîte à lettres, un groupe d'alphabétisation populaire de Longueuil. Fortes de leurs 10 années d'expérience en alphabétisation avec des jeunes de 16 à 25 ans, elles avaient constaté l'importance d'intervenir auprès des familles, ciblant le quartier très défavorisé de Saint-Vincent-de-Paul, secteur au taux d'analphabétisme élevé et aux ressources inexistantes. C'est ainsi que le curieux arbre à fruits, sans OGM, nourri par un sol fertile et des engrais naturels, campe ses racines puissantes.



Octobre 2002: alors que les États-Unis craignent les terroristes, L'École de la vie craint la confusion avec un mouvement religieux qui porte un nom similaire et se renomme Le Fablier; une histoire de familles. Nouveau nom, même mission. Les mots et les familles au cœur de notre existence. Depuis, le groupe expérimente, analyse et élabore des actions afin de redonner une place au parent, un lieu où il peut s'exprimer, prendre part aux décisions et partager ses savoirs. Être reconnu, c'est déjà de la prévention!

Si les valeurs du Fablier se sont conservées à travers le temps, c'est grâce à la transmission d'une histoire riche et au partenariat établi avec La Boîte à lettres. Comme dans un échange intergénérationnel, l'expérience et la nouveauté se rencontrent. L'expérience transmet son savoir et accueille le changement; la nouveauté apporte un regard différent tout en considérant ce qui a été fait avant. Ainsi, notre groupe élabore ses actions de prévention avec les familles sur des bases solides.

L'approche globale: un organisme vivant

Tel que pour un corps vivant, les organes qui composent la réalité de l'analphabétisme sont interdépendants et indissociables. Afin de remédier à ce problème, nous devons passer par une analyse et des actions tenant compte de l'ensemble des facteurs et de leurs interactions. Pour ce faire, nous utilisons, au Fablier, l'approche globale, qui aborde la personne dans son intégralité, avec ses difficultés et ses

forces. Cette approche se dissocie des autres qui, bien souvent, catégorisent et étiquettent les individus ou les familles, puisqu'elle tend à déculpabiliser les gens et à replacer chaque problématique, par exemple l'analphabétisme, dans un contexte social plus large. La personne est considérée d'abord comme une citoyenne interagissant avec son environnement. La reprise de pouvoir individuel et la prise en charge collective sont au cœur du changement. «Les actions découlant de l'approche globale sont plus complètes dans le sens où elles répondent concrètement aux besoins immédiats et vitaux des personnes, tout en utilisant la défense des droits et l'action conscientisante comme moyens¹.» Finalement, il s'agit de collectiviser le problème et de le transformer en actions concrètes.

Nous croyons que le changement social passe par la prévention de l'analphabétisme, et cette prévention ne peut être réalisée que collectivement. Par conséquent, elle doit faire partie intégrante de notre intervention, nous amenant ainsi à agir sur les causes de l'analphabétisme avec les personnes analphabètes. Par exemple, si nous choisissons de manifester avec les familles ou d'offrir un atelier de cuisine parents-enfants, nous faisons de l'alphabétisation dans l'immédiat et de la prévention par l'amélioration des conditions de vie. Ce travail doit s'accomplir avec les parents, acteurs de premier plan dans la prévention de l'analphabétisme, puisqu'ils sont les principaux éducateurs de leurs enfants. La place que nous leur accordons doit demeurer primordiale. Ainsi, Le Fablier

met de l'avant des activités permettant le renforcement du lien parents-enfants et l'entraide entre parents.

Les familles ont besoin de s'exprimer et d'afficher leurs valeurs. Mais pour ce faire, elles doivent être en confiance, d'où l'importance d'un accueil chaleureux et respectueux où elles se sentent écoutées. Notre organisme accueille les familles une à une afin de faciliter leur intégration. La reconnaissance de leur culture, de leurs savoirs et de leur potentiel nourrit leur désir de s'investir; ce qui favorise la création d'un sentiment d'appartenance et enrichit leur action. Selon Fatima Haj Ali, une membre du Fablier, les familles se sentent exclues partout dans la société, alors que dans l'organisme, elles sont considérées comme importantes, elles ne sont pas jugées, elles trouvent un deuxième foyer. Pour Guylaine Ouellet, une autre membre de l'organisme élue au Comité de parents participants (CPP), lorsqu'on permet aux familles de s'engager, de contribuer à un projet, elles retrouvent leur dignité. Une question toutefois nous vient souvent en tête, et peut-être est-ce le cas aussi dans d'autres groupes: *Les parents ont-ils la place qui leur revient ou celle qui nous accommode?*

Le changement social passe par la prévention de l'analphabétisme, et cette prévention ne peut être réalisée que collectivement.

1 L. BILODEAU. *Analyse de son intervention en fonction des approches en intervention sociale collective: L'approche globale*, travail présenté dans le cadre du cours «Intervention auprès des groupes populaires et des groupes de femmes», UQAM, avril 2001.

L'approche globale nous permet également de mesurer le rôle de l'écrit dans les actions hors des ateliers. L'alphabétisation passe alors par les discussions, les débats, la prise de parole, les créations artisanales ou culinaires, etc. Notre rôle est à la fois de partager le pouvoir de l'écrit et de redonner du pouvoir à la parole. Si l'*homo graphitus* s'est mis à tracer des symboles, c'est pour communiquer et exprimer sa vision du monde. On apprend un code commun en vue de mieux se comprendre, mais il ne doit pas devenir plus important que le message.

Notre rôle est à la fois de partager le pouvoir de l'écrit et de redonner du pouvoir à la parole.

Enfin, l'approche globale nous a amenés à bannir le terme « apprenant » au sein de l'organisme, car il cantonne la personne dans ses difficultés. Il en va de même pour les jugements, les étiquettes, les catégorisations. Être respectés dans leur rythme, voir reconnaître leurs forces aident les parents à occuper la place qui leur revient et à détenir du pouvoir sur leurs apprentissages. Ainsi, Le Fablier travaille à l'exercice de la démocratie et de la citoyenneté, de même qu'à la reconnaissance des droits (droit à l'éducation, à la parole, à l'information). Geneviève, une autre membre du groupe, résume bien l'application de l'approche globale au Fablier :

« Acquéran de nouvelles habiletés, le parent sera sans doute prompt à les transmettre à son ou à ses enfants qui les transmettront à leurs pairs et peut-être à leurs futurs enfants (une roue des valeurs qui tournent!). »

À hauteur d'homme, à hauteur de valeurs

Seul, on peut aller plus vite, mais ensemble on va plus loin. Cette maxime exprime bien la richesse d'une vie associative où l'important est de miser sur le processus de travail en groupe. Évacuant ainsi (autant que faire se peut) la tendance à la performance et aux résultats, Le Fablier laisse plus de place à l'expérimentation et surtout à une véritable transformation sociale qui inclut tout le monde.

Travailler à changer la société implique aussi de véhiculer à l'interne ce que l'on prône à l'externe. Nos messages ont ainsi plus de portée s'ils sont accompagnés d'actions cohérentes.

Plusieurs réalités sociales nous éloignent de la vision circulaire du pouvoir, notamment des nombreux modèles hiérarchiques qui nous entourent (le système politique, les patrons, l'Église qui a eu tant d'influence dans notre culture, les CA comme chiens de garde des ONG, les universités et les programmes qui forment des « experts » en intervention, etc.). Il nous faut désapprendre et faire autrement. Le défi est de taille, mais il en vaut la peine!

Concrètement, les orientations du Fablier se traduisent par des règles où chaque partie est représentée à l'intérieur d'un cercle : conseil d'administration, équipe de travail,

Comité de parents participants (CPP) et finalement assemblée générale annuelle. Les rapports égalitaires et le partage du pouvoir demeurent très importants. Il va sans dire que ces notions ne sont pas comprises et appliquées de la même façon par tout le monde, ce qui provoque parfois des insatisfactions. L'échange d'information et la communication de nos frustrations se révèlent des moyens efficaces pour atteindre plus d'égalité.

Pour bien véhiculer les valeurs de notre organisme (lutter afin d'améliorer les conditions de vie en vue d'un changement social), notre type de gestion se doit d'être le plus participatif possible dans un souci d'engagement de tous les membres, non seulement en ce qui concerne la vie associative, mais aussi la gestion.



Photo : Manon Levesque



Enfin, le changement social pour lequel nous œuvrons passe également par de bonnes conditions de travail. Afin d'assurer la continuité de nos actions, nous devons former une équipe stable et en santé. Dans cet esprit, l'organisme offre des salaires décents et refuse les subventions salariales s'il ne peut bonifier le salaire et garder la personne en emploi à plus long terme. Également, les bénévoles offrent un soutien, mais n'assument pas des tâches qui pourraient être effectuées par une ou un salarié. Pour une meilleure conciliation famille-travail, les horaires restent souples et des journées payées sont prévues en cas d'absences dues à des problèmes familiaux. Finalement, la semaine de travail de quatre jours et les huit semaines de vacances par année aident à la prévention de l'épuisement. Ce ne sont que quelques exemples illustrant les possibilités de dépasser l'esprit de charité ou la mauvaise réputation du travail communautaire. Beaucoup trop de travailleurs, et surtout de travailleuses, survivent avec un salaire minimum, des horaires atypiques ou un surplus de tâches. Notre mission n'est-elle pas, en partie, de dénoncer des conditions de travail qui maintiennent les gens dans une situation de pauvreté? C'est aussi cela le changement social.

Le contexte politique actuel penche de plus en plus vers la droite, attirant une grande partie de la population qui devient *tranquillement* individualiste. Cette tendance crée un terrain propice à un traitement des problèmes ou des situations à la pièce (en silos) en n'offrant que des services à la population. On y trouve peu d'échos

**Le contexte politique
actuel penche de plus en
plus vers la droite,
attirant une grande
partie de la population
qui devient
tranquillement
individualiste.**

pour des actions qui consistent à lutter avec les familles en vue d'améliorer leurs conditions de vie.

Et pour agir, il faut du financement, sinon la tentation est grande de mettre en place des ateliers d'éveil à l'écrit (le plus facile à financer en prévention) ou de collaborer à un programme de retour au travail (en prétextant l'inclusion sociale). Mais nous ne voulons pas nous laisser influencer par cette ère néolibérale où l'on ne cherche que la petite pilule capable de régler chaque bobo. Il nous importe de réaffirmer constamment nos valeurs pour maintenir le cap!

La conscience de nos incohérences, source de transformation

Loin de la vertu, nous sommes conscientes des incohérences que révèlent certaines de nos pratiques. Nous cassons du sucre sur le dos du temps (on en manque toujours), puisqu'il est plus confortable de poursuivre nos actions habituelles que d'accorder le temps nécessaire au changement. Cela se reflète plus

particulièrement dans l'engagement (trop restreint) des parents au sein de l'organisme et dans l'énergie (trop minimale) accordée aux luttes et à la sensibilisation. Ces constats, souvent écartés, peuvent pourtant servir d'engrais afin de nourrir de nouvelles façons de faire (compostons nos erreurs). En vue d'une véritable transformation sociale, il faut sortir des sentiers battus et oser expérimenter. Pour nous, cela implique de miser avant tout sur le processus, la démarche afin d'ancrer de manière durable le changement, à l'inverse des courants dominants qui exigent des résultats immédiats et quantifiables.

**En vue d'une véritable
transformation sociale,
il faut sortir des sentiers
battus et oser
expérimenter.**

En résumé, nous croyons que nos pratiques doivent être en constante transformation afin qu'elles se rapprochent toujours un peu plus de nos valeurs. Il importe donc de les évaluer fréquemment et de faire autrement pour atteindre une plus grande cohérence.

Le Fablier, raconteur de fables, a, en toute modestie, le désir de faire réfléchir!



ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

ALPHA-TÉMIS

3A, rue Principale Sud, C.P. 239
Laverlochère J0Z 2P0
Tél.: (819) 765-2111
Télééc.: (819) 765-2111
Courriel: alphetemis@hotmail.com

CENTRE DE CROISSANCE D'ABITIBI-OUEST INC.

302, rue Principale, C.P. 533
La Sarre J9Z 3J3
Tél.: (819) 333-3881
Télééc.: (819) 333-3083
Courriel: c.c.a.o@cablevision.qc.ca

CORPORATION CONCEPT ALPHA DE ROUYN-NORANDA

56, avenue Principale, bureau 2
Rouyn-Noranda J9X 4P2
Tél.: (819) 797-4208
Télééc.: (819) 797-4769
Courriel: concept.alpha@cablevision.qc.ca

BAS-SAINT-LAURENT

ABC DES PORTAGES

26, rue Joly
Rivière-du-Loup G5R 3H2
Tél.: (418) 862-9998
Télééc.: (418) 867-8920
Courriel: abcdesportages@videotron.ca

CENTRE ALPHA DES BASQUES

15, rue Notre-Dame Est
Trois-Pistoles G0L 4K0
Tél.: (418) 851-4088
Télééc.: (418) 851-3854
Courriel: centrealpha@intermobilex.com

CENTRE D'APPRENTISSAGE CLÉ

189, rue Principale
Saint-Cyprien G0L 2P0
Tél.: (418) 963-1603
Télééc.: (418) 963-1604
Courriel: formation@alphacle.com

FORMATION CLEF MITIS/NEIGETTE

111, rue Saint-Jean-Baptiste Ouest
Rimouski G5L 7R1
Tél.: (418) 724-6749
Télééc.: (418) 723-1886
Courriel: cfm_clef@csphares.qc.ca

LA GIGOGNE

C.P. 384
Matane G4W 3N3
Tél.: (418) 733-4663
Télééc.: (418) 435-5778
Courriel: alphagig@globetrotter.net

CENTRE-DU-QUÉBEC

ALPHA-NICOLET

690, rue De Monseigneur-Panet, bureau 110
Nicolet J3T 1W1
Tél.: (819) 293-5745
Télééc.: (819) 293-8339
Courriel: alpha.nicolet@sogetel.net

CENTRE D'ACTION BÉNÉVOLE DE LA MRC DE BÉCANCOUR

124, rue Saint-Antoine
Sainte-Sophie-de-Lévrard G0X 3C0
Tél.: (819) 288-5533
Télééc.: (819) 288-5662
Courriel: cabbecancour@qc.aira.com

LUDOLETTRE

430, rue Lamothe
Saint-Léonard-d'Aston J0C 1M0
Tél.: (819) 399-3023
Télééc.: (819) 399-3023
Courriel: ludolettre@ludolettre.qc.ca
Adresse URL: www.ludolettre.qc.ca

CHAUDIÈRE-APPALACHES

ABC LOTBINIÈRE

3, rue Bois-de-l'Ail
Saint-Flavien G0S 2M0
Tél.: (418) 728-2226
Télééc.: (418) 728-0167
Courriel: abcl@globetrotter.net

ALPHA-ENTRAIDE DES CHUTES-DE-LA-CHAUDIÈRE

1120, boulevard de la Rive-Sud, local 210
Saint-Romuald G6W 5M6
Tél.: (418) 834-3011
Télééc.: (418) 834-3011
Courriel: alpha-entraide@qc.aira.com

ALPHARE

11785, 2^e Avenue
Saint-Georges G5Y 1W9
Tél.: (418) 226-4111
Télééc.: (418) 226-4111
Courriel: capb@globetrotter.net

CLÉS EN MAIN

383F, avenue de Gaspé Ouest
Saint-Jean-Port-Joli G0R 3G0
Tél.: (418) 598-9780
Télééc.: (418) 598-9780
Courriel: clesenmain@videotron.ca

GRUPE ALPHA DES ETCHEMINS

201, rue Claude-Bilodeau, bureau 17
Lac-Etchemin G0R 1S0
Tél.: (418) 625-2550
Télééc.: (418) 625-2549
Courriel: alpha@sogetel.net

GRUPE EN ALPHABÉTISATION DE MONTMAGNY-NORD

104A, avenue Sainte-Marie
Montmagny G5V 2S2
Tél.: (418) 241-5024
Télééc.: (418) 248-4025
Courriel: gamn@cgocable.ca

L'ABC DES HAUTS-PLATEAUX MONTMAGNY-L'ISLET INC.

21, rue Principale
Saint-Pamphile G0R 3X0
Tél.: (418) 356-3737
Télééc.: (418) 356-2029
Courriel: abcsud@globetrotter.net

LA CLÉ DE L'ALPHA

159, rue Notre-Dame Nord
Thetford Mines G6G 2S1
Tél.: (418) 338-8193
Télééc.: (418) 338-8193
Courriel: clealpha@bellnet.ca

CÔTE-NORD

CENTRE ALPHA LIRA

460A, place du Commerce
Sept-Îles G4R 2Z6
Tél.: (418) 968-9843
Télééc.: (418) 968-0990
Courriel: lira@globetrotter.net

POPCO INC.

24, boulevard des Îles, bureau 104
Port-Cartier G5B 2M9
Tél.: (418) 766-8047
Télééc.: (418) 766-6367
Courriel: popco@globetrotter.net

GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE

DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE UNÎLE INC.

1241, chemin du Bassin
Bassin G4T 0E7
Tél. : (418) 937-5459
Télec. : (418) 937-2145
Courriel : devunile@ilesdelamadeleine.ca

LANAUDIÈRE

ABC DES MANOIRS

568, rue Léon-Martel
Terrebonne J6V 2J8
Tél. : (450) 471-6928
Télec. : (450) 471-6928
Courriel : abcdesmanoirs@hotmail.com

AU BORD DES MOTS

171, rue Saint-Antoine Nord
Lavaltrie J5T 2G6
Tél. : (450) 586-0820
Télec. : (450) 586-1231
Courriel : auborddesmots.7@qc.aira.com

DÉCLIC

350, rue Frontenac, C.P. 377
Berthierville J0K 1A0
Tél. : (450) 836-1079
Télec. : (450) 836-1079
Courriel : declic@pandore.qc.ca

RÉGROUPEMENT DES ASSISTÉS SOCIAUX DU JOLIETTE MÉTROPOLITAIN (RASJM)

144, rue Saint-Joseph
Joliette J6E 5C4
Tél. : (450) 756-1155
Télec. : (450) 760-3586
Courriel : rasjm@qc.aira.com

LAURENTIDES

LA GRIFFE D'ALPHA

610, rue de la Madone
Mont-Laurier J9L 1S9
Tél. : (819) 440-2044
Télec. : (819) 623-3081
Courriel : griffe.alpha@tlb.sympatico.ca

LA MAISON DES MOTS DES BASSES-LAURENTIDES

50A, rue Turgeon
Sainte-Thérèse J7E 3H4
Tél. : (450) 434-9593
Télec. : (450) 434-5181
Courriel : rejeanne@lamaisondesmots.com

LA MAISON POPULAIRE D'ARGENTEUIL

335, rue Principale
Lachute J8H 2Z7
Tél. : (450) 562-1996
Télec. : (450) 562-2458
Courriel : alphala@cam.org

LE COIN ALPHA

475, rue Lavolette
Saint-Jérôme J7Y 2T8
Tél. : (450) 436-2099
Télec. : (450) 436-2099
Courriel : lecoinalpha@distributel.net

LAVAL

AU JARDIN DE LA FAMILLE DE FABREVILLE

3867, boulevard Sainte-Rose
Laval H7P 1C8
Tél. : (450) 622-9456
Télec. : (450) 622-0312
Courriel : jardinfamille@videotron.ca

GROUPE ALPHA LAVAL

485, boulevard des Laurentides, bureau 105
Laval H7G 2V2
Tél. : (450) 669-3232
Télec. : (450) 669-3708
Courriel : alpha@total.net

MAURICIE

CENTRE D'ACTIVITÉS POPULAIRES ET ÉDUCATIVES (CAPE)

770A, rue Réal
La Tuque G9X 2S7
Tél. : (819) 523-7533
Télec. : (819) 523-9872
Courriel : cape.lt@lino.com

CENTRE D'ÉDUCATION POPULAIRE POINTE-DU-LAC

490, rue Grande-Allée
Trois-Rivières G9B 7S3
Tél. : (819) 377-3309
Télec. : (819) 377-3052
Courriel : caroboislard@hotmail.com

COMSEP

620, rue Sainte-Geneviève
Trois-Rivières G9A 3W7
Tél. : (819) 378-6963
Télec. : (819) 378-0628
Courriel : comsep@tr.cgocable.ca

EBYÛN

89, rue Saint-Irénée
Trois-Rivières G8T 7C3
Tél. : (819) 373-7653
Télec. : (819) 691-2866
Courriel : ebyon@infoteck.qc.ca

LA CITÉ DES MOTS

805, 111^e Rue
Shawinigan-Sud G9P 2T5
Tél. : (819) 537-1055
Télec. : (819) 537-5445
Courriel : citedmots@hotmail.com

LA CLÉ EN ÉDUCATION POPULAIRE DE LA MRC DE MASKINONGÉ

110, 2^e Avenue, 2^e étage
Louiseville J5V 1X1
Tél. : (819) 228-8071
Télec. : (819) 228-4358
Courriel : info@alphapop.org

MONTÉRÉGIE

AIDE PÉDAGOGIQUE AUX ADULTES ET AUX JEUNES (APAJ)

330, avenue Saint-Simon
Saint-Hyacinthe J2S 5B9
Tél. : (450) 261-0384
Télec. : (450) 261-0835
Courriel : apaj@cgocable.ca

CENTRE ALPHA-SOURD RIVE-SUD

208, rue Notre-Dame
Sainte-Pie J0H 1W0
Tél. : (450) 772-6778
Télec. : (450) 772-6778
Courriel : asourdsud@hotmail.com

COMITÉ ANIMATION LOCALE ALPHABÉTISATION (ALA)

12, rue Sainte-Marie
Lacolle J0J 1J0
Tél. : (450) 246-4131
Télec. : (450) 246-2908
Courriel : comitala@qc.aira.com

COMQUAT INC.

2455, boulevard Perrot
Notre-Dame-de-l'Île-Perrot J7V 8P4
Tél. : (514) 453-3632
Télec. : (514) 453-3637
Courriel : comquatinc@videotron.ca
Adresse URL :
<http://pages.infinit.net/comquat1/>

LA BOÎTE À LETTRES DE LONGUEUIL

212, rue Gentilly Ouest
Longueuil J4H 1Z6
Tél. : (450) 646-9273
Télec. : (450) 646-9281
Courriel: bal@bellnet.ca

LA CLÉ DES MOTS

200, rue Saint-Pierre, bureau 103
Saint-Constant J5A 2G9
Tél. : (450) 635-1411
Télec. : (450) 635-5142
Courriel: lacledesmots@videotron.ca

LA PORTE OUVERTE

81, rue Frontenac
Saint-Jean-sur-Richelieu J3B 2Y4
Tél. : (450) 346-3283
Télec. : (450) 346-3283
Courriel: laporteouverte@videotron.ca

L'ARDOISE DU BAS-RICHELIEU

71, rue de Ramesay, local 309
Sorel-Tracy J3P 3Z1
Tél. : (450) 780-1016
Télec. : (450) 780-1182
Courriel: ardoisedubasrichelieu@hotmail.com

L'ÉCRIT TÔT DE SAINT-HUBERT

3825, rue Windsor
Saint-Hubert J4T 2Z6
Tél. : (450) 443-1411
Télec. : (450) 443-3772
Courriel: escritot@bellnet.ca
Adresse URL: www.ecritot.ca

LE FABLIER

C.P. 5708, C.S.P. Centre Maxi
Longueuil J4L 4T6
Tél. : (514) 668-8834
Courriel : info@lefablier.qc.ca
Adresse URL:
http://lefablier.alphabetisation.ca

LE SAC À MOTS

94, rue Sud
Cowansville J2K 2X2
Tél. : (450) 266-3766
Télec. : (450) 266-0534
Courriel: sacamo@videotron.ca

LES GRANDS DÉBROUILLARDS

52, rue Nicholson
Valleyfield J6T 4M8
Tél. : (450) 377-7606
Télec. : (450) 377-0215
Courriel: grands_debrouillards@rocler.qc.ca

MONTRÉAL

CARREFOUR D'ÉDUCATION POPULAIRE DE POINTE SAINT-CHARLES

2356, rue Centre
Montréal H3K 1J7
Tél. : (514) 596-4444
Télec. : (514) 596-4443
Courriel: carrefour.anim@cscdm.qc.ca
Adresse URL:
www.communautique.qc.ca/carrefour

CENTRE ALPHA-SOURD DE MONTRÉAL

7400, boulevard Saint-Laurent, bureau 25
Montréal H2R 2Y1
Tél. : (514) 278-5334
Télec. : (514) 278-8120
Courriel: casourd@hotmail.com

CENTRE DE LECTURE ET D'ÉCRITURE

4450, rue Saint-Hubert, bureau 217
Montréal H2J 2W9
Tél. : (514) 849-5473
Télec. : (514) 350-8887
Courriel: ecriture@cam.org
Adresse URL:
www.communautique.qc.ca/cle

CENTRE DE LIAISON POUR L'ÉDUCATION ET LES RESSOURCES CULTURELLES (CLERC)

12618, rue Sainte-Catherine Est
Montréal H1B 1W9
Tél. : (514) 640-8521
Télec. : (514) 640-8521
Courriel: clerc@mainbourg.org

CENTRE DE RESSOURCES ÉDUCATIVES ET COMMUNAUTAIRES POUR ADULTES

10770, rue Chambord
Montréal H2C 2R8
Tél. : (514) 596-7629
Télec. : (514) 596-7681
Courriel: accueil@creca.net

CENTRE HAÏTIEN D'ANIMATION ET D'INTERVENTIONS SOCIALES (CHAI5)

419, rue Saint-Rock, 2^e étage
Montréal H3N 1K2
Tél. : (514) 271-7563
Télec. : (514) 271-3629
Courriel: centrehaitien@chais.qc.ca

CENTRE INTERNATIONAL D'ÉCHANGES CULTURELS (CIEC)

3516, rue Lacombe, 3^e étage
Montréal H3T 1M1
Tél. : (514) 735-5031
Télec. : (514) 735-8396
Courriel: ciecmlj@cam.org

CENTRE N A RIVE

6971, rue Saint-Denis
Montréal H2S 2S5
Tél. : (514) 278-2157
Télec. : (514) 278-4374
Courriel: naprive@hotmail.com

COMITÉ D'ÉDUCATION AUX ADULTES DE LA PETITE-BOURGOGNE ET DE SAINT-HENRI (CEDA)

2515, rue Delisle
Montréal H3J 1K8
Tél. : (514) 596-4428
Télec. : (514) 596-4981
Courriel : alpha@ceda22.com
Adresse URL: www.ceda22.com

LA JARNIGOINE

7445, rue Saint-Denis
Montréal H2R 2E5
Tél. : (514) 273-6683
Télec. : (514) 273-6668
Courriel: jamigo@cam.org

LA MAISON D'HAÏTI INC.

8833, boulevard Saint-Michel, 2^e étage
Montréal H1Z 3G3
Tél. : (514) 326-3022
Télec. : (514) 326-3024
Courriel: mhaiti@mhaiti.org

L'ATELIER DES LETTRES

1710, rue Beaudry
Montréal H2L 3E7
Tél. : (514) 524-0507
Télec. : (514) 524-0222
Courriel: latelier@qc.aira.com

LES ATELIERS MOT-À-MOT DU S.A.C. ANJOU INC.

6497, rue Azilda
Montréal H1K 2Z8
Tél. : (514) 354-6526
Télec. : (514) 354-2023
Courriel: sacanjou@b2b2c.ca

LETTRES EN MAIN

5483, 12^e Avenue
Montréal H1X 2Z8
Tél. : (514) 729-3056
Télec. : (514) 729-3010
Courriel: lem@cam.org

TOUR DE LIRE

1691, boulevard Pie-IX
Montréal H1V 2C3
Tél. : (514) 252-4718
Télec. : (514) 252-0600
Courriel : info@tourdelire.com

OUTAOUAIS

ATELIER D'ÉDUCATION POPULAIRE

299, route des Cantons
Saint-Émile-de-Suffolk J0V 1Y0
Tél. : (819) 426-3193
Télé. : (819) 426-4003
Courriel : atelier1996@sympatico.ca

LE VENT DANS LES LETTRES

365, boulevard Gréber, local 107
Gatineau J8T 5R3
Tél. : (819) 561-5473
Télé. : (819) 561-5475
Courriel : ventdansleslettres@bellnet.ca

RÉGION DE QUÉBEC

ALPHA STONEHAM

2627, boulevard Talbot, C.P. 296
Stoneham G0A 4P0
Tél. : (418) 848-2958
Télé. : (418) 848-7427
Courriel : alphastoneham@ccapcable.com

ALPHABILLE VANIER

235, rue Beaucage
Vanier G1M 1H2
Tél. : (418) 527-8267
Courriel : alphabelle@qc.aira.com

ATELIER D'ALPHA-SOURDS DE QUÉBEC

4635, 1^{re} Avenue, bureau 221
Charlesbourg G1H 2T1
Tél. : (418) 623-8485
Télé. : (418) 623-7732
Courriel : n.racine@sympatico.ca

ATOUT-LIRE

266, rue Saint-Vallier Ouest
Québec G1K 1K2
Tél. : (418) 524-9353
Télé. : (418) 521-4000
Courriel : atoutlire@qc.aira.com

CENTRE D'ALPHABÉTISATION L'ARDOISE

145, boulevard de la Montagne
Saint-Casimir G0A 3L0
Tél. : (418) 339-2770
Courriel : ardoise.alpha@gmail.com

LA MARÉE DES MOTS

3365, chemin Royal, 2^e étage
Beauport G1E 1W1
Tél. : (418) 667-1985
Télé. : (418) 667-4954
Courriel : lamareedesmots@oricom.ca

LE SERVICE DE FORMATION EN ALPHABÉTISATION DE CHARLEVOIX

595, rue Georges-Édouard Tremblay
Baie-Saint-Paul G3Z 1V5
Tél. : (418) 435-5752
Télé. : (418) 435-5778
Courriel : alphacharlevoix@hotmail.com

LIS-MOI TOUT LIMOILOU

798, 12^e Rue
Québec G1J 2M8
Tél. : (418) 647-0159
Télé. : (418) 647-0350
Courriel : lismoitout@qc.aira.com

SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN

CENTRE ALPHA DE LA BAIE ET DU BAS-SAGUENAY

802, boulevard Grande-Baie Nord
La Baie G7B 3K7
Tél. : (418) 697-0046
Télé. : (418) 544-2459
Courriel : alphabbsag@hotmail.com

CENTRE ALPHA DU HAUT-SAGUENAY

605, rue Saint-Paul
Chicoutimi G7J 3Z4
Tél. : (418) 545-7123
Télé. : (418) 545-4473
Courriel : belleychristine@hotmail.com

CENTRE DE LECTURE ET D'ÉCRITURE D'ALMA

20, rue Saint-Joseph Sud
Alma G8B 3E4
Tél. : (418) 480-3447
Télé. : (418) 480-3448
Courriel : lacle@abc02.org

GROUPE CENTRE-LAC D'ALMA

285, boulevard Eymard Nord
Alma G8B 5J3
Tél. : (418) 668-3357
Télé. : (418) 668-0534
Courriel : gla@qc.aira.com

REGROUPEMENT DES CENTRES D'ALPHABÉTISATION MOT-À-MOT

156, rue Gaudreault, C.P. 218
Saint-Ambroise G7P 2J9
Tél. : (418) 672-6272
Télé. : (418) 672-4720
Courriel : ginetteduf@hotmail.com

